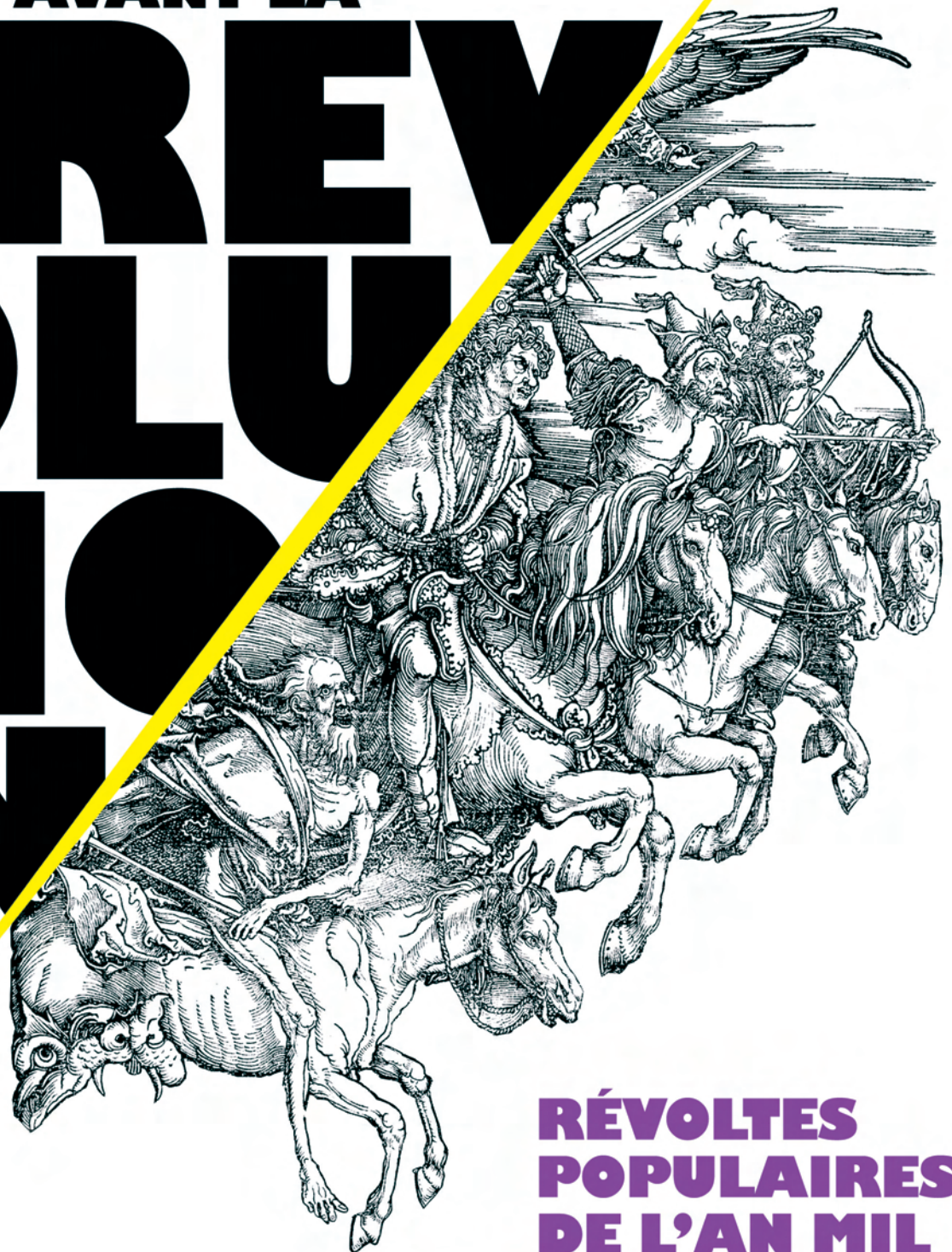


offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°28 • 4 EUROS • DÉC. 10

AVANT LA
REVOLUTION



**RÉVOLTES
POPULAIRES
DE L'AN MIL
À 1789**



M 05936 - 10 - F : 4,00 € - RD

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL

LIVRE
Divertir
pour dominer

Textes issus de numéros
d'Offensive
13 euros



A commander à
l'OLS 21^{er}, rue
Voltaire 75011 Paris
chèque à l'ordre
de Point de ruptures

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

POUR CONTACTER L'OLS

OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
ols@no-log.org.

OÙ EST L'OLS

Bretagne
libertat@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacons@riseup.net
Paris
21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouse@riseup.net
Tours
olrik@no-log.org

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze
jours de 21h à 22h30
en alternance avec
La Grenouille Noire

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION



OFFENSIVE N°22

mai 09 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE



OFFENSIVE N°23

sept. 09 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
CONSTRUIRE L'ANARCHIE



OFFENSIVE N°24

déc. 09 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
NATURE ET ANIMALITÉ



OFFENSIVE N°25

mars 10 | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
TRAVAIL: QUEL SENS?



OFFENSIVE N°26

mai 10 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE



OFFENSIVE N°27

sept. 10 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
PRÉCARITÉ POURQUOI ?

Édité par Spipasso

Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux

Directeur de publication
Nicolas Sergy

Commission paritaire
1111 P 11461

ISSN 1771-1037

Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@court-circuit-diffusion.com

Tirage
7200 exemplaires

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Les ravages de la gentrification 6-7

Un travail social plus précaire que jamais 8-9

Des sons qui adoucissent les mœurs 10-11

Histoire

L'institution «manif» 12-13

En lutte

Défends-toit 14

DOSSIER

Avant la Révolution

Moyen Age rebelle 16-19

L'autonomie montagnarde 20

Les Frères du libre-esprit 21-23

Bref éloge et petite critique des mouvements millénaristes 24-25

L'union fait la France 26-27

Les sorcières 28-29

«Gloire ici-bas, tous bêcheux!» 30-31

La révolution sans le progrès 32-33

Les premières résistances au libéralisme 34-36

Vaucanson ou le prototype de l'ingénieur 37

Horizons

La Russie fasciste 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Le droit de s'évader 42-45

Alternatives

Sortir du supermarché 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique-arts vivants 50

Arts vivants-ciné 51

Dossier du

prochain numéro

"éducation populaire"

à paraître fin février

2011

Prochaine coordination,

à Grenoble les 15 et 16

janvier 2011, pour plus

de renseignements

contacter le groupe

local.



Édito

Il y a deux manières de se débarrasser d'un gouvernement et, au-delà, d'un certain ordre social : le renverser ou le saper. Le renverser consiste à s'attaquer à lui de front, en jetant toutes ses forces dans la bataille, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus soutenir le choc et finisse par se retirer, ou disparaître. Le risque étant que des experts en politique (de préférence de gauche ou d'extrême gauche) profitent de la situation et s'emparent des commandes de l'État, pour servir à leur tour des intérêts privés.

Saper les assises d'un gouvernement ou de l'ordre établi, en revanche, est une activité moins spectaculaire. C'est un travail souterrain, qui consiste à substituer patiemment à tous les principes de fonctionnement de la société dominante des modèles alternatifs, des idées et des pratiques différentes. Jusqu'au jour où l'ordre aliénant s'effondrera, laissant voir qu'un autre avait commencé à s'édifier sous lui et contre lui, avec de meilleures valeurs et des idéaux plus nobles. Bien sûr, il y a des moments pour saper, d'autres pour renverser. Quel que soit leur résultat final, les luttes de ces derniers mois commencent à s'inscrire dans la perspective d'un renversement, qu'il s'agisse de l'éviction de la droite au pouvoir ou, plus radicalement, de l'émergence d'une insubordination de masse. En tout cas, à travers ces luttes, des colères communiquent et des solidarités se nouent, contribuant à un travail de sape qui s'appuie sur des initiatives et des contre-institutions ayant déjà plusieurs années ou décennies derrière elles : syndicats minoritaires axés sur la lutte, espaces de discussion échappant à l'emprise des médias et de l'État, groupes de réflexion, revues de critique sociale, collectifs de désobéissance et/ou de solidarité, tentatives autogestionnaires, rapports directs producteurs-consommateurs, etc. À la faveur des luttes, dans le refus de l'Entreprise et la méfiance vis-à-vis de l'appareil d'État, s'esquisse peu à peu l'idée que l'on pourrait se passer d'eux pour organiser nos vies de façon plus libre et plus égalitaire, à partir de ces initiatives et contre-institutions qui préfigurent un autre ordonnancement du monde. Aujourd'hui, **Offensive** et l'OLS sont là pour propager cette idée, pour fédérer et renforcer toutes les actions qui la portent. **OLS Tours**

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° _____.

Abonnement (12 euros) Abonnement de soutien (25 euros)

Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros)

Abonnement à vie (10 euros/trimestre)

(voir document demande de virement permanent à droite)

nom, prénom _____

adresse _____

mail _____

téléphone _____

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom _____

adresse _____

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille
ou par internet : <http://atheles.org/revueoffensive>

Offensive a besoin de votre soutien sur le long terme, cela peut s'effectuer en opérant à une

DEMANDE DE VIREMENT PERMANENT

Document à renvoyer à votre banque en y joignant votre RIB.

Je vous prie de bien vouloir effectuer de mon compte bancaire vers le compte de Spipasso (éditeur de la revue **Offensive**), un virement trimestriel de 10 euros, le _____ de chaque trimestre, et ce à compter du _____/_____/_____.

au profit de Spipasso,
Etablisst Guichet n° Compte Clé RIP
20041 00001 2884925U020 02

IBAN FR60 2004 1000 0128 8492 5U02 002
BIC PSSTFRPPPAR

domicilié à
La Banque Postale Centre De Paris
75900 Paris Cedex 15 France

Fait le _____, à _____

Signature _____

Renvoyez-nous le bulletin d'abonnement avec vos coordonnées.

Offensive libertaire et sociale a, comme vous, participé au mouvement autour des retraites. Ce numéro ne vous propose toutefois pas d'analyses à chaud. Nous avons dû le boucler début novembre. Nous reviendrons sur la grève des retraites dans les prochains numéros. Cependant nous consacrons notre rubrique habituelle En Bref à ce mouvement social.



BLOCAGES, RAFFINERIES ET PETITS CALCULS

Le blocage des raffineries a tenu la France en haleine pendant quelques jours. Tout semblait se jouer là, comme avec les cheminots en 1995, avec les profs en 2003. Toutefois, le problème dépassait le simple enjeu des retraites. Les secteurs qui se sont mis en grève sont ceux où des luttes existaient déjà, notamment les raffineries et les ports. On ne peut pas ignorer certains enjeux internes comme la tentative de mettre fin à l'activité de raffinage en France. Les ports se battaient depuis plusieurs mois contre la privatisation. Les militant-e-s qui ont rédigé **En grève jusqu'à la retraite !**, journal francilien en lutte contre le capital et l'État (5 novembre 2010) se sont rendu-e-s sur un piquet de grève, explications :

« Se jouent également des luttes de pouvoir internes à la CGT : il semble que le fameux délégué cégétiste Charles Foulard très en vue à Grandpuits prendrait bien la place de Thibault ou, tout du moins, grimperait bien haut de la pyramide CGT. D'où sa (sic !) nécessité de radicaliser le blocage dans son secteur... ». Malgré ces enjeux politiques, ils et elles ne rejettent pas tout : « On ne peut nier l'efficacité de la grève et des blocages de sites par les travailleurs des raffineries. Ce que l'on peut retenir, c'est que penser la grève, le blocage (et le sabotage également) de manière tactique peut, non seulement faire réellement mal au portefeuille des capitalistes, mais aussi entraîner des blocages en chaîne de l'économie ».

JE LUTTE DES CLASSES

GRÈVE GÉNÉRALE

JACQUES CHASTAING est ouvrier à Peugeot Mulhouse. Au début du mouvement, il répondait à une interview dans la revue marxiste **Carré rouge**. Il montrait comment le slogan « grève générale » avait changé de sens en étant repris par les ouvriers : « Le mot d'ordre "grève générale" parce qu'il est très largement repris par de nombreux secteurs militants très variés et par bien des gens dans les manifestations recouvre, me semble-t-il, quelque chose de bien différent. La question des retraites est peut-être même en train de passer au second rang par rapport à un ensemble de problèmes plus variés qui émergent peu à peu, l'avenir des jeunes posé par le mouvement lycéen

très marqué par les lycées professionnels, l'exploitation en général toujours posé par ces jeunes, les conditions de travail, le chômage, les salaires qui sont posés par bien des salariés déjà en lutte sur ces sujets ou encore l'hostilité au gouvernement, ses méthodes policières, son mépris, ses attaques contre le droit de grève, un irrespect enfin du Parlement et du Sénat dont on envisage de ne pas respecter les décisions, avec le sentiment que c'est la rue qui doit faire la loi... Lorsque les manifestants ou grévistes s'emparent du mot d'ordre de grève générale, ils lui donnent peu à peu un autre contenu. (...) Et les échanges ne portent pas tant sur la

retraite que sur tout. Le mot d'ordre "grève générale" recouvre alors l'idée d'une espèce de Mai 68 (il n'y a jamais aucune référence à 2003 ou 1995) conçu comme un "rien ne va", il faut tout changer, voire chez les plus jeunes l'idée de révolution. Ce n'est qu'en germe, mais autant quand des militants criaient "grève générale", il y a quelque temps dans les manifestations, ce n'était pas ou peu repris, autant aujourd'hui c'est très, très largement repris et on sent bien que lorsque les gens crient "grève générale" ce n'est pas pour cotiser 41,5 annuités ou même avoir le retrait du projet de loi sur les retraites, mais pour bien plus, pour dire que c'est tout qui ne va pas et qu'il faut changer. » Interview disponible sur



LA SOLIDARITÉ NE REPOSE PAS SUR LA CROISSANCE !

« POUR JUSTIFIER LA RÉFORME des retraites, la droite nous explique : "Il y a aujourd'hui moins de travailleurs actifs, et plus de personnes inactives. Il est donc normal de travailler plus longtemps pour payer les retraites". Ce à quoi les économistes de la gauche et de l'extrême gauche rétorquent : "Même avec une croissance inférieure à 2 %, le produit intérieur brut aura doublé d'ici quarante

ans, on pourra donc en consacrer une part plus importante au financement des retraites, sans effort financier supplémentaire de la part des salariés". Pour la gauche, le problème est donc uniquement un problème de répartition des fruits (pourris) de la croissance. Comme si les retraites, et donc la solidarité humaine, reposaient sur la croissance économique. Il faut en finir avec l'idéologie de la croissance. Compter sur un doublement de la production d'ici quarante ans est une aberration. Notre environnement ne survivrait pas à un tel désastre écologique. Sans compter la dégradation de la vie en société. Car produire toujours plus d'ordinateurs, de télévisions à écrans plats, de téléphones portables, et autres gadgets qui abrutissent, individualisent et finissent par détruire toute relation véritable entre nous (vous avez combien d'amis sur Facebook ?). »

Extrait du tract « **Mouvement des retraites : Pour en finir avec la société industrielle et les illusions de la gauche** » (Lille, octobre 2010, collectif Libeludd)

À lire sur le même thème, le tract « **Octobre mouvant** » (Albi, novembre 2010, reproduit dans *Jusqu'ici* n° 1)

WWW.7SEPTEMBRE2010.FR

Il n'est pas dans nos habitudes de relever l'existence de la nébuleuse de sites Internet. Le travail réalisé par 7septembre2010.fr – en référence à la première manif de la rentrée – a été de répertorier toutes les actions, les grèves, les manifestations... Le site permet de mieux soupeser l'évolution du mouvement, ses dynamiques...

À signaler aussi : <http://engreve.wordpress.com>

LES MUTINS FILMENT LA GRÈVE

Les membres des Mutins de Pangée, coopérative audiovisuelle, se sont rendus pendant le mouvement sur le site de la raffinerie de Grandpuits. Ils en ont tiré plusieurs petits films, faits dans la précipitation du mouvement. Cette rencontre avec les salariés permet de mieux appréhender et comprendre ce qui s'est passé sur l'un des lieux qui a focalisé l'attention de toutes et tous pendant quelques jours. À voir sur : www.lesmutins.org



JUSQU'ICI

Lancé en plein mouvement, comme une nécessité de ne pas être dépendant des mass media, **Jusqu'ici** n'est pas un journal-tract où les articles ressemblent à une suite de slogans. Il donne plutôt à comprendre par des descriptions détaillées de luttes, de grèves, offrant une véritable lecture politique. Les analyses ne sont pas surplombantes et ne cherchent pas forcément à nous tirer vers telle conclusion ou idéologie. Et, ce qui ne gâche rien, il est beau !
 Contact : Z, 9 rue François-Debergue
 93100 Montreuil
 jusquici@yahoo.fr



INFO-LUTTES

À Caen, le journal de liaison entre les militant-e-s a pris le nom explicite d'**Info-luttes**. Le premier numéro, paru le 19 octobre, commençait ainsi : « Quoi qu'en dise le gouvernement qui ment effrontément (sur le nombre de manifestant-e-s, de grévistes, de stations-service à sec, d'incidents qui éclatent, d'actions de blocages...), le mouvement actuel prend une ampleur historique par le nombre de gens impliqués, par la diversité des secteurs mobilisés solidairement, par la détermination et la radicalisation des gens en lutte ». Et de poursuivre : « Dans ce contexte, s'inspirant de nombreuses feuilles d'infos locales qui commencent à fleurir un peu partout, l'AG Intercatégorielle de Lutte a décidé de créer **Info-luttes** afin d'aider à la circulation de l'information et à la coordination des actions. Cette feuille d'info relaiera toutes les actions et infos provenant de tous les secteurs en lutte sans discrimination mais aussi sans complaisance ».

Contact : infoluttessaen@laposte.net

500 000 OU 1 MILLIARD D'EUROS ?

Pour la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises, c'est ce que la grève a coûté aux boîtes françaises... Une estimation du simple au double, rien que ça. Pire, quelques jours auparavant, le patron de cette confédération estimait les pertes à 4 milliards. Des chiffres d'une précision digne d'un économiste de la Banque mondiale Et ils nous assurent qu'il faut continuer à leur confier notre futur ?

UNE ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

Le mouvement des retraites a marqué une nouvelle étape dans le développement des assemblées de travailleurs-euses de différentes catégories comme un mouvement de balancier avec l'affaiblissement des syndicats depuis des décennies. Bref, des croisements s'effectuent, et chaque ville – ou presque – a connu son AG interpro, intercatégorielle... À Tours, début novembre, vingt-cinq de ces assemblées se sont réunies pour proposer une nouvelle dynamique au mouvement.

Ces assemblées ont joué parfois un rôle de réservoir pour mener des actions de blocage, à la demande ou non des syndicats. Si on peut se réjouir des croisements qui se sont effectués, du fait que les salarié-e-s ne sont pas resté-e-s cloisonné-e-s dans leur boîte, ces assemblées interprofessionnelles ne témoignent-elles pas non plus de la difficulté de créer des bastions de résistance, de mettre sa boîte en grève ?



CAISSES DE GRÈVE

LA VOLONTÉ D'ALLER LOIN, de résister, s'est matérialisée par les appels à faire des caisses de grève. Très tôt dans le mouvement, des militant-e-s ont saisi cet enjeu pour ne pas dépendre des syndicats. Tracts, journaux indépendants et e-mails ont circulé dans ce sens. Des milliers de personnes se sont impliquées pour récolter de la thune lors d'opérations de collectes ou de « péage gratuit ». Les caisses ont aussi bénéficié

de ce que l'on pourrait appeler une autre grève par procuration. Ceux qui n'ont pas pu ou voulu se mettre en grève ont soutenu les autres. Ce réflexe de solidarité ouvrière retrouvé a fait plaisir. Toutefois, comme le signalait un syndicaliste de la raffinerie de Grandpuits, le problème n'était plus de recevoir de l'argent mais que d'autres secteurs se mettent en grève.

POUR DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES AUTONOMES

L'ASSEMBLÉISME semble être une voie qui s'impose de plus en plus dans les mouvements. Le collectif politique Lieux communs pense qu'il s'agit d'un lieu essentiel pour que chacun se réapproprie le mouvement. Ainsi, il distribua un tract intitulé « Pour des assemblées générales autonomes ». Un tract aux vellétés d'éducation populaire qui rappelait des principes pour qu'une assemblée soit réussie, tout en expliquant bien que « aucun modèle d'AG n'est indiscutable. Rien ne peut garantir l'entente entre les gens et l'intelligence collective ». Le collectif avertit aussi du fait que l'AG peut être un lieu de manipulation pour les

« spécialistes : militants professionnels des syndicats, partis, groupuscules ou groupes déjà existants ». Loin de baisser les bras, la suite du tract explique comment on peut « se constituer en groupe d'action » ou « faire appliquer quelques principes » comme l'AG souveraine, les tâches tournantes, le contrôle des mandats... sans tomber dans un idéalisme béat.

Ce tract et bien d'autres – comme l'un distribué à dix mille exemplaires, « Égalité des revenus pour tout le monde » – sont disponibles sur le site Internet de Lieux communs ou par e-mail : www.magmaweb.fr et lieux-communs@gmx.fr

À GRENOBLE, À L'ÉTÉ 2010, LE QUARTIER DE LA VILLENEUVE A ÉTÉ LE THÉÂTRE D'ÉMEUTES URBAINES. IL FAUT LIRE CES ÉVÉNEMENTS AU REGARD DE L'HISTOIRE DE CE QUARTIER ET DES POLITIQUES URBAINES MENÉES DEPUIS QUARANTE ANS.

Les ravages de la gentrification

La Villeneuve, de l'utopie à la violence urbaine

GRENOBLE, quartier de la Villeneuve, jeudi 15 juillet 2010, Karim Boudouda est assassiné par la police au pied de chez lui. Avec un complice, il venait de cambrioler le casino d'Uriage-les-Bains, quelques kilomètres plus loin. Cette histoire a fait le tour de France, relayée par les médias charognards¹, et a eu les suites que l'on connaît : plusieurs nuits d'émeutes, un quartier bouclé et encerclé, la ligne de tram qui passe à proximité fermée, des hélicoptères qui tournent en permanence et qui, la nuit, balaient les immeubles de leurs projecteurs, le déploiement massif de tout un arsenal policier (GIPN, RAID et CRS) pour une mise en scène de chasse aux fauteurs de trouble et aux complices présumés. Bref, une réponse ultra-sécuritaire pour rétablir au plus vite leur ordre social. Cette méthode musclée est devenue monnaie courante, comme à Villiers-le-Bel² ou ailleurs, avec une stigmatisation de fait de toutes et tous les habitant-e-s de ces quartiers populaires et un véritable état de siège³. Comme seule réponse à la misère sociale : la force et la répression. Ce postulat politique n'est pas nouveau mais il trouve chaque fois un nouvel appui idéologique. Du maire de Grenoble, Michel Destot, à Brice Hortefeux jusqu'à la venue de Sarkozy dans la ville, on a assisté à une véritable surenchère verbale dans le discours sécuritaire, teinté de déclarations racistes et xénophobes. Entre une droite décomplexée et une gauche frileuse et gestionnaire, on se renvoie la balle pour mieux masquer son incapacité à contenir l'explosion de la misère.

Que ces émeutes aient été le déclencheur malheureux de toute une série de mesures qui, de toute façon, étaient vraisemblablement programmées depuis un certain temps, n'est pas le fruit du hasard. Cet événement qui en rappelle d'autres n'est que l'illustration criante d'un affrontement toujours plus violent entre des classes antagonistes. Il est aussi le résultat d'une certaine conception de la politique de la ville. Ce qui nous semble intéressant, c'est donc de l'analyser au regard de la situation particulière du quartier de la Villeneuve et de la ville de Grenoble, comme un laboratoire de ce qui se fait ailleurs à plus ou moins grande échelle.

DU RÊVE À LA TRISTE RÉALITÉ

Jailli de terre dans la vague de l'après-68, le quartier de la Villeneuve s'est construit autour d'une véritable utopie. Le projet était de faire cohabiter différentes classes sociales dans un espace agréable, où les services publics seraient de qualité et accessibles à toutes et tous, où on pourrait tenter toutes sortes d'expérimentations sociales pour former une communauté, pour transformer la vie ensemble. Vivre autrement la ville pour vivre autrement la vie...

C'est pourquoi on voulait que la mixité sociale, l'éducation et

les initiatives autogestionnaires soient favorisées dans le quartier. Conçu pour que l'on y circule sans voiture et pour faciliter les rencontres, le quartier fait cohabiter locataires et propriétaires. On prévoit aussi des logements pour les handicapé-e-s, des résidences pour les personnes âgées et un

Ce sont de véritables reconquêtes des quartiers au profit de projets mégalomanes.

foyer pour les jeunes en difficulté. Une maison de quartier regroupe le collège, la bibliothèque, des salles de réunion, des ateliers et un restaurant libre-service où tout le monde peut venir déjeuner. Il y a même une télévision de quartier et un centre de santé. Dans les nombreuses écoles, des pédagogies expérimentales différentes et non autoritaires sont mises en œuvre. On n'y trouve pas de clôture et elles sont ouvertes sur l'immense parc situé au milieu du quartier. Les premier-e-s habitant-e-s y emménagent en 1972.

Bien que conçu et pensé localement et en consultation avec les populations, ce quartier « modèle » et le style de vie que l'on souhaitait y promouvoir ne dureront pourtant pas longtemps. On peut évoquer plusieurs raisons à cet échec mais, ce qui est sûr, c'est que ni les bonnes intentions ni les subventions municipales n'auront suffi à faire vivre cette expérience sur le long terme. Peu à peu, les projets communautaires se sont arrêtés, des écoles ont fermé, des clôtures ont poussé.

Dans un contexte politique qui s'est durci, la Villeneuve, comme un navire perdu, n'a pas pu garder son cap dans une mer désespérément hostile... La coque a craquelé et l'utopie s'est fissurée... Si le projet a été peu à peu isolé et mis de côté, c'est que les élu-e-s avaient dorénavant pour Grenoble bien d'autres visions.

GRENOBLE, UNE TECHNOPOLE AU CŒUR D'UNE MÉTROPOLE

En effet, la priorité désormais, pour les municipalités qui se succèdent, est de faire de Grenoble une ville en pointe, non pas pour les projets sociaux, mais pour les nouvelles technologies. Ce qui se construit, selon la formule de Pièces et main d'œuvre (PMO), c'est « [...] ce modèle de ville moderne, fondée sur la liaison recherche-université-industrie-pouvoirs publics (civils et militaires), et sur la tyrannie de l'innovation [...] »⁴. Pour loger et attirer les ingénieurs, les techniciens et



1. À quelques exceptions près... On pourra citer comme contre-exemple l'article de Jean-Luc Porquet : « Une émeute laboratoire », dans *Le Canard enchaîné* du 21 juillet.

2. En novembre 2007.

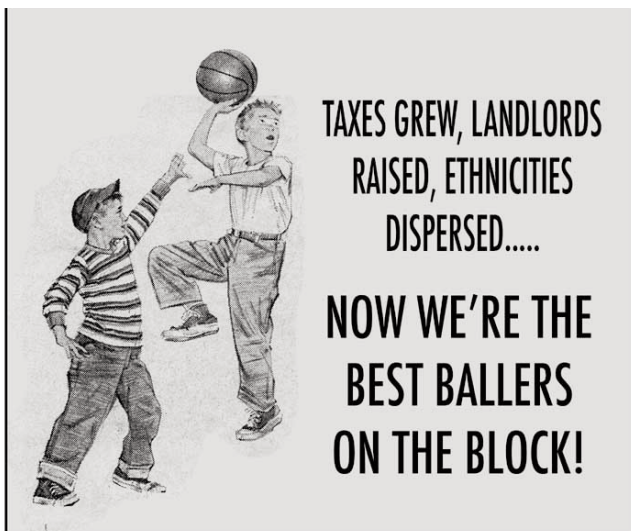
3. Voir les propos d'habitant-e-s relatés par Jean-Luc Porquet.

4. Tract de PMO du 2 juillet 2010, téléchargeable sur www.piecesetmaindoeuvre.com.

5. « Une violence éminemment contemporaine », Jean-Pierre Garnier, Agone, Contre-feux, 2010.

les cadres venus en masse grossir les rangs des entreprises de technologies de pointe, il faut construire des logements de standing, vendre l'image d'une ville propre et moderne. Il faut trouver de la place car le centre-ville ne cesse de grossir et s'étend, débordant sur les quartiers adjacents et certaines villes de banlieue.

Ce phénomène de gentrification est accompagnée d'une inexorable «[...] expulsion du peuple hors des lieux convoités par les profiteurs vers des zones excentrées ou dégradées»⁵. Oubliées les utopies fondatrices : le quartier de la Villeneuve, en périphérie, accueille désormais en grand nombre les populations exclues du centre-ville, victimes de l'extension d'une cité qui ne veut plus d'elles. Les difficultés sociales se concentrent, l'exclusion se renforce car, comme le décrit Matthieu Van Criekingen⁶, la gentrification, qui a pris toute sa force avec le virage néolibéral des années 1980, est un vrai projet politique transversal à la plupart des villes occidentales. Non seulement elle modifie profondément le visage de ces cités, mais s'inscrit aussi souvent dans des projets plus larges de mise en concurrence et de marchandisation accrue des territoires et des espaces urbains et péri-urbains. Affublées du doux nom de « revalorisations » ou de « rénovations », ce sont en fait de véritables reconquêtes toujours plus agressives et démesurées des quartiers, voire des zones agricoles et des villages alentour, au profit de projets mégalomanes. En ce qui concerne Grenoble, ce vaste projet est dans les cartons depuis un certain temps et s'appelle sobrement le « Sillon alpin » : c'est en fait une continuité urbaine entre Genève et Grenoble, voire Valence ; une grande métropole vouée à la recherche et aux technologies de pointe⁷. Comme on le voit, l'expansion est galopante. En donnant la priorité à ce type de développement urbain, les villes se déchargent des populations les plus pauvres, des oublié-e-s de la croissance, en espérant qu'ils trouveront refuge toujours plus loin. « Dans ce cadre, [...] le champ des politiques de redistribution est progressivement désinvesti (en matière de production de logements sociaux notamment) ou mis à la remorque des retombées escomptées de la politique d'attractivité du territoire. Dans l'idéal type de la ville "revitalisée" ou "régénérée", les quartiers populaires et leurs habitants ont une place très limitée. Ils y sont plus souvent indésirables et traités comme tels. »⁸



RÉSISTANCE AU SÉCURITAIRE

D'une utopie urbaine plutôt intégratrice, on est passé en quelques décennies à une logique désintégratrice. Ce processus de gentrification renforce les inégalités et fige la fracture sociale.

Malgré les beaux discours et les déclarations de façade, les politiques de la ville menées depuis des années à Grenoble comme ailleurs entérinent la stigmatisation et la discrimination d'une frange toujours plus grande de la population.

Face à ce constat implacable et à la violence sourde qui exclue et condamne, il est indéniable que se renforcent des antagonismes de plus en plus indépassables entre celles et ceux pour qui la ville se fait et celles et ceux dont la ville se défait. La Villeneuve, c'est l'autre facette de la technopole...

Une technopole qui, pour contenir, surveiller, contrôler et réguler ces populations indésirables, se dote de moyens technologiques de plus en plus sophistiqués. L'installation de caméras de vidéosurveillance, la présence policière constante, la stigmatisation des quartiers sont autant de signes d'une guerre de basse intensité, d'un conflit larvé mais ravageur, d'une guerre sociale toujours plus présente.

Comme le souligne Jean-Pierre Garnier : « À la violence orientée de la lutte des classes succède ainsi la violence erratique des déclassés, le prix à payer [...] de la fin des idéaux d'émancipation et des programmes de transformation sociale, autrement dit des espérances collectives, célébrée [...] sous le label de la fin des utopies. Aussi est-il légitime, dût-on le déplorer, que la scène urbaine, désertée comme les autres par la politique devienne [...] le théâtre d'(ex)actions qui ne relèveront plus que de la police »⁹.

Il devient urgent de lutter contre tout ce que les villes deviennent, contre tous les plans d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Parce que ces villes se construisent non seulement sans nous mais bel et bien contre nous.

En tant qu'anarchistes, soyons solidaires des actes de résistance et travaillons aussi à créer des contacts, développer des réseaux et nouer des liens pour penser une résistance globale¹⁰. Parce que cette ville froide et sécuritaire n'est pas la nôtre, parce que nous ne voulons pas laisser la ville aux mains des gestionnaires technocrates, parce que nous refusons la militarisation et la surveillance de nos vies, parce qu'il est temps de défendre nos territoires...

rafito

TRADUCTION :
« MERCI LA
GENTRIFICATION !! »

6. Matthieu Van Criekingen, « La gentrification comme projet politique global », revue *Agone* 38-39, 2008.

7. Lire à ce propos la brochure : « Le Serpent Alpin ou la saccage du territoire allobroge », disponible sur infokiosques.net.

8. Matthieu Van Criekingen, *ibid.*

9. Jean-Pierre Garnier, *ibid.*

10. Aussitôt après les événements de l'été, différents collectifs et individu-e-s libertaires se sont retrouvés pour discuter, aller à la rencontre des gens sur les marchés et distribuer quatorze mille tracts pour exprimer leur soutien et leur analyse de la situation.

Tract disponible sur www.piecesetmaindoeuvre.com.

TRADUCTION :
« AUGMENTATION
DES IMPÔTS ET
DES LOYERS,
DIVISION DES
COMMUNAUTÉS
DÉSORMAIS NOUS
SOMMES LES MEILLEURS
JOUEURS DU QUARTIER ! »

analyse

SUITE AU DOSSIER « PRÉCARITÉ POURQUOI ? » (OFFENSIVE N° 27), MUMIA, ANCIEN ASSISTANT SOCIAL, FAIT PART DE SON EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE PASSÉE ET DE CE QUI L'A CONDUIT À LA DÉserter. IL DÉCRIT UN SECTEUR LIVRÉ À LA LOGIQUE DE LA RENTABILITÉ OÙ TRAVAILLEUR-E-S ET USAGER-E-S DES SERVICES SOCIAUX SONT SOUMIS-ES AUX PRESSIONS DU « MARCHÉ ».

Un travail social plus précaire que jamais

UN TRAVAILLEUR SOCIAL n'en vaut pas un autre. Le remplacement des assistant-e-s sociales par des « conseillers-ères d'insertion » dans les institutions gérant les allocataires de *minima* sociaux est le résultat d'une logique utilitariste du travail social au détriment d'une approche basée sur la prise en compte des besoins de l'individu-e. Cette logique guide aujourd'hui le recrutement de professionnels qui auront peu de scrupules à maintenir une pression par des contrôles accrus afin d'exiger des démarches d'employabilité de la part des bénéficiaires. Si nous, travailleurs sociaux de tout poil, sommes amené-e-s, par les temps qui courent, à prendre parti pour une lutte, ce sera celle des chômeurs et chômeuses. Même si l'accompagnement vers l'autonomisation de celles et ceux qui le souhaitent peut susciter un intérêt légitime, nous préférons profiter de notre temps pour militer autrement, du moins en refusant de remplir les objectifs de gestion des flux de la pauvreté.

UNE LOGIQUE DE MARCHÉ

À Paris, la direction de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Santé (DASES), le conseil général, la CAF et d'autres sbires de l'État financent les associations qui s'occupent des allocataires du RSA (les RSAstes, ou « ersatz », comme vous préférez). Lors des réunions annonçant les marchés pris avec ceux

l'alphabétisation, l'hébergement, ou d'autres mailles de l'insertion, doivent envisager leurs activités avec pour finalité une remise à l'emploi si elles veulent répondre aux exigences du cahier des charges signé pour l'obtention des financements. Or, la concurrence développée met à mal la singularité de chacune des structures et annule la possibilité d'en faire des alliés au bénéfice des allocataires.

Cette mise en concurrence des associations et les servitudes volontaires qu'elles engendrent découle directement de l'application des directives de Bolkestein II¹.

LE FLICAGE DE LA PAUVRETÉ

Évidemment, en échange de ces quelques deniers, les prestataires de services doivent rendre des comptes. Et à la carte ! Les statistiques mensuelles, marqueur du bon contrôleur ou de la bonne contrôleuse, sont utilisées comme un outil d'évaluation de la rentabilité et de l'efficacité des structures d'insertion. Elles permettent de ficher les précaires, via leur numéro de CAF, et de connaître en détails l'activité de celles et ceux qui doivent les réinsérer. S'agit-il d'un accompagnement vers les soins ? D'une remise à l'emploi (CDI, CDD, CAE, CNE, etc.) ? Ou « l'exclu » aurait-il accepté un statut d'handicapé social en sollicitant une allocation adaptée (AAH) ? Surtout, a-t-il bien rempli son contrat d'insertion ou doit-il

La précarisation, c'est aussi ne plus avoir de moyens pour accompagner celles et ceux qui osent encore demander de l'aide.

ci, nous avons pu entendre leurs intentions d'opérer avec les plus pauvres : « Les assistantes sociales doivent être à flux tendus. Elles doivent organiser des rendez-vous pour qu'un nombre suffisant d'allocataires soit pris en charge. » Nous leur avons alors fait comprendre que la moyenne des rencontres honorées étaient de 50 % environ, voire moins pour des personnes qui présentent des fragilités autres qu'un simple manque d'emploi (problèmes psychiatriques, toxicomanie, errance, etc.). Leur réponse fut simpliste : nous n'avions qu'à organiser plusieurs rendez-vous sur la même plage horaire, et si les différents protagonistes se trouvaient motivés au même instant, un des deux pourrait changer de « référent contrôleur ». Nous observons là toute l'aberration pour les financeurs technocrates de ce que peut être un accompagnement qui respecte la dignité de l'individu-e. Il s'agit pour eux de *vendre* des lots de pauvres (un lot égale cinquante allocataires) aux prestataires de services qui opèrent la sous-traitance des Espaces insertion (seule infrastructure départementale instruisant les demandes d'entrée dans le dispositif du RSA).

L'État fait alors un appel d'offres et met en concurrence les associations qui mendient des financements pour survivre. Nous observons que les structures spécialisées, que ce soit dans les soins,

être radié des listes, tel un parasite qui mange son pain sur le dos des financeurs ? Si les bénéficiaires ne répondent pas aux convocations, s'ils ou elles s'absentent pour un quelconque motif, si l'utilisation de leurs maigres ressources sert à d'autres attributs que la réinsertion, il est demandé au contrôleur d'interrompre le droit au versement de cette allocation.

Voilà à quoi sont relégués les travailleurs sociaux, y compris celles et ceux qui ont évité le formatage des écoles. Ces dernières institutions, qui agrandissent leur capacité d'accueil et de formation, ont pratiquement doublé leur effectif par section². Il est intéressant d'observer le parallèle entre la réforme des diplômes socio-éducatifs et les transformations du travail social. Dans les formations professionnelles opère une logique de globalisation et d'uniformisation des problématiques en parfait accord avec les schémas de rentabilité et d'efficacité des financeurs. Sur le terrain, les allocataires sont regroupé-e-s et rassemblé-e-s au cours de réunions d'informations collectives ou de réunions de patient-e-s, par exemple. Les individu-e-s devraient toutes et tous se ressembler, et surmonter leurs difficultés en appliquant des protocoles pré-établis pour chaque catégorie. La transformation des travailleurs sociaux en simples agents administratifs et contrôleurs sociaux entraîne une augmentation du nombre d'individu-e-s prenant une

1. Lire sur le site La gauche cactus, « Les associations dans la tourmente de la concurrence », de Marc Manganot.

**A REMETTRE
AU TRAVAIL
EN 60 JOURS**

position de pouvoir face aux plus démunis, tout en souhaitant les normaliser.

Dans le domaine du soin, les psychologues et les médecins qui souhaitent prendre le temps d'écouter, de soigner, d'apprendre du patient... sont eux aussi soumis à des logiques de rentabilité. Les médicaments remplacent l'écoute et l'élaboration des émotions. On répare un-e individu-e, tel un robot, afin qu'il ou elle reparte au travail. Après quelques gouttes pour dormir, un petit cachet pour les angoisses, un antidépresseur pour éviter la chute libre ou la pendaison, le tout accompagné d'une « thérapie brève », entendez par là les nouvelles thérapies cognitivo-comportementales (TCC), notre sujet qui souffrait de l'usure au travail, selon l'expression de Christophe Dejours³, est à nouveau prêt à l'exploitation, à être rentable et efficace pour permettre à celui ou celle qui le possède tel son serviteur de réaliser de nouveaux profits.

La précarité des plus pauvres va donc être gérée par des personnes et des institutions aussi démunies que ces « allocataires parasites ». Les premières vont demander de l'argent aux financeurs lors de l'appel d'offres, tel un ouvrier qui postule devant un DRH. Puis, elles vont opprimer les inactifs pour quelques deniers de plus, sans se rendre compte qu'elles sont aussi malades (de pouvoir) que leurs interlocuteurs-trices, tel-le un-e prisonnier-e qui serait devenu-e surveillant-e en maison d'arrêt.

CULPABILITÉ OU NORMALISATION ?

Ce que ces administrations refusent d'admettre, c'est le caractère culpabilisant de leurs démarches. Pour celles-ci, on ne peut pas laisser libres les oisifs qui « profitent de l'argent du contribuable et qui vivent sans contraintes ». Nous sommes à l'époque du Grand Enfermement dont nous parle Michel Foucault dans *Histoire de la folie à l'âge classique*. Il faut que les précaires se responsabilisent. Mais c'est parce qu'ils ou elles ne savent pas comment faire pour s'en sortir qu'il faut leur donner des directives. Derrière la vocation d'« aider » les plus démunis, la charité n'a pas son égale pour effrayer celles et ceux qui ne réussissent pas.

Contrairement aux idées reçues, la plupart des personnes vivant du RSA, qui sont dans des problématiques de survie, avec des carences (nutritives, matérielles, affectives, etc.), souhaitent sortir de cette précarité. Leurs projets d'avenir diffèrent peu des standards de vie conformes au contrat social opérant dans notre société et pourraient se résumer par la devise « Travail Logement Famille », peu éloignée de « Travail Famille Patrie », ou de « Liberté Égalité Fraternité », devises qui prennent du sens pour celles et ceux qui sont « plus à égalité que les autres »...

Seulement, lorsque le contrôleur social leur demande pourquoi elles n'ont pas rempli leurs engagements contractualisés (trouver un emploi, effectuer une recherche d'hébergement ou établir un titre d'identité valide), la culpabilisation de faillir à ses propres désirs est à son comble. Que ressentir devant l'individu-e de pouvoir qui vous juge lorsque vous devriez obtenir un résultat et que celui-ci est nul ?

Voici la précarisation du travail social lorsqu'on le pousse dans une logique de rentabilité et d'efficacité. L'humanisation de la relation perd de son essence lorsqu'une logique de valeur apparaît comme seul critère d'insertion.

DES SITUATIONS IMPOSSIBLES

La précarisation, c'est aussi ne plus avoir de moyens pour accompagner celles et ceux qui osent encore demander de l'aide. C'est n'avoir que des miettes de pain à distribuer en guise d'aide alimentaire. C'est devoir faire pleurer dans les



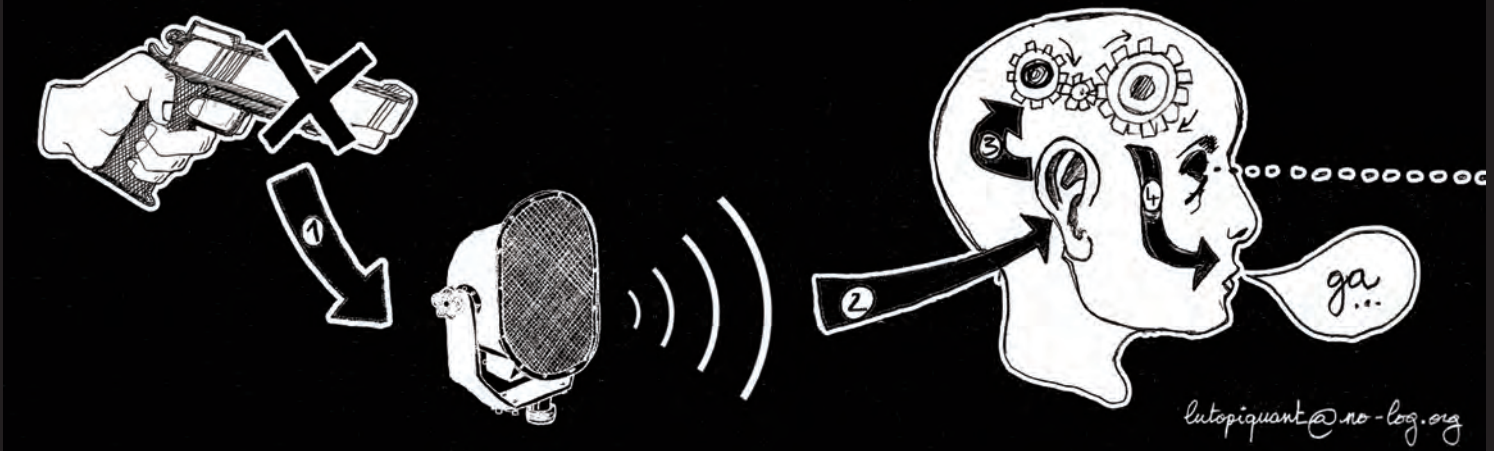
chaumières (ou plutôt dans les salons de la mairie où les commissions statuent) pour obtenir une aide exceptionnelle de cent cinquante euros alors que l'on avait justifié les besoins de la famille à hauteur de trois cents euros. C'est raconter les moindres détails d'une vie pour contrecarrer les propos xénophobes des élus. La précarisation du travail avec l'humain, c'est aussi ne plus avoir de lit pour les hospitalisations, devoir attendre un mois pour obtenir un hébergement d'urgence, trois mois pour une posture, un an pour un appartement thérapeutique, et dix ans pour un logement social. La précarité, c'est aussi se retrouver avec des situations impossibles lorsque les plates-formes téléphoniques sont incapables de répondre aux nécessités des individu-e-s fiché-e-s (CAF, Sécurité sociale, Pôle emploi).

La précarité, pour les plus démunis par exemple, c'est de devoir justifier d'une insertion professionnelle alors qu'ils sont sans abri depuis trop longtemps. La loi DALO, promulguée pour cause électorale, devait nettoyer le Grand Paris. Finalement, nous observons que les centres d'hébergement d'urgence (CHU) ne prennent plus personne, parce que sur-occupés, et les centres d'hébergement de stabilisation (CHS), qui ont remplacé les anciens CHRS, motivent leurs refus par un manque d'insertion professionnelle de la part du demandeur. Ils sont à la fois effrayés de ne plus pouvoir se débarrasser d'un-e mécréant-e au bout de six mois s'il ou elle ne fait rien pour être employable, et ils s'obstinent à n'accompagner que les personnes qui se conforment au fonctionnement de leur institution.

Autant dire que nombreux et nombreuses sont les individu-e-s qui arrivent à échanger des services sexuels pour s'abriter le temps qu'elles ou ils peuvent. La société voulait qu'elles ou ils trouvent un travail, c'est fait ! **Mumia**

2. En 2000, le nombre d'étudiants passait de quarante à soixante-dix par promotion.

3. Notamment auteur de *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale* (Seuil, 2000).



analyse

L'ARSENAL POLICIER DANS LES MANIFS AUX ÉTATS-UNIS OU EN THAÏLANDE, AU CANADA OU EN GÉORGIE A ÉTÉ RÉCEMMENT COMPLÉTÉ PAR LE LRAD. CET ÉMETTEUR DE HAUTES FRÉQUENCES SE RANGE DÉSORMAIS AUX CÔTÉS DU TASER, DU CANON À EAU ET DU FLASH-BALL.

Des sons qui adoucissent les mœurs¹

L'usage du son comme arme

EN 2007, un record d'un nouveau type était homologué par le Guinness Book: celui du «dispositif acoustique d'alerte» le plus puissant, accordé à Wattle Corporation pour son Hyperspike HS-60, qui envoie un son de 140,2 décibels à 1,28 mètre. Soit une alarme dont l'intensité équivaut à celle d'un avion au décollage, au-delà du seuil de douleur de l'oreille humaine (environ 120 décibels) et très au-dessus du niveau à partir duquel elle peut subir des dommages (85 décibels). L'Hyperspike fait partie d'un ensemble de technologies en plein développement, celui des «canons soniques», «balles sonores» et autres «lasers acoustiques», comme les nomment les médias—des technologies qui se situent au croisement de l'industrie du spectacle et de celle de l'armement.

DES EFFETS INVISIBLES

À compter de la Seconde Guerre mondiale, la recherche scientifique sur les usages militaires et policiers du son se développe: on ne cherche plus simplement à avertir, à détecter, à intimider l'ennemi ou à galvaniser ses propres troupes, mais à exploiter les effets biologiques du son, puisqu'à certaines fréquences et à certaines intensités les ondes sonores, qui ne sont ni plus ni moins que des vibrations mécaniques, peuvent avoir un effet très puissant non seulement sur l'oreille, mais sur le corps tout entier. Avec cet avantage pour le pouvoir que l'usage du son permet d'obtenir les mêmes résultats que d'autres armes ou méthodes dites «à létalité amoindrie», tout en désamorçant les critiques et en brouillant le débat.

Le son, d'abord, quoiqu'il réponde aux lois de la physique,

semble immatériel, magique, mystérieux. Le traitement des armes soniques dans les médias classiques, dans une certaine littérature et sur certains sites s'en ressent, qui peine souvent à faire la part entre information et rumeur, expérimentations scientifiques et théories conspirationnistes. Avec pour effet collatéral non négligeable de rendre plus difficile la construction d'un discours critique, et donc de résistances. Un universitaire étasunien, Steve Goodman, analyse dans *Sonic Warfare* («la guerre du son») la participation du son à ce que l'urbaniste Mike Davis a nommé l'écologie de la peur. Goodman insiste notamment sur le mélange permanent de science et d'imaginaire qui accompagne les armes soniques, et sur les intérêts croisés du «complexe militaro-spectaculaire» dans ce domaine. Les infra-sons en sont particulièrement symptomatiques. Un acousticien français, Vladimir Gavreau, a notamment développé des sifflets et des orgues infra-soniques dans les années 1960, mais il a rapidement dû mettre un frein à son enthousiasme, ses inventions étant assez peu maîtrisables: elles faisaient vibrer le bâtiment qui abritait son laboratoire, et rendaient malades les expérimentateurs eux-mêmes. Si les infrasons sont couramment employés comme outils de détection (sonars), leur usage offensif ne semble pas avoir trouvé d'application militaire, publique du moins. Mais tout n'a pas été perdu pour le business spectaculaire... les «rayons de la mort» font fureur dans la fiction, et sont notamment exploités dans l'industrie cinématographique: une infrabasse de 27 hertz accompagne ainsi la première moitié du film *Irréversible*, de Gaspar Noé, sorti

1. Le slogan de la société IPB, qui a tenté, en 2005, de commercialiser en France le répulsif sonore anti-jeunes Beethoven, était «Un son qui adoucit les mœurs» [6 juin 2010, beta.images, theglobeandmail.com].

2. Stevie Benton, du groupe Drowning Pool, cité dans David Peisner, «Music as torture: War is Loud» [spin.com, 30 novembre 2006].

3. Le Mosquito émet sur deux fréquences possibles: 8 000 Hertz, auquel cas tout le monde peut les entendre, ou 17 000 Hertz, que seules les oreilles de moins de 25 ans peuvent percevoir, l'audition humaine se détériorant avec l'âge.

4. Voir Toronto Police Service, 2010 ONSC 3525 [6 juin 2010, http://beta.images, theglobeandmail.com].

en 2002, pour accentuer le sentiment d'angoisse et de malaise diffus des spectateurs.

DIVERTIR POUR TORTURER

Cette porosité entre divertissement et guerre permet aussi de minimiser, voire de rendre sympathiques ou ludiques, des pratiques extrêmement violentes, et contraires au droit international. Au cours des années 2000, la musique à fort volume, à contenu culturel explicite (agressif, sexuellement suggestif ou infantilisant), assénée pendant des jours et des nuits d'affilée et associée à d'autres formes de torture, fut employée dans les prisons de la CIA pour faire parler les présumés terroristes. Et les GI's d'expérimenter le potentiel guerrier de leur iPod: Mickael Jackson ne «marchait pas» sur les détenus, en revanche le rap, le métal, les Bee Gees ou Britney Spears leur étaient insupportables. La Cour européenne des droits de l'homme et l'ONU statuèrent contre de telles pratiques dès les années 1970. Mais la musicologue Suzanne Cusick, qui participe aux différentes initiatives pour faire cesser cette «torture blanche», insiste sur une particularité nouvelle du phénomène: son acceptabilité sociale. Pour les soldats d'abord, qui employaient le même morceau sur leur lecteur MP3 alternativement pour le plaisir d'une écoute personnelle, pour torturer leurs prisonniers ou priver de sommeil tout un quartier. Pour certains musiciens ensuite, qui considéraient que «rester assis plusieurs heures dans de la musique à plein volume, les gamins américains payent pour ça»³. Pour la blogosphère et le public en général, enfin, qui débattit abondamment pour savoir «si c'était de la torture ou pas», pour évoquer des nuisances de voisinage ou pour commenter «la playlist de Guantánamo

Les armes soniques passent bien dans les médias, et pour cause: elles sont adaptées à l'ère de ce que Foucault a nommé la biopolitique. Le son fait pour ainsi dire partie du plan de communication de la guerre propre généralisée, à l'intérieur des villes ou sur un champ de bataille, en mission de sauvetage ou de neutralisation. Le LRAD (*Long Range Acoustic Device*) est particulièrement représentatif. Développés par la société ATC, récemment renommée LRAD Corporation, ces haut-parleurs de très longue portée émettent à une intensité pouvant aller jusqu'à 152 décibels et diffusent soit une voix au micro, soit des hautes fréquences. Quoique leur usage puisse dans certaines conditions causer des dommages irréparables à l'audition, que toute exposition soit insupportable, ou qu'ils aient été employés, notamment en Irak, comme armes «pré-létales» (les GI's abattaient les *snipers* qui avaient lâché leurs armes pour se protéger les oreilles et tenté de fuir la zone), ils sont décrits techniquement comme des «dispositifs», et non comme des armes. Cela permet aux entreprises de passer outre l'interdiction de vente d'armes à la Chine appliquée par l'Europe et les États-Unis depuis le massacre

Décibels...

Le volume sonore se mesure en décibels (dB), 0 décibel correspondant au minimum que l'oreille humaine peut percevoir. Le spectre sonore se décline en fréquences, qui sont mesurées en hertz (Hz) – plus la fréquence augmente, plus le son est aigu. Les infra-sons, inaudibles pour l'oreille humaine, sont les fréquences situées en dessous de 20 hertz. Le domaine d'audibilité se situe entre 20 et 20 000 hertz. Au-dessus de 20 000 hertz, ce sont les ultrasons, inaudibles.



Obtenir les mêmes résultats que d'autres armes dites à « létalité amoindrie » tout en désamorçant les critiques

de Tian'anmen en 1989. Cela permet aux forces de l'ordre de ne pas demander d'autorisation ni d'homologation avant l'achat du LRAD, de ne pas rechercher une expertise indépendante sur leurs effets, et de les employer dans des contextes où l'usage d'armes traditionnelles ne serait pas accepté. Cela permet enfin à LRAD Corporation de sortir des communiqués triomphants après l'usage de ses produits pour calmer les manifestant-e-s anticapitalistes ou dans les récentes missions humanitaires à Haïti.

Ces «dispositifs» jouent sur la difficulté à apporter des preuves de leur nocivité à court ou long terme. L'usage du son permet de ne pas laisser de traces immédiates ou flagrantes sur le terrain ou sur les corps: l'arme est invisible, les blessures qu'elle inflige aussi. D'autant plus lorsque, comme les «répulsifs anti-jeunes» Mosquito³, le son n'est audible que par une partie de la population. Avant le G20 de Toronto en juin 2010, la police a adressé des communiqués aux médias, insistant auprès d'eux pour qu'ils qualifient le LRAD non pas d'arme, mais d'«outil de communication de masse». Le tribunal de la ville, saisi par l'association canadienne des libertés civiles (CCLA), l'a pris au mot, interdisant son usage en mode alerte, en raison des risques pour la santé, et n'autorisant que la fonction mégaphone⁴. Cette jurisprudence est importante, puisqu'elle marque une première forme d'encadrement. Mais il faudra davantage: l'usage du son comme arme inaugure de nouvelles stratégies en termes de contrôle social et de gestion des populations, qui demande d'inventer d'autres modes d'organisation, de résistances collectives et d'appropriation des espaces publics.

Juliette Volcler

A ECOUTER

Témoignages de GI's à écouter sur <http://jon.pieslak.com/asom/>, le site de Jonathan Pieslak, auteur de *Sound targets: American soldiers and Music in the Irak war*.

A VISITER



A LIRE

Sonic Warfare – sound, affect and the ecology of fear Steve Goodman, MIT, 2010
«Music as torture / music as weapon» Suzanne G. Cusick (Transcultural Music Review, 2006, www.sibetrans.com)

DIFFICILE DE L'ADMETTRE, et pourtant : la manifestation de rue, cette forme de protestation publique héritée de l'ancien mouvement ouvrier, semble aujourd'hui avoir épuisé une bonne partie de son potentiel subversif. Moment obligé de tout mouvement de contestation, elle est devenue à la longue un véritable rituel, souvent poussif et sans réel impact. Ce constat n'est pas neuf : des personnes engagées dans le mouvement autonome le faisaient déjà il y a plus de trente ans, dans une brochure dont nous donnons ici à lire quelques extraits. Apparu à la fin des années 1970, le mouvement autonome s'était justement donné pour tâche de rompre avec

les formes d'action trop policées de l'extrême gauche institutionnalisée, en montrant en pratique comment on pouvait satisfaire ses propres besoins sans se soumettre aux lois du capitalisme et de l'État (par la fauche dans les supermarchés, par l'ouverture de squats), et en essayant de radicaliser les mouvements sociaux existants grâce à l'introduction de méthodes plus offensives : transformation des manifs en émeutes par l'affrontement direct avec la police, par le bris de vitrines et le pillage de magasins, les jets de cocktails Molotov, etc. Mais les auteurs des textes ici reproduits pointent aussi les impasses de ce mouvement auquel ils ont participé, mouvement dont

toute l'action consistait en effet à « opposer à une forme faible, passive, des comportements politiques traditionnels, une forme prétendument dynamique et active des mêmes comportements, du même type d'intervention, sur le même terrain, sans aucune remise en question réelle en dépit d'une prétention tapageuse ». Voici donc une contribution à un débat sur « l'institution manif » qui, à l'époque, n'a pas été entendue, mais qui rentre étrangement en écho avec ce que nous pouvons vivre aujourd'hui. Ces deux textes sont parus dans L'Autonomie. Le mouvement autonome en Italie et en France (Spartacus, 1978).

L'institution « manif »

« Les manifs font maintenant partie des actes majeurs du fonctionnement politique normal (à côté des élections, des meetings, des débats télévisés, etc.). Dans leur déroulement, dans leur parcours, dans leur inscription dans l'espace urbain (bousculés en 68, mais bien rétablis depuis), les manifs sont devenues une *forme politique traditionnelle*, intégrée, prévisible jusque dans ses « débordements » ; c'est une seule et même forme qui s'accomplit dans ses deux composantes « d'ordre » et de « désordre », de « service d'ordre » et de « casseurs ». Et surtout, les manifs sont dans leur déroulement ordinaire passif/offensif complètement *déconnectés* du milieu

S'il y a encore du monde dans les manifs, ce n'est pas tellement parce que survit l'espoir qu'il s'y « passe quelque chose » ou que le sens en soit différent des précédentes ; c'est plutôt parce que la *rue* pour les manifs reste, avec la *Mutualité* pour les meetings et l'*Université* pour les AG, l'un des quelques espaces banalisés, aménagés ou abandonnés par le pouvoir, afin que puissent s'y rassembler de façon contrôlable ceux à qui il ôte par ailleurs toute possibilité de se constituer eux-mêmes un cadre d'action commune.

Voilà ce que ne comprennent pas les « offensifs » (militants, étudiants, marginaux) qui croient *choisir* ces espaces d'intervention alors qu'ils n'y sont que relégués.

Ce qui ôte aux manifs toute capacité de signification « autonome », c'est qu'il ne s'y concrétise pas une relation réelle entre une collectivité agissante et le milieu auquel elle s'adresse et qui réagit à cet appel (comme dans les manifs de 68 à Prague).

Ni les autonomes, ni les gauchistes, dans leur identique dépendance à l'égard des formes politiques intégrées, ne sont en mesure d'en transformer la nature. Déjà les autonomes, retombant dans les attitudes de ceux qu'ils critiquent tant, se félicitent d'avoir été là, d'avoir pu crier « leurs » slogans, d'avoir été « présents », c'est-à-dire vus, repérés, commentés par leurs adversaires et par les *media*. Et leurs justifications théoriques présentées comme des débats de fond se réduisent à peu près toutes à un seul et unique argument, irréfutable en soi : *l'inutilité des manifs traîne-savates*. Mais l'inutilité des manifs traîne-savates ne prouve pas moindrement l'utilité des manifs « avec incidents », des harcèlements ou des dégradations sans portée.

Pour éviter tout malentendu : prendre acte de certains actes violents comme significatifs d'un certain niveau de désintégration de l'ordre établi, c'est une chose. Théoriser ces actes et les recommander en les élevant au rang de conduites porteuses de capacités merveilleuses de subversion globale et généralisée (comme le fait le discours des autonomes), c'est tout autre chose. En les identifiant au « Mouvement Révolutionnaire », on aboutit en réalité à faire de ces actions un critère pour distinguer ceux qui sont du côté de l'ordre et ceux qui sont contre. » C. O.

Article « Autonomie, violence et politique » (janvier 1978)

exergue

socio-urbain où elles prennent place, dans une séparation ou même une opposition à peu près totale par rapport à lui. Cela n'a rien à voir avec la forme originaire des manifs, expression collective spontanée surgie sur un terrain qui la soutenait de bout en bout et lui donnait son sens.

Cela veut dire qu'aujourd'hui les manifestants ne manifestent plus que pour eux-mêmes et pour le pouvoir, c'est-à-dire pour les *media* : en plein narcissisme politique. Dans les manifs, la gauche regarde le pouvoir et les gauchistes regardent la gauche, l'un et l'autre installent leur service d'ordre et manifestent « dans le calme » à l'intention d'un public absent ; et les « autonomes », à leur tour, manifestent dans l'offensive à l'intention des gauchistes, au même moment, [dans le] même lieu, dans le même cadre, à quelques différences près dans l'uniforme. Le système manif est maintenant tout à fait au point, dans ses deux versions : sans incidents et avec incidents (ce sont les seules données, avec le nombre de manifestants, sur lesquelles les *media* « informent »). A-t-on remarqué que dans les manifs « de masse », par exemple celles du 1^{er} Mai ou de la gauche en général, les banderoles des syndicats, entreprises, sections de partis, etc., sont si nombreuses et rapprochées qu'elles ne peuvent de toute façon être lues par personne et n'ont d'usage que pour ceux qui les portent, comme les slogans n'en ont que pour ceux qui les crient (selon la loi du mégaphone) ?



« Les manifestants ne manifestent plus que pour eux-mêmes et pour le pouvoir, c'est-à-dire pour les media. »



ALORS QUE FAIRE? Face à l'épuisement de la manifestation de rue dans sa forme traditionnelle, et face à la stérilité des tentatives faites par les autonomes pour la dépasser sur le plan de la violence, les auteurs de la brochure, dont on devine les affinités avec le communisme de conseil, esquissent dans un autre texte une solution possible, en s'appuyant sur l'exemple italien (on sait que l'Italie connaissait alors des troubles sociaux d'une ampleur inégalée en Europe) : il s'agirait de contourner « l'institution manif » en réarticulant les luttes autonomes qui se déroulent dans l'espace urbain et sur le terrain de la vie quotidienne (squats, autoréductions, etc.) aux conflits sociaux qui se développent dans le monde du travail. Car il ne faut pas perdre de vue que le lieu de production est le lieu central d'une possible réorganisation révolutionnaire de la société : c'est ici en effet que se joue, pour tous, la question de l'autonomie – si l'on veut bien donner à ce mot son sens le plus large.

« Une recomposition du mouvement regroupant toutes les fractions du prolétariat pourrait être un coup décisif porté au capital et à l'État. Or, en Italie,

contrairement à ce qui se passe en France, la plupart des luttes de réappropriation en dehors de la sphère de la production (occupations de maisons, autoréductions, luttes pour la gratuité des transports, etc.) sont parties de groupes organisés au départ dans les usines et dans les boîtes en général (comme aux usines Fiat à Turin pour les autoréductions, les « comités d'ouvriers contre la vie chère » à Milan, etc.). Des liaisons avec les franges sociales du prolétariat sans garantie de salaire (chômeurs, travailleurs occasionnels) ont pu se réaliser dans plusieurs cas, comme récemment à Milan où la lutte pour la gratuité des transports a réuni les « comités ouvriers contre la vie chère » organisés dans les usines et les « cercles de jeunes chômeurs » organisés dans les quartiers. Or, là encore, il fallait à tout prix éviter le carcan de la mise en avant de la manifestation de rue, même d'affrontement direct, même organisée sur des bases d'autonomie et d'autodéfense et décidée en Assemblées Générales de ville, si la lutte devait s'en tenir là ; car [...] elle ne pouvait aboutir que

sur une simple victoire institutionnelle arrachée par un rapport de force qui s'exprime dans l'affrontement physique direct. Il fallait chercher d'autres formes de luttes dans lesquelles toutes les franges du prolétariat puissent se retrouver et qui puissent déboucher sur des formes d'organisations sociales offensives (détournement de la propagande de l'entreprise des transports à des fins opposées ; tentatives d'organisation de refus collectifs de paiement des transports).

Car enfin, si l'autonomie des individus et des groupes librement associés doit être le germe de la société future, la base du refus du pouvoir, de la délégation de pouvoirs et de toute forme de domination, elle ne peut se limiter à la seule autonomie d'affrontement physique et d'autodéfense. Elle devra se réaliser d'abord et avant tout au niveau de la définition de nos besoins, de ce que l'on produit, de la production et de la distribution. » S. T.

Article « Quelques questions sur l'apparition des « groupes autonomes » sur la région parisienne » (décembre 1977)

Défends-toit

Défends-toit s'organise depuis 2004 dans l'Isère. Les membres du collectif souhaitent construire, à travers des liens et des rencontres, des réseaux de solidarité et d'entraide autour des problématiques liées au logement.

AGIR

Défends-toit
defends-
toit@boum.org
www.ablogm.com/d
efenstoit/

La démarche de Défends-toit, un collectif de la région de Grenoble mobilisé sur le logement, a été de s'ancrer là où ses membres habitent, de communiquer et d'informer dans leurs quartiers « populaires ». L'idée est de partir de leurs situations concrètes et pas d'arriver en tant que militant-e-s déconnecté-e-s de la réalité. Entre locataires expulsables, squatteurs-euses, Roms ou sans-papier-e-s, les situations sont distinctes, mais les problèmes de logement résultent du même processus. Il est donc nécessaire que des solidarités existent. Toutes les personnes doivent pouvoir s'organiser entre elles et créer des ponts pour s'approprier leurs luttes et situations sociales. Il s'agit aussi de visibiliser les galères vécues sans tabou et sans honte. Beaucoup de personnes vivent difficilement et sont isolées alors que c'est un sujet qui a sa place dans l'espace public. Il est important de libérer la parole pour se sou-



tenir et agir ensemble sans jugement.

Dans cette démarche, en 2008, le collectif a installé une fois par mois un stand sur le marché de Champberton, à Saint-Martin-d'Hères, pour discuter avec les passant-e-s. Ces temps de rencontre sont devenus ce que le collectif appelle des « assemblées d'habitant-e-s », avec de vrais moments de débat.

LE GROUPE « FEMMES »

Des habitantes du quartier ont commencé à participer à ces discussions. Il s'est avéré que ce sont majoritairement les femmes au sein de la famille qui gèrent les problèmes avec les bailleurs sociaux et les aspects matériels.

Dans cet espace, elles ont trouvé une écoute et un terrain pour creuser ensemble différentes expériences de logement et imaginer les stratégies à adopter face à leurs difficultés.

De ces premières rencontres est née la volonté de se retrouver entre femmes : mères de famille, mères célibataires, femmes seules, squatteuses, etc.

Si, au début, ce furent des rencontres un peu informelles, et d'abord un espace de parole, il a très vite semblé pertinent, face à tant de difficultés communes, de formaliser un groupe de femmes dans le quartier de Renaudie, à Saint-Martin-d'Hères. Des femmes de tous les horizons et d'origines

diverses se sont retrouvées ensemble et ont trouvé un espace pour s'exprimer au-delà des barrières de langue. Cela leur a permis de reprendre confiance et d'affirmer leurs revendications. Cela a aussi été un espace de co-formation, avec des échanges d'expériences, de stratégies de lutte, des suivis collectifs de situations. En cela, ce groupe se distingue des associations de soutien aux locataires de par sa dimension collective. Les priorités et les stratégies de lutte se définissent ensemble. Les femmes, dans leur galère, deviennent des ressources pour d'autres femmes.

Elles mènent aussi des actions pour soutenir des cas individuels, mais aussi pour des revendications collectives (occupation de la mairie de Saint-Martin-d'Hères, occupation des bâtiments des bailleurs sociaux, intervention à la cérémonie des vœux du conseil général, etc.).

Entre les bailleurs sociaux qui gèrent leur parc immobilier comme une entreprise et les lourdeurs administratives qui ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes (mères de familles nombreuses ou pas, grands-mères avec leurs petites retraites, accueillant parfois enfants et petits-

Les femmes, dans leur galère, deviennent des ressources pour d'autres femmes.

enfants) et qui baladent les gens de bureau en bureau et de paperasse en paperasse, les habitant-e-s se retrouvent enfermés dans un engrenage. Elles et ils ne peuvent plus payer leur loyer et sont menacé-e-s de suspension des aides de la CAF.

OCCUPATION

Face aux réponses négatives concernant leurs demandes de logement ou de réfection d'appartements insalubres, les femmes n'ont pas hésité à s'organiser et à passer à des modes d'action plus radicaux afin de faire valoir leurs droits. Pour faire pression et faire avancer les situations pour tout le monde et non pas au cas par cas, elles se sont mobilisées et ont occupé un appartement vide en février 2010. Cette occupation, rendue publique le 8 mars pour faire un pied de nez à « la journée de la femme », s'est transformée en point de convergence pour les habitant-e-s du quartier et a permis de créer des liens avec des associations du quartier. Régulièrement, des réunions de femmes en non-mixité y sont organisées.


L'OPAC a porté plainte pour occupation illicite. Les pouvoirs publics continuent de faire la sourde oreille face à des situations économiques désastreuses et font directement appel à la justice.

Le rendu écrit de la décision de justice s'est apparemment perdu dans les couloirs du tribunal mais il y aurait une mesure d'expulsion en cours... À suivre...

Le groupe Femmes du collectif Défends-toit se questionne maintenant sur les stratégies et la pertinence des modes d'action en ayant conscience que ses membres doivent continuer à se soutenir et à se mobiliser ensemble.

Colyne

AVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



RÉVOLTES POPULAIRES DE L'AN MIL À 1789

1789, 1870, 1936 ou encore 1968 : les références des militants révolutionnaires d'aujourd'hui se figent autour de quelques grandes dates qui prennent parfois la forme de mythes. Au-delà de l'invocation aux jacqueries paysannes, citer une révolte d'avant la Révolution Française relève de l'exploit tant nous sommes inféodés aux formes dominantes de dire l'histoire. Surgissant de nulle part, 1789 serait le résultat surprenant du simple refus de l'absolutisme des rois Bourbons, ou alors des réflexions averties de philosophes des Lumières. Des penseurs qui, pour mieux nous éclairer, ont jeté un voile obscur sur le Moyen Âge, qui fait qu'aujourd'hui encore nous en conservons l'image d'une période de soumission totale. Pourtant, de l'an mil jusqu'au XVIII^e siècle, des traces de luttes contre le pouvoir, les injustices et les inégalités, permettent de peindre un autre tableau des périodes médiévale et pré-révolutionnaire.

Ce passé a été refoulé par ceux et celles qui dressent les grandes fresques de l'Histoire, préférant livrer un récit qui sert de ferments à la Nation au-delà des différences sociales. Il est plus commode en effet de raconter les successions des rois et des reines ou les exploits militaires contre nos « horribles voisins » que de mettre en avant les résistances aux dominations qui jalonnent toutes les époques.

Qui plus est, si la Révolution française offre un cadre politique qui nous est proche (notamment le rapport Gauche-Droite), les révoltes antérieures s'éloignent de ce schéma. Les marxistes ne retrouvent pas forcément dans les jacqueries le moteur de l'histoire qu'est la lutte des classes. Les anarchistes sont gênés aux entournures par les mouvements millénaristes qui demandent l'abolition de la propriété privée mais sur fond de grands élans religieux.

L'écueil que nous avons voulu éviter est bien celui-ci, qui nous aurait conduit à faire de ces mouvements des exemples à suivre. Mais cela ne nous a pas interdit de partir sur les traces des insurgées : celles des millénaristes révolutionnaires luttant à partir du XIII^e siècle contre tous les éléments discordants s'opposant à la réalisation du paradis sur Terre ; des paysan-ne-s se battant pour l'autonomie des villes au Moyen-Âge ; des bêcheux-ses voulant mettre à bas la féodalité anglaise en 1649 ; des ouvrier-e-s résistant aux premières mesures libérales dès le XVIII^e siècle... Ce dossier s'attache donc à renouer avec les pratiques d'une élaboration d'une histoire populaire afin de faire plonger nos racines révolutionnaires au-delà de la Grande Révolution de 1789.

QUAND IL S'AGIT DE CRITIQUER UNE INSTITUTION OU UNE PRATIQUE, L'ARGUMENT LE PLUS FORT EST DE DÉCLARER CELLE-CI D'UN AUTRE TEMPS, RÉVOLU, CELUI DE LA BARBARIE. MAIS DE QUELLE ÉPOQUE PARLE-T-ON ? DU MOYEN ÂGE, ON NOUS DIT QU'ALORS LES ÊTRES HUMAINS ÉTAIENT SOIT SERVILES SOIT CRUELS. CET ÂGE MÉCONNU A POURTANT ÉTÉ LE THÉÂTRE DE NOMBREUSES LUTTES.

UN MOYEN ÂGE REBELLE



1. Pour une analyse d'ensemble de la période médiévale, voir mon livre, *La Civilisation féodale. De l'an mil à la colonisation de l'Amérique*, 3^e éd. Champs-Flammarion, 2006.

2. Pour un cadre général, comme pour l'insurrection anglaise de 1381, voir notamment Michel Mollat et Philippe Wolf, *Les Révolutions populaires en Europe aux XIV^e et XV^e siècles*, Champs-Flammarion, 1970, et Rodney Hilton, *Les Mouvements paysans du Moyen Âge et la révolte anglaise de 1381*, Champs-Flammarion, 1979. Voir aussi Hugues Neveux, *Les Révoltes paysannes en Europe. XIV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1997.

3. Voir Alessandro Stella, *La Révolte des Ciompi. Les hommes, les lieux, le travail*, EHESS, 1993.

L'OCCULTATION DU MOYEN ÂGE est l'une des caractéristiques de la généalogie que l'Occident s'est donnée à lui-même (aussi bien du reste dans les versions les plus conventionnelles de celle-ci que dans des œuvres plus singulières, comme celle de Michel Foucault). Balloté entre le goût pour le merveilleux et le mépris pour une époque de repli, d'immobilisme et de désordre, le Moyen Âge demeure le trou noir de l'histoire européenne : un millénaire négligeable à l'heure de comprendre la formation de l'Occident et de sa puissance. C'est pour l'essentiel aux Lumières que l'on doit cette vision d'un Moyen Âge obscurantiste avec, en contrepoint, la construction d'un référent illusoire, situé dans l'Antiquité romaine, et la radicalisation de la fausse coupure entre Moyen Âge et Renaissance. Et il faut se résoudre à constater que le schéma historiographique qui s'est mis en place à partir de la fin du XVIII^e siècle domine encore de nos jours, tant les efforts pour se débarrasser des lieux communs sur les ténèbres moyenâgeuses semblent se heurter à des habitudes de pensée indéradicables.

Dans la lutte contre l'Ancien Régime et en premier lieu contre une Église qui continuait de jouer un rôle social dominant, le Moyen Âge est devenu le sombre repoussoir de la modernité. Les penseurs des Lumières ont tout fait pour rendre cette époque non seulement détestable, mais également incompréhensible, sinon absurde. Aujourd'hui, il est grand temps de rompre avec cette vision caractéristique de la modernité, sans pour autant tomber dans l'idéalisation romantique du Moyen Âge qui, depuis le XIX^e siècle, en constitue l'envers. Il s'agit de reconnaître dans le millénaire médiéval un

moment décisif dans l'histoire de l'Europe occidentale. Loin du topo qui l'associe à la stagnation, le Moyen Âge est une époque animée d'une très forte dynamique¹. Entre le XI^e et le XIII^e siècle, la population et la production agricole doublent (ou triplent dans certaines régions), soit une croissance inédite depuis la révolution néolithique et que l'on n'observera plus avant la révolution industrielle. À cela s'ajoute l'essor des villes et de la production intellectuelle et artistique, sans parler de profondes transformations de l'organisation sociale et de l'Église elle-même, ou encore de nombreuses innovations techniques. C'est cette dynamique médiévale – bien plus que l'illusoire coup de baguette magique de la Renaissance et de Temps supposés modernes – qui rend compte de la trajectoire expansive de l'Occident et de sa capacité à se saisir bientôt d'un continent entier, l'Amérique, première étape d'un processus d'occidentalisation quasi généralisée de la planète.

Il ne s'agit pas plus d'idéaliser le Moyen Âge que de le déprécier, mais tout simplement de donner à ce millénaire la place qui lui revient si nous voulons tenter de comprendre un tant soit peu la dynamique historique qui conduit à l'affirmation de la modernité capitaliste et à l'imposition planétaire de la domination occidentale. C'est dans cette optique qu'il convient notamment de prêter attention aux tensions sociales qui se manifestent au cours du Moyen Âge, soit sous forme de révoltes ouvertes, soit sous la forme de résistances plus souterraines mais non moins acharnées.

LES GRANDES RÉVOLTES DU XIV^e SIÈCLE

Haut en contrastes et particulièrement troublé (peste noire à partir de 1348 ; guerre de Cent Ans; Grand schisme de l'Église durant lequel, de 1378 à 1417, deux voire trois papes se disputent l'autorité sur la chrétienté occidentale), le XIV^e siècle est aussi celui des grandes révoltes². Nombre d'entre elles concernent les milieux urbains, comme la révolte des Ciompi, qui met Florence à feu et à sang en 1378 : s'en prenant à l'oligarchie des grands marchands, les insurgés cherchent à imposer l'égalité entre les Arts mineurs (tels ceux des cordonniers, forgerons, tailleurs de pierre, etc.) et les Arts majeurs (particulièrement les métiers de la laine et de la soie) et à garantir la représentation sociale et la participation politique des artisans les plus modestes et des compagnons³. D'autres éclatent dans les campagnes, comme le soulèvement des Jacques, paysans d'Île-de-France, de Picardie et de Champagne dont la violence anti-seigneuriale, en 1358, frappe tant les esprits qu'ils donneront pour longtemps leur nom à tous les tumultes



MORT DE WAT TYLER PENDANT L'INSURRECTION ANGLAISE DE 1381



LA RÉVOLTE DES JACQUES

Durant le Moyen Âge et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, le monde paysan est majoritairement composé de « nihil praeter ventrem » : celles et ceux qui ne possèdent que leur ventre, un ventre bien souvent creux. Les épidémies, les périodes de disette ou de franche famine, les pillages soudains d'armées en campagne, ceux organisés et continuels des collecteurs d'impôts au services des seigneurs féodaux ou de l'Église font de l'existence même des vilain-e-s une quête ininterrompue pour leur survie. Or, aux alentours de la fin du mois de

mai 1358, quelques milliers de bougres-esses de Picardie décident de se lever, bien campé-e-s dans leurs sabots, pour dire toute leur haine de l'injustice féodale et de ses prélèvements. Désigné-e-s dans les lettres de rémission du mois d'août de la même année comme les Jacques (nom très répandu dans les basses couches de la roture) ou les Effrois, ils et elles laissent alors s'exprimer leur colère envers les seigneurs du coin, en rasant le château avoisinant, et le clergé local, en allumant quelques églises. Ces révoltes spontanées, issues du

simple besoin de justice, n'ont la plupart du temps que très peu de ce que l'on nommerait aujourd'hui des revendications et sont parfois menées au cri de « Montjoie Saint-Denis ! », comme un curieux appel au bon juge couronné.

La révolte des Jacques de 1358 donnera donc le nom générique de jacquerie que les historiens emploieront pour décrire les multiples insurrections paysannes jusqu'à l'aube de la Révolution française.



A LIRE

La Civilisation féodale. De l'an mil à la colonisation de l'Amérique

Jérôme Baschet, Flammarion, 2006.

des campagnes, les jacqueries (voir encadré). Citons aussi la lutte que les paysans aragonais engagent à partir des années 1380 contre le statut servile des *remensas* (nom désignant une taxe de rachat) que tentent alors d'imposer les seigneurs (ils obtiendront finalement gain de cause auprès de Ferdinand le Catholique, en 1486).

Mais l'insurrection anglaise de 1381 est sans doute la plus remarquable par son ampleur, par la profondeur de ses revendications et par l'union des milieux populaires urbains et ruraux. Le détonateur en est un nouvel impôt (*poll tax*) décidé par le Parlement en 1377, dans le but de couvrir les dépenses occasionnées par la guerre contre la France. Il avait été fixé à quatre deniers pour chaque personne de plus de quatorze ans, indépendamment de ses revenus, puis, malgré des essais infructueux de répartition plus équitable, son montant est triplé en 1380. Le 30 mai 1381, lorsqu'un officier royal se présente à Brentwood (Essex) pour vérifier la levée de l'impôt, les villageois l'obligent à fuir. Cet incident met le feu aux poudres et les actes de rejet de la *poll tax* se multiplient. Des agents royaux sont chassés, voire assassinés. En quelques jours, la rébellion s'étend à tout le sud-est de l'Angleterre. Les paysans attaquent des châteaux, comme celui de Roches-

ter, et brûlent les archives seigneuriales. Le 7 juin, apparaît Wat Tyler : on ne connaît à peu près rien de lui, hormis ses talents d'orateur et son rôle dans l'amplification et l'organisation du mouvement. Le 10, il dirige une marche sur Canterbury : les rebelles prennent la ville, brûlent les archives du comte et dévastent le palais de l'archevêque. Ils libèrent aussi les prisonniers, parmi lesquels John Ball, un prédicateur populaire qui adressait aux insurgés des propos dont le chroniqueur Jean Froissart a conservé la teneur : « Bonnes gens, les choses ne peuvent bien aller en Angleterre, ni n'iront bien, jusqu'au moment où nous mettrons tous les biens en commun, où il n'y aura plus ni vilains ni gentilshommes⁴ et où nous serons tous unis. À quoi servent ceux que nous nommons seigneurs ? Pourquoi nous tiennent-ils en servage ? (...) Ils ont les vins, les épices et les bons pains, et nous avons le seigle, le retrait⁵, la paille, et buvons de l'eau. Ils ont le séjour et les beaux manoirs ; et nous avons la peine et le travail, la pluie et le vent aux champs ; et de nous et de notre labeur vient ce dont ils tirent leur état ». Ces paroles, admirables par leur claire conscience de l'injustice et de l'exploitation seigneuriales, expriment l'égalitarisme qui sourd dans la conscience populaire du Moyen Âge et qui éclate dans ■■■

4. Ces deux termes désignent respectivement les villageois dépendant des seigneurs et des nobles.

5. Céréale de mauvaise qualité (ndlr).

6. L'œuvre de Georges Duby a bien montré que le servage n'est que l'une des formes de la domination féodale. Bien que son importance soit fort variable, elle n'est généralement pas la plus répandue.

7. Journées de travail dues sur les terres du seigneur ou dans son château, devenues peu nombreuses pour ceux qui n'étaient pas serfs, mais jugées humiliantes et attentatoires à l'autonomie, amplement conquise, du travail paysan.

■■■ une révolte comme celle de 1381.

Le 10 juin, on dit que les rebelles sont déjà cinquante mille, uniquement dans le Kent, sans parler de l'Essex et des régions plus éloignées, où les paysans se soulèvent également contre les seigneurs (principalement ecclésiastiques). Le 11 et le 12, les rebelles du Kent et de l'Essex marchent sur Londres. Le roi Richard, âgé de quatorze ans, se trouve dans la Tour de Londres, défendue par quelques centaines de soldats. Le maire de la ville lui propose de résister, mais la majorité de la population urbaine, artisans et marginaux, est prête à appuyer les rebelles. John Ball répète son sermon à la foule, réunie devant la Tour, ajoutant sa fameuse question, légitimation biblique de l'égalitarisme social radical : « Quand Adam bêchait et Eve filait, où était le gentilhomme ? ».

Le 13, plusieurs membres du conseil municipal s'unissent au peuple urbain des petits artisans et des apprentis et aident à ouvrir les portes de la ville. Les paysans et tous ceux qui ont pris part à la marche entrent dans Londres et détruisent les

palais des nobles les plus riches et les plus impopulaires. Ils reçoivent aliments et boissons et s'installent pour dormir dans les rues. Le lendemain, le roi accepte une rencontre : face à la foule, il accepte toutes les demandes présentées par Wat Tyler, notamment l'abolition du servage et la liberté du travail artisanal. Il accorde en outre sa protection aux rebelles et concède des chartes de franchise à chaque district. Beaucoup se fient à la parole du roi et pensent qu'il est possible de rentrer dans leurs villages.

Mais une multitude demeure dans la ville et, le 15, le roi doit concéder une autre rencontre. Tyler lui présente de nouvelles revendications (récupération des droits communautaires paysans, notamment sur les forêts, confiscation des biens de l'Église et quasi-disparition de la hiérarchie cléricale). Mais une provocation permet d'assassiner Tyler. Dans la confusion qui s'ensuit, la force armée réunie par l'aristocratie entoure les rebelles, mais le roi exige qu'on leur permette de se disperser. Une fois le mouvement à Londres désactivé, l'aristocratie et le haut clergé reprennent le contrôle de toutes les provinces et, le 2 juillet, le roi révoque toutes les concessions accordées lors du premier entretien avec Tyler.

En dépit de son échec rapide, l'insurrection anglaise de 1381 est l'une des plus importantes du Moyen Âge, en raison de son ampleur presque nationale, de la clarté de sa conscience anti-seigneuriale (et anti-ecclésiastique) et de l'unité réelle qu'elle a permis de manifester entre dominés ruraux et dominés urbains (c'est du reste sa force qui explique sans doute le caractère étonnamment modéré de la répression). Aux pauvres de Londres, Froissart prête ces mots, au moment de l'arrivée de la marche des paysans : « Pourquoi ne pas laisser ces bonnes gens entrer dans la ville ? Ils sont des nôtres et tout ce qu'ils font c'est pour nous ». Pourtant, ce mouvement a succombé à une image illusoire du roi, tenu pour une figure sacrée, au-dessus des conflits et non point partie prenante de la domination seigneuriale, à laquelle il serait possible d'appeler pour trouver protection et justice. Une illusion dont bien des révoltes seront victimes jusqu'au XVIII^e siècle.

« De nous et de notre labour vient ce dont les seigneurs tirent leur état. »
(John Ball, 1381)



LES COMMUNAUTÉS RURALES EN LUTTE POUR LEUR AUTONOMIE

Avant le XIV^e siècle, les révoltes ouvertes sont de bien moindre ampleur que les épisodes que l'on vient d'évoquer. Néanmoins, les résistances des villageois sont monnaie courante et rien ne serait plus regrettable que de reproduire l'image d'Épinal du serf misérable, écrasé par la toute-puissance des seigneurs féodaux. Dans les siècles centraux du Moyen Âge, la majorité des paysans continuaient de dépendre d'un seigneur, mais sans pour autant être soumis à un statut servile⁶. La domination seigneuriale se caractérisait par des ponctions en travail, en espèces, en argent, ainsi que par un écheveau entremêlé d'obligations diverses, parmi lesquelles l'exercice de la justice seigneuriale jouait un rôle notable. Mais les villageois disposaient de parcelles, pour lesquelles le seigneur exigeait certes plusieurs versements annuels. Toutefois, ils pouvaient les cultiver en toute liberté et les transmettaient à leurs héritiers.

Au cours des XII^e et XIII^e siècles, la résistance presque quotidienne des paysans affrontait silencieusement et tenacement le pouvoir seigneurial, afin de consolider les droits coutumiers de la communauté villageoise et de fortifier son organisation, ou encore pour limiter les prétentions du seigneur, empêcher qu'il n'exige de nouvelles taxes ou obtenir la transformation des corvées⁷ en paiement en argent, dont l'inflation se chargerait bien vite de diminuer la valeur. Un

LES CIOMPI

LA PREMIÈRE RÉVOLTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

En 1378, à Florence, le négoce, la manufacture et la banque sont prospères, plus qu'ailleurs. À l'opposé, une masse de prolétaires non qualifiés s'est formée. On les nomme Ciompi (venant de compère). Manœuvres, débardeurs, porteurs, «chômeurs», ils n'ont que leur bras à vendre. Leur révolte dite «des Ciompi» n'a pas été une jacquerie radicale, — une guerre paysanne — mais «la toute première révolte ouvrière de l'Histoire qui voit les travailleurs bouter hors de Florence leurs

exploiteurs les plus acharnés». Quand ils remplirent les rues de la ville armés de dagues, piques et haches, c'est qu'ils en avaient ras le bol d'une politique fiscale qui les assommait et de guildes qui les empêchaient de s'organiser. Preuve du conflit social latent, les seigneurs et la bourgeoisie, visés par les manifestants, se calfeutrent : ils matelassent les fenêtres de leur belle demeure, renforcent les portes et cachent leurs biens les plus précieux. Des affrontements sanglants marquent

l'insurrection. Les riches d'hier doivent fuir la ville. Durant plusieurs mois, les gueux s'approprient le pouvoir. Pour la première fois en Europe, des institutions démocratiques regroupent toutes les classes sociales. Mais les maîtres prennent à revers la résistance des Ciompi. Une fois la révolte matée, ils rétablissent l'ordre d'antan.

Sources : Pagolo della Boda, avant-propos de Nicolas Machiavel, *Florence insurgée. La révolte des Ciompi*, L'Esprit frappeur, 1998.

exemple parmi tant d'autres : à la fin du XIII^e siècle, dans les environs de l'abbaye de San Salvatore, en Toscane, les paysans maintiennent un moulin communal en activité durant trente-cinq ans, malgré les interdictions répétées de l'abbé, leur seigneur. Ils brisaient ainsi le monopole du moulin et du four, qui constituait alors dans toute l'Europe l'un des aspects majeurs, et très rémunérateur, du pouvoir seigneurial. Au même moment, l'évêque d'Osma, en Castille, se lamente des actes de ses dépendants : vol d'animaux, déviation des canaux d'irrigation, déplacement des limites de parcelles, obstruction face aux officiers de l'évêque...⁸ Toutes ces actions participent d'une stratégie claire de la communauté, afin d'empêcher les projets de l'évêque qui tend à déplacer l'habitat paysan dans les zones où son contrôle serait mieux assuré. Ainsi, la communauté villageoise d'Osma démontre sa force et sa capacité de résistance face à son seigneur.

Dans presque toutes les régions d'Occident, les communautés rurales obtiennent la reconnaissance écrite de leurs droits, consignées dans des chartes de franchise. De même que dans les villes, où ces documents existent également, ils sont tantôt le résultat d'un conflit ouvert, tantôt le fruit d'un processus plus négocié. Dans le Languedoc, particulièrement dans la région de Béziers, les communautés conquièrent une forme d'organisation particulièrement avantageuse⁹. À partir du milieu du XIII^e siècle, chaque communauté villageoise élit librement ses représentants (lors d'une assemblée rassemblant tous ses membres masculins majeurs), sans intervention ni contrôle du seigneur, afin d'exercer une charge collective, renouvelée annuellement : le consulat. Le consulat possède une personnalité morale, dispose d'une maison, d'un sceau et d'un coffre pour ses fonds propres. Il obtient la concession de certaines taxes seigneuriales et peut acheter terres et biens. Il représente la communauté en cas de litige et organise tout ce qui a trait à la vie du village, notamment les travaux agraires et l'entretien des chemins. Les consuls ne reçoivent aucune rétribution et sont élus, sans possibilité d'un second mandat, par l'assemblée communale (tous les hommes de plus de quatorze ans). Le plus souvent, mais pas dans tous les villages, il revient à l'assemblée de prendre les décisions les plus importantes, les consuls étant seulement chargés de leur application.

À partir du XIV^e siècle, cette «démocratie villageoise» tend à périr, car la frange la plus aisée de la paysannerie prend

le contrôle des institutions communales, notamment de l'élection aux charges du consulat. Il y a cependant des exceptions. Par exemple, dans certaines vallées des Alpes, les communautés continuent de consolider leur autonomie¹⁰. Dans la région de Briançon, elles mettent entièrement fin aux ingérences des nobles locaux dans leurs modes d'organisation. Dès 1265, elles confirment leur dénomination comme *universitas* (terme équivalent à *communitas*, «communauté») et, dans la première moitié du XIV^e siècle, elles promeuvent de nouvelles formes confédératives associant plusieurs villages, avec pour objectif principal de reconquérir et de défendre leurs pâturages d'altitude. En 1343, cette confédération organise ses instances, notamment une assemblée confédérale, afin d'équilibrer les contributions de chaque communauté et de prendre toutes les décisions nécessaires en matière d'exploitation des forêts, d'irrigation et de contrôle des chemins. Des exemples similaires, dans lesquels l'organisation de la vie rurale échappe aux seigneurs pour passer sous le contrôle des communautés paysannes elles-mêmes, existent dans d'autres régions des Alpes et regroupent parfois une dizaine ou une douzaine de villages, soit une population de l'ordre de dix mille habitants.

Les villageois de l'Europe médiévale ont donc expérimenté des formes multiples de résistance face à la pression des dominants (même les dîmes, soit un dixième des récoltes et autres productions dû à l'Église, n'étaient pas versées sans réticences et elles entretenaient un anticléricalisme latent). Rébellions ouvertes ou, plus souvent, sourdes tensions tissées de micro-conflits durables, les luttes villageoises ont permis de desserrer l'étau des contraintes seigneuriales, d'accroître la maîtrise des producteurs sur le processus de production, et surtout de créer et de fortifier, au moins pendant un temps, une organisation communautaire autonome. En ville comme dans les campagnes, et malgré leurs contradictions, les révoltes et les luttes populaires du Moyen Âge permettent d'entrevoir à la fois un égalitarisme politique (une organisation communautaire fondée sur le pouvoir de l'assemblée) et un égalitarisme économique (l'idéal d'une répartition égalitaire des richesses, qui prend alors le monde édenique pour modèle), qui du reste appartiennent au patrimoine des sociétés précapitalistes de tous les continents.

Jérôme Baschet

8. Voir Reyna Pastor, *Resistencia y luchas campesinas en la época del crecimiento y consolidación de la formación feudal. Castilla y León, siglos X-XIII*, Madrid, 1980.

9. Voir Monique Bourin, *Villages médiévaux en Bas-Languedoc : genèse d'une sociabilité (IX^e-XIV^e siècle)*, L'Harmattan, 1987.

10. Pour les exemples qui suivent, voir Monique Bourin et Robert Durand, *Vivre au village au Moyen Âge. Les solidarités paysannes du XI^e au XIII^e siècle*, PUR, 2000.

DANS LES ALPES, PENDANT SIX SIÈCLES, DES FÉDÉRATIONS DE COMMUNES LIBRES SE SONT CONSTITUÉES EN ESCARTONS, DES ESPACES DE DÉMOCRATIE DIRECTE ET DE RÉISSTANCE À L'OPPRESSION FÉODALE.

L'AUTONOMIE MONTAGNARDE

LES ESCARTONS, HISTOIRE DE VILLAGES AFFRANCHIS AU MOYEN ÂGE



LA DYNAMIQUE d'émancipation des communes dans le Dauphiné commence vers la fin du XII^e siècle. Ces communautés villageoises établies depuis plusieurs siècles acquièrent quelques « libertés », formalisées dans les chartes de franchise qui fixent les droits des seigneurs et des grandes abbayes. Il faut entendre liberté au sens fiscal et foncier comme la levée d'impôts ou la suppression de corvées... Les paysans s'affranchissent alors du servage et sont libres de travailler une terre qui appartient au village. Les communes lèvent des impôts. Les archives nous apprennent que les chartes de franchise ont parfois été arrachées de force. Ainsi, en 1030, à Die, des habitant-e-s réclamant leur liberté poignardent l'évêque à la porte de la cathédrale. À Valence, en 1229, le peuple chasse l'évêque et se donne une constitution. De terribles représailles sont évitées grâce au secours de villes déjà affranchies, comme Romans et Salles. Un peu moins d'un siècle plus tard, en 1310, à Valence, l'évêque Guillaume ne respecte pas les privilèges reconnus par les chartes. Les portes de la cathédrale sont enfoncées, les officiers brutalisés.

Néanmoins, la liberté s'obtient plus souvent par négociation ou achat – dans de rares cas, elle est octroyée de plein gré – comme dans le Haut-Dauphiné (actuelles Hautes-Alpes). En 1343, le dauphin Humbert II accorda sa liberté à la circonscription du Briançonnais contre douze mille florins d'or. Les cinquante et une communes concernées se sont alors fédérées en cinq escartons, réunis eux-mêmes au sein du Grand Escarton du Briançonnais. Le terme escarton est directement emprunté à celui d'escartonnement, qui signifie répartir l'impôt.

Ces communes vont mettre en place des institutions originales pour l'époque. Dans chaque commune, un consul est élu pour un an par l'assemblée des communiers. Il régleme l'usage des biens collectifs, gère les soucis du village, tient les comptes, désigne un « champier » chargé de constater les délits ruraux et engage un instituteur. Si les intérêts du village entrent en contradiction avec ceux du seigneur, le

consul se fait alors juriste.

De nombreux mythes ont couru sur l'autonomie montagnarde, l'égalitarisme et l'horizontalité de ces escartons, certains historiens allant jusqu'à parler de « multiplicité de petites Républiques autonomes ». Toutefois, soulignons que le consul devait être suffisamment aisé pour en supporter la charge et que l'assemblée n'était composée que d'hommes. Si l'autonomie et l'affranchissement des communautés interpellent, cela ne leur donne pas forcément un caractère subversif. Les postes de pouvoir tournaient en fait parmi les mêmes familles bourgeoises. Des intérêts commerciaux et géostratégiques motivaient les alliances entre communes, ce qui n'a résorbé ni la pauvreté ni les inégalités de classe. Les paysans verront petit à petit leurs terres récupérées par les bourgeois. On est encore loin de communes libres ou autogérées.

Aussi imparfaits soient-ils, les escartons sont un premier pas pour limiter l'arbitraire féodal et se détacher de l'administration seigneuriale. On note d'abord une habitude séculaire de réunion et de débat, convocables par qui le souhaite, et l'impossibilité de réélection dans les cinq ans. L'entraide y est aussi forte, elle qui est indispensable dans la rudesse de la vie alpine. Le Tiers État commence à revendiquer des droits qui peuvent sembler aujourd'hui dérisoires comme le port d'armes, la fin des corvées féodales, etc. Ensuite, le système de cotisation pour prendre en charge l'instituteur aboutira à un taux d'alphabétisation hors du commun pour l'époque, même chez les paysans les plus modestes et les femmes.

Le jacobinisme de la Révolution française sonnera la fin de ces communes. En effet, la création des départements français et la fin des privilèges décidée par l'Assemblée constituante emportèrent définitivement le régime d'exception que constituait les escartons. Ils s'opposèrent d'ailleurs avec véhémence aux révolutionnaires venus de la plaine... et certains résisteront, comme la Faranche, jusqu'au XIX^e siècle.

Sara et Bernard



De la réforme à la guerre des paysans

En 1517, un moine allemand, Martin Luther attaque la papauté, qui ruine les pauvres gens par ses indulgences : neuf ducats pour racheter un adultère, quatre livres pour le meurtre d'un enfant, etc. Il est soutenu par quatre cents nobles qui voient dans les indulgences une fuite de capitaux vers Rome. Sans le savoir, le jeune prêtre vient de donner naissance au protestantisme. La Bible est traduite en allemand pour que tous s'approprient la religion. Les paysans refusent de payer des taxes seigneuriales. Une attitude que Thomas Münzer,

adepte de Luther, accueille favorablement. Münzer s'allie aux tisserands et aux mineurs, exhorte les croyants à « ne plus payer les redevances aux moines et aux nonnes et même à les chasser du pays ». Il fait venir auprès de lui des amis qui pratiquent l'art nouveau de l'imprimerie (même si la censure limite la diffusion à quelques centaines d'exemplaires).

En 1525, dans une Allemagne en ébullition, quarante mille paysans se soulèvent. Au nom de Dieu, ils souhaitent en finir avec le servage, rétablir la propriété commune, etc.

Luther condamne ces « hordes de paysans » : « Il faut les pulvériser, les étrangler, les saigner, en secret et en public, dès qu'on le peut, comme on doit le faire avec des chiens fous ». La Réforme perd ses aspirations révolutionnaires : catholiques et protestants s'allient pour la première fois contre les opprimé-e-s, qui mourront par milliers. Thomas Münzer, lui, s'investit corps et âme dans la guerre... une expression appropriée puisqu'il est exécuté en mai 1525.

Sources : Thomas Münzer ou La guerre des paysans, Maurice Pianzola, ed. Ludd, 1997

FUSTIGEANT LA RÉSIGNATION ET LA PEUR QUI IMPRÈGNE SES CONTEMPORAINS, RAOUL VANEIGEM NOUS INVITE À RENCONTRER DES PERSONNAGES ÉCARTÉS DE L'HISTOIRE OFFICIELLE. IL RETRACE L'HISTOIRE DE CES RÉSISTANTS D'AUTRES TEMPS POUR QUI AUTONOMIE ET ÉMANCIPATION N'ÉTAIENT PAS DE VAINS MOTS.



FRÈRES DU LIBRE-ESPRIT

*Je préfère le chemin que je fraie à celui que je trouve.
Seuls les troupeaux s'accommodent des voies tracées.*

CE TEXTE EST PARU
DANS **DIAS**
REBELDES.
CRÓNICAS DE
INSUMISIÓN,
ouvrage collectif
en castillan,
ed. OCTAEDRO,
2009.

Aucune époque n'a disposé comme la nôtre des possibilités d'affranchir l'homme de l'oppression et jamais un tel manque de conscience n'a propagé autant de résignation, d'apathie, de fatalisme. Esclave, depuis des millénaires, d'une économie qui exploite son travail, l'homme a si peu misé sur son autonomie et sur ses facultés créatrices qu'il risque de se laisser emporter par la révolte impuissante, le ressentiment et cette peste émotionnelle si prompte à aveugler l'intelligence sensible et à se jeter dans la barbarie. Ceux qui jadis bravaient l'armée, la police, la mitraille et les tanks s'indignent en manifestant à date fixe mais n'osent pas affronter leurs patrons de peur de perdre un emploi que l'effondrement du système est en train de leur ôter. L'idée ne leur vient même pas d'occuper des usines qu'ils sont seuls capables de faire marcher, alors que l'incompétence des hommes d'affaires les liquide en les jouant en Bourse, en les perdant, en licenciant les travailleurs et en poussant le cynisme jusqu'à leur faire rembourser les sommes escroquées.

Comme le confirment partout les élections dites « libres », la débilite des gouvernements n'a d'autre support que la débilite croissante des foules, s'épuisant en résignation amère et en colères sans lendemain. La société de consommation a transformé les citoyens en démocrates de supermarché, dont la jouissance fictive s'assume à court terme et dans la crainte de n'avoir pas, à long terme, de quoi la payer. La pensée s'est faite larvaire. Elle se nourrit d'idées reçues, ridiculisées depuis des décennies. On voit ressurgir les détritres de ce nationalisme, cause d'innombrables guerres et de massacres. Il n'est pas jusqu'aux religions en déroute qui ne tentent de se relever en prenant appui sur la vogue d'un mahométisme, où la foi religieuse s'efface de plus en plus au profit du populisme.

Nous sommes environnés de moutons qui rêvent de devenir bouchers. C'est à la mort et au déclin qu'ils croient le plus fermement. Ils sont épris de leurs terreurs. Plus ils savent qu'ils s'enliseront dans l'ornière et n'atteindront qu'à des impasses, mieux ils s'obstinent à dépérir dans le confort de la décrépitude auquel leur science se consacre.

Pourtant il faudra bien qu'ils se réveillent, maintenant que le capitalisme s'effondre, implose comme cet empire dit « communiste », hier encore réputé invincible. Il faudra bien qu'ils lâchent prise, ceux qui s'y accrochaient en le consommant et ceux qui s'y engluaient dans une critique rageuse et stérile. Il faudra bien qu'ils réapprennent à se redresser, à marcher, à rejeter les béquilles imposées par un pouvoir qui, depuis des siècles, les persuade de leur incapacité de se gouverner eux-mêmes. N'est-ce pas le moment de rappeler les mots de Lous-talot, proclamant, lors de la Révolution française : « Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! ». N'est-ce pas le moment de restaurer l'autonomie des individus et de jeter les bases d'une société autogérée ?

En révoquant un passé d'oppression, nous redécouvrons le cours de l'émancipation qui, tel un fleuve souterrain, n'a jamais cessé de saper les stratifications de la barbarie. La Commune de Paris, les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats dans la Russie de 1917, les soviets de marins à Cronstadt en 1921, les collectivités libertaires d'Andalousie, de Catalogne et d'Aragon de 1936-1937 remettent en lumière une expérience psychologique et sociale qui, interrompue prématurément par une impitoyable répression, n'a fait que s'esquisser et aspire à se poursuivre et à s'affiner. Ce qui a été soigneusement occulté par l'histoire officielle reparait aujourd'hui dans son insolente modernité. Si les pionniers de la liberté individuelle et collective ressurgissent du passé, n'est-ce pas que notre présent a besoin de leur exemple pour restaurer une volonté d'émancipation, ensommeillée depuis des décennies ?

À la croisée de nos chemins surgissent des êtres aussi divers que Jörg Ratgeb, Jöst Fritz, Sébastien Castellion, La Boétie, Cyrano de Bergerac, Jean Meslier, Henri Joseph Du Laurens, Robert Misson, Matthias Knützen, Twistelwood, Blake, Hölderlin, John Brown, Claire Démar, Tahiri dite Qurratu'l-Ayn, Ernest Coeurderoy, Ravachol, Louise Michel, Bonnot, Mecis-las Goldberg, Marius Jacob, Flores Magon, Pouget, Albert Libertad, Zo d'Axa, les soldats qui se mutinèrent contre la grande boucherie de 1914-1918, Anton Ciliga, Victor Serge, Jan Val-tin, Vassili Grossmann, Reid Marut dit Traven, Sabate, Ascaso, Durruti, Constant Malva, Manouchian, Armand Robin, Joe Hill, Frank Little, Jean Malaquais, Maurice Blanchard, Arthur Koestler, Walter Benjamin, Ödön von Horváth, Victor ■■■



■■■ Kravchenko et tant d'autres qui dans une indicible solitude se dressèrent contre l'oppression et contre l'imposture des libertés marchandes. Comment ne pas saluer au passage les combattants juifs du Bund qui luttèrent à la fois contre l'antisémitisme et contre la cochonnerie religieuse inculquée dès l'enfance, parce qu'ils combattaient avant tout l'exploitation de l'homme par l'homme ?

En ramenant au grand jour le Mouvement du libre-esprit, que l'histoire frelatée du christianisme s'employait à dissimuler, j'ai montré qu'à l'encontre du mensonge, communément reçu, d'une religiosité omniprésente au Moyen Âge, la résistance à la prégnance chrétienne n'a cessé, du XII^e au XVI^e siècle, d'opposer au puritanisme hypocrite de l'Église et à son mépris de la nature humaine et terrestre la liberté des désirs, de la jouissance amoureuse, de l'affranchissement individuel et de la solidarité.

On doit au Karmate Abou Tahir, qui, en 930 s'était emparé de La Mecque, pillant la ville, massacrant les pèlerins et s'emparant de la Pierre noire, le propos : « En ce monde, trois individus ont corrompu les hommes, un berger [Moïse], un médecin [Jésus] et un chamelier [Mohammed]. Et ce chamelier a été le pire escamoteur, le pire prestidigitateur des trois ». Il a non seulement inspiré Averroès qui déclare : « La religion

théologiens et déclaré : « Trois imposteurs ont trompé le monde. Moïse a trompé les juifs, Jésus les chrétiens et Mahomet les sarrazins ». Brûlé à La Haye en 1512, Herman de Rijswijck affirmait : « Le monde a été de toute éternité et n'a pas commencé par la création, qui est une invention du stupide Moïse », « Le Christ fut un imbécile et le séducteur des hommes simples », « J'estime que notre foi est une fable comme le prouvent les bouffonneries de notre Écriture, les légendes bibliques et le délire évangélique ».

La démarche des partisans du libre-esprit professe moins le refus de la religion que son dépassement. Dieu est nié en ce sens qu'étant présent en chacun il suffit d'en prendre conscience pour s'affranchir des entraves et des lois du pouvoir spirituel et temporel.

Groupés autour du philosophe Amaury de Bène, les amaurensiens seront exécutés en 1209, parce qu'ils niaient le péché et prônaient la prééminence du désir. La béguine picarde Marguerite Porète subira le même sort en 1310 pour avoir identifié Dieu et les libertés de nature dans son livre *Le Miroir des simples âmes* (le texte nous est parvenu avec d'évidentes interpolations, visant à lui prêter un sens purement mystique). À la même époque, la Bruxelloise Bloemardinne (vers 1250-1335) identifie l'amour charnel à la perfection du Dieu que chacun porte en soi. Son rayonnement était tel que l'Inquisition n'osa sévir contre elle, en dépit des attaques du mystique Jan Ruysbroeck. Ses idées sont reprises et pratiquées par les *Homines intelligentiae*, les Hommes de l'intelligence, poursuivis à Bruxelles en 1411, et qui rejettent tous les mandements de l'Église, défendent les libertés de l'amour, prônent le droit de suivre ses désirs et rejettent les interdits promulgués par les institutions cléricales et laïques. Ce sont leurs adeptes qui, fuyant la répression et enthousiasmés par les nouvelles venues de Bohême, rejoignirent les partisans de Jan Zizka dont le collectivisme avait séduit une bonne partie des hussites. Ceux-ci menaient la guerre aux catholiques, responsables de la mort sur le bûcher, à Constance, en 1415, du prédicateur Jan Hus, hostile à la corruption papale. Confronté au courant libertaire des Pikarti ou adamites, Zizka, dont les staliniens firent un héros national tchèque, ne se comporta pas moins cruellement que les inquisiteurs et envoya massivement au bûcher, en 1421, des hommes et des femmes dont le seul crime était de vouloir vivre dans une innocence édénique.

On retrouve la doctrine du libre-esprit chez Isabel de la Cruz, condamnée à Tolède en 1529. Pour elle et ceux que l'on appellera les *alumbrados*, l'illumination qui révèle la présence de Dieu conduit à une telle perfection que nul ne peut plus pécher, ni vénieusement ni mortellement. L'illumination rend libre et délie de toute autorité. Faire l'amour, c'est s'unir avec Dieu. À Canillas, près de Salamanque, Francisca Hernandez (vers 1520) passe pour avoir atteint un tel degré de sainteté que la continence ne lui est plus nécessaire. Malgré les persécutions, un groupe d'*alumbrados* se manifesta encore à Llerena vers 1578. Rendus impeccables par l'extase orgasmique, ils prônaient une vie de liberté et d'amour, aux antipodes du puritanisme et du culte de la charogne propagé par le christianisme (l'un d'eux, raillant la Passion du christ, disait : « À quoi bon se préoccuper chaque jour de la mort de cet homme ! »).

Éloi Pruystinck d'Anvers s'inscrit dans la mouvance du courant libertaire hostile au catholicisme et au protestantisme. Couvreur de son métier, il est de ceux qu'illusionnent les attaques de Luther contre Rome. En 1525, il traverse l'Allemagne pour aller, dans sa candeur, exposer ses idées libertaires à celui qui venait de recommander aux nobles d'exterminer les paysans, stimulés par son esprit de révolte. Luther s'empressa de

Les partisans du libre-esprit professe moins le refus de la religion que son dépassement.

judaique est une loi d'enfants, la chrétienne une loi d'impossibilité et la mahométane une loi de pourceaux». Il a aussi accrédité l'existence du *Livre des trois imposteurs, ou De l'inanité des religions*, qui hante l'imagination du Moyen Âge sans que l'on n'ait jamais trouvé sa trace (il a été attribué à Frédéric II ou à son chancelier, Pierre de La Vigne, mais sa seule version connue, antidatée 1598, a été composée vers 1753). On en retrouve pourtant des échos chez le Portugais Thomas Scoto, professeur à l'école des Décrétales de Lisbonne, poursuivi en 1344 par l'Inquisition pour avoir nié les dogmes, assuré que le monde serait mieux gouverné par les philosophes que par les

A LIRE

Le Mouvement du Libre-Esprit

Raoul Vaneigem, *L'Or des fous*, 2005.



dénoncer aux magistrats d'Anvers « un serpent qui s'est glissé parmi les anguilles. » Arrêté en février 1526 avec neuf de ses amis, il est condamné à un châtement léger, la pénitence publique et le port d'un signe le désignant comme hérétique. Autour de lui se constitue un groupe où de riches marchands côtoient de pauvres ouvriers, unis par le désir de jouir des plaisirs de la vie, d'établir entre eux des liens de solidarité, de rechercher leur bonheur dans le souci de ne nuire à personne. Parmi les loïstes, les pauvres accèdent à une existence sans souci pécuniaire, à la faveur d'une prise de conscience où les riches se livrent aux plaisirs, sans avoir à redouter ni les remords ni le péché ni les angoisses des possédants ni le ressentiment des dépossédés. Ne croirait-on pas à une première esquisse du projet de Fourier, voire de la Thélème imaginée par Rabelais ? La répression s'abattit sur les loïstes en 1544. Plusieurs furent décapités. Éloi fut brûlé le 24 octobre.

Cependant se propagent à Lille, avec un nommé Coppin, à Rouen, à l'initiative de Claude Perceval, et jusqu'à la cour de Marguerite de Navarre, à Nérac, les idées de ceux que Calvin fustigera du nom de « libertins spirituels. » En 1546, le dictateur de Genève dénonce aux magistrats de Tournai le tailleur Quintin Thiery, qui raille les Écritures, rejette le péché et la culpabilité et mène joyeuse vie en proposant à chacun de suivre ses désirs sans se préoccuper des fables évangéliques. Quintin et ses amis seront exécutés à Tournai en 1546.

Il faudrait citer encore Noël Journet, brûlé à Metz (1582) par les protestants pour avoir relevé les incohérences, les absurdités et les horreurs de la Bible ; Geoffroy Vallée, exécuté à Paris en 1574 parce que, rejetant toutes les croyances, il dressait ce constat : « Toutes les religions ont observé d'ôter à l'homme la félicité du corps en Dieu afin de le rendre toujours plus misérable ».

« Nous nions Dieu et nous le précipitons de ses hauteurs, rejetant le temple avec tous ses prêtres. Ce qui nous suffit à nous, conscientaires, c'est la science non d'un seul mais du plus grand nombre. Cette conscience que la nature, mère bienveillante des humbles, a accordé à tous les hommes, à la place des Bibles. » Ces mots sont de Thomas Knutzen (1646-1674 ?). Partout où il passe, le jeune agitateur essaime ses pamphlets contre la religion, les consistoires et l'aristocratie. Il accrédi-tera l'existence du mouvement international des « conscientaires » où il se faisait le porte-parole de tous les partisans de la liberté individuelle et de la destruction de toute autorité. De fait, ses écrits, publiés clandestinement par des émules, passèrent en France où Naigeon les fit connaître à son ami Diderot. On perd la trace, en 1674, de ce poète de la liberté dont la vie fut une errance et un combat permanent.

Je ne souhaite pas ajouter des contre-allées aux voies officielles de l'histoire. Je ne veux pas qu'un tribunal culturel anathématisé les monarques sanguinaires, les généraux fauteurs de guerre, les inquisiteurs en tout genre, les tueurs incongrûment statufiés et célébrés dans les panthéons de la mémoire: Bonaparte, responsable de millions de morts, Louis quatorzième, persécuteur des protestants et de la libre-pensée, Luther, massacreur des paysans, Calvin, assassin de Jacques Gruet et de Michel Servet, Léopold II de Belgique, un des plus cyniques criminels du XIX^e siècle, dont la pratique du « caoutchouc rouge » n'a guère ému jusqu'à présent les consciences. J'émets seulement le vœu qu'au répertoire de leurs répugnants panegyriques viennent s'ajouter la liste de leurs forfaits, la mention de leurs victimes, le souvenir de ceux qui les affrontèrent. Car il est bon que soit enseignée la connaissance des êtres qui, au nom de la générosité humaine, les ont dénoncés. En ces temps de servitude volontaire, il est salutaire de rappeler l'audace des résistants à la tyrannie, car c'est de cette audace-là que va dépendre aujourd'hui le sort des Hommes et de la Terre.

Raoul Vaneigem



VERS UN MILLENIUM TABORITE INSURGÉ-E-S POUR UN RETOUR À L'ÂGE D'OR

14 février 1420. Royaume de Bohême. La fin du monde est imminente. Le retour du Christ-Juge, attendu sur le promontoire de la ville de Tabor, est prophétisé et avec lui le retour à l'état de nature communiste et anarchiste de l'aube des âges. Le souvenir de la contestation de l'ordre social et religieux portée par le prédicateur Jan Hus, mort sur le bûcher six années auparavant, ainsi que les idées du Libre-Esprit charriées depuis les Flandres par quelques Picard-e-s en fuite rencontrent un écho apocalyptique et révolutionnaire dans le mouvement taborite.

Ces femmes et ces hommes, recruté-e-s parmi les artisans, les ouvrier-e-s, les prostituées, les brigand-e-s et les paysan-ne-s, sèment la panique durant plusieurs années parmi les nobles et les notables laïcs et religieux, n'hésitant pas à faire couler le sang afin qu'advienne le millenium de la revanche des pauvres. Animées par des liens d'amour fraternel, les communautés taborites abolissent fermages, impôts et redevances ainsi que toute forme de propriété privée. Ils inaugurent un monde où « le tien » et « le mien » ne signifient plus rien.

Réactualisant le paradis terrestre primordial, les taborites refusent toute forme de travail. Ils constituent des caisses communales à partir des biens de leurs membres, vivent de vols et de rapines, ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes de voisinage.

Très vite, noblesse et clergé s'organisent. Les insurrections taborites prennent des airs de révolution : c'est tout l'ordre social qui va chavirer si rien n'est fait. Des campagnes militaires partent donc en croisade pour sauver l'ordre féodal et marchand du saint Empire germanique, mis en péril par l'exaltation millénariste égalitaire et la colère messianique des taborites. Or, le mouvement connaît au même moment de violents conflits internes, notamment avec la branche radicale des adamites dont les membres, habités par une ferveur sans bornes, partent vivre nus sur une île de la rivière Nezarka après avoir été chassés de Tabor. Pris entre deux feux, le mouvement se consume doucement, non sans laisser des traces pour les générations futures. (Voir encadré « De la réforme à la guerre des paysans » p. 20)



L'IMMIXTION DE L'ARGENT DANS LA SOCIÉTÉ FÉODALE A BOULEVERSÉ LES RAPPORTS SOCIAUX. LES MOUVEMENTS MILLÉNARISTES Y TROUVÈRENT LEURS ORIGINES.

BREF ÉLOGE ET PETITE CRITIQUE DES MOUVEMENTS MILLÉNARISTES DANS L'EUROPE CHRÉTIENNE DU BAS MOYEN ÂGE

1. Norman Cohn, *Les Fanatiques de l'Apocalypse. Millénaristes révolutionnaires et anarchistes mystiques au Moyen Âge*, Payot, Paris, 1983 (édition revue et augmentée).

NOUS ALLONS nous limiter à retenir et à mettre en exergue quelques aspects, qui nous semblent intéressants, concernant les mouvements millénaristes de l'Europe médiévale dont la résurgence reste étroitement liée au renouveau de l'activité marchande et à l'importance grandissante prise par l'argent. Dès le XI^e et le XII^e siècle, mais surtout à partir du XIII^e siècle, les Hommes du Moyen Âge se trouvent confrontés à l'argent, celui-ci se présente à eux à la fois comme porteur d'une nouvelle idée de la richesse, une richesse matérielle opposée à la richesse spirituelle, comme nécessité contraignante liée à la survie et comme facteur de désagrégation sociale et d'appauvrissement.

C'est bien, en effet, le contraste entre le dénuement le plus extrême et le goût pour la richesse la plus totale qui caractérise dès le début les mouvements millénaristes. C'est, dès la première croisade, le peuple des Tafurs qui se proclame le peuple élu du Seigneur et n'admet en son sein que les vanu-pieds, inspirant une crainte superstitieuse non seulement aux musulmans, mais aussi aux croisés, et qui va se perdre superbement pour les trésors de Jérusalem : « Que m'importe la mort si je fais ce que je veux ! ».

Ce sont les fidèles de messies improvisés qui se livrent au pillage, à l'exemple des adeptes de Tanchelm d'Anvers ou du Christ breton Eudo de Stella, dont on nous dit qu'ils vivaient eux-mêmes dans le luxe, vêtus magnifiquement, ne travaillant jamais et toujours dans un état de joie parfaite.

La vraie richesse est spirituelle. Dès le départ, ils posent la question de l'esprit. Quelle est l'essence de l'homme ? Dans un monde où l'inégalité se creuse inexorablement de jour en jour, ils posent d'une manière lancinante et obsessionnelle la question du sujet. Ils font redescendre la transcendance du sujet (la transcendance de Dieu) sur terre ou, plus exactement, ils font redescendre l'esprit, qui s'était éloigné dans les cieux, en l'Homme : « La divine essence est mon essence et mon essence la divine essence », ou encore : « Toute votre force ne détruira pas un atome de mon être car, en tant que je suis, je suis Dieu ! ». Les hommes et les femmes de ces temps lointains posaient peut-être la question de l'individu et de sa relation au genre avec une certaine maladresse de vocabulaire, du moins en jugeons-nous ainsi aujourd'hui quand bien des termes ont perdu leur consistance de jadis, mais ils la posaient sérieusement, en s'affrontant aux puissants et à la mort. Pourtant, leur conception de l'être restait attachée à l'idée chrétienne d'une donnée ontologique,

l'Homme créé une bonne fois pour toutes à l'image de Dieu ; il s'agit seulement pour les frères du libre esprit de retrouver et d'affirmer cette spiritualité de l'être en se libérant de toute contrainte. Pour eux, cette spiritualité existe dans chaque être pris individuellement. Elle n'est pas mise en relation avec l'activité sociale de la réciprocité et des échanges. Elle n'est pas liée à une éthique, à une relation construite avec autrui. La dimension générique de l'être reste, pour les frères du libre esprit, quelque chose d'acquis. Elle fait partie de la nature de l'homme. Elle n'est pas conçue comme quelque chose qui s'acquiert à travers une activité sociale dont on garde la pensée.

Il existait certainement une grande variété parmi les sectes et mouvements millénaristes de l'Europe médiévale comme le note Norman Cohn dans *Les Fanatiques de l'Apocalypse*¹. On trouvait à une extrémité ceux que l'on appelait les « spirituels franciscains », qui fleurissaient au XIII^e siècle. Ces ascètes rigoureux provenaient essentiellement de ce mélange de familles nobles et marchandes qui formaient la classe dominante dans les villes italiennes. Nombre d'entre eux renoncèrent à de grandes richesses pour mendier sur la place publique et vivre d'aumônes. À l'autre extrémité, il y avait les diverses sectes et mouvements millénaristes qui prospéraient parmi les indigents déracinés des villes et des campagnes. La pauvreté de ces gens-là n'avait rien de volontaire. Leur condition était marquée par une insécurité extrême et incessante, et leur millénarisme était violent, anarchique et révolutionnaire.

Les mouvements millénaristes se trouvent à l'épicentre d'un séisme social, dont ils saisissent avec une acuité surprenante tous les enjeux. En même temps que l'argent désorganisait en profondeur l'ordre féodal, l'histoire faisait brutalement irruption dans la pensée : thèses d'Amaury de Bène, de Joachim Da Fiore, commentaires de Müntzer. Ces thèses rompent résolument avec les conceptions figées de leur époque selon lesquelles l'organisation de la société repose sur une structure immuable (celle des trois ordres : le prêtre, le guerrier et le paysan) pour renouer avec le mouvement et la pensée dialectique. Ce qui devient critique ce qui est.

Cependant, si d'un côté les mouvements millénaristes se déploient en tant que mouvements sociaux dans le monde dont ils entendent réaliser la révolution, d'un autre côté, en tant que mouvements religieux, ils restent prisonniers d'un mythe, celui de l'Apocalypse et du retour du Christ. Avec les religions monothéistes, nous avons affaire à une représentation dramatique de l'histoire dont le commencement se situe dans un passé atemporel, la chute hors du paradis ou la malédiction originelle, et la fin, dans un futur atemporel, la tragédie de l'Apocalypse et du jugement dernier, si bien que le temps historique compris entre le commencement et la fin est lui-même un temps prophétique, c'est un temps

Éliminer tous les éléments discordants qui s'opposent à l'égalité entre les Hommes.

en attente de son accomplissement. Cette vision dramatique du temps (théorie des trois âges de l'humanité, par exemple), progressant inéluctablement vers sa fin, perçue comme révolution, comme retour à l'Âge d'Or d'avant la chute, est propre à la pensée et au monde chrétiens ; nous la retrouverons chez Hegel et chez Marx.

Ainsi que le signale l'historien contemporain Jacques Le Goff, la monnaie n'avait jamais complètement disparu dans l'Occident médiéval, mais la monnaie métallique était plus considérée comme une marchandise particulière que comme un instrument d'échange ayant une valeur de référence universelle. Dans le haut Moyen Âge, l'argent était rare et circulait peu, les marchands étaient à la périphérie de la société. Peu à peu, l'activité marchande, ayant surtout pour fin, dans un premier temps, de satisfaire la demande de plus en plus pressante d'une noblesse qui délaisse l'austérité du guerrier et l'ascétisme du prêtre pour se complaire dans un luxe ostentatoire, va s'accélérer et se ramifier pour pénétrer les couches les plus profondes de la société et entraîner dans son sillage toute une division du travail inconnue jusqu'alors. Tout ce beau monde va travailler sous le joug de la pensée du marchand, qui aura pris tout au long du XIII^e siècle en Europe la forme impérieuse de la nécessité de l'argent. Se procurer de l'argent, à travers la fiscalité, les bénéfices et les redevances, la guerre et le pillage, va devenir l'obsession des institutions les plus inébranlables du monde féodal comme l'Église, la royauté et les seigneuries. Nous voyons ces institutions, qui n'ont pas pour fin l'activité marchande proprement dite, se trouver contraintes de passer par l'argent si elles veulent perpétuer leur situation prépondérante au sein de la société. Derrière les obligations qui réglaient la société féodale, se profile désormais l'ombre menaçante de la dette, et la dette n'est pas menaçante pour le puissant, évidemment, mais pour le pauvre. Derrière le prêt à gage se camouflait souvent un achat anticipé des récoltes, ou c'était le tisserand qui se trouvait enchaîné à vie à son métier à tisser, ou qui le perdait. L'argent va être le facteur essentiel de la dislocation des anciennes communautés, aussi imparfaites qu'elles aient été. Les vagabonds, les mendiants, les « errants inconnus », tous ceux qui n'appartiennent plus à la communauté villageoise ou à la communauté urbaine des gens de métier, tous ces hommes et ces femmes en mal de communauté vont, à travers la critique radicale de leur époque et l'utopie millénariste, tenter de réaliser sur terre ce qui n'était plus à leurs yeux qu'une fiction : la communauté chrétienne.

Quand les franciscains spirituels opposent à la richesse l'idéal de pauvreté, il ne s'agit pas de pauvreté au sens moderne du terme, il s'agit plutôt d'opposer à la richesse matérielle l'esprit communautaire et de ramener l'Église à son type primitif de communauté égalitaire et fraternelle. Ils opposaient à la prévarication et à la simonie, au goût immodéré pour la richesse matérielle, la valeur essentielle sur laquelle reposait jusqu'alors la société médiévale et qui constituait le point d'ancrage de la fiction communautaire : la *caritas*. Chaque chrétien devait attendre son salut des œuvres de charité.

C'est bien cette ouverture sur l'autre, qui ne tenait plus qu'à un fil assez abstrait, celui de la *caritas*, qui est mis à mal par l'activité égoïste qui se déchaîne. Vulgaire et maudit, l'argent ne sera jamais aux yeux des gens quelque chose de profane ; il sera

plus que cela, il sera l'agent de la profanation, l'élément qui corrompt à jamais l'esprit communautaire. L'Église est dénoncée pour sa cupidité et accusée de faire dire au Seigneur « Mon Nom est Argent ».

Comment restaurer la communauté chrétienne primitive ? Les millénaristes révolutionnaires n'y vont pas par quatre chemins : éliminer tous les éléments discordants qui s'opposent à l'égalité entre les Hommes, pour rétablir l'Âge d'Or de la communauté originelle dont on garde la vague nostalgie. En 1251, lors de la première croisade des Pastoureaux, ceux-ci s'en prennent aux juifs, les usuriers des pauvres, et aux prêtres des villes qu'ils traversent : Paris, Tours, Orléans, Bourges, avant que la reine mère ne les proclame hors-la-loi. « Jetez bas leurs donjons, tant qu'ils vivront vous ne pourrez jamais vous débarrasser de la peur des Hommes », déclare Müntzer au cours de la révolte des paysans de Thuringe en 1525. « Tout ce qui a servi les fins de la propriété égoïste et privée, comme la vente et l'achat, le travail rémunéré, la pratique de l'intérêt et l'usure, de manger et de boire la sueur des pauvres, tous ces maux sont abolis parmi nous », annoncent les insurgés de Münster en 1533. Rendons aussi hommage aux communes taborites de Bohême : « Tous les hommes vivront ensemble comme des frères, aucun ne sera assujéti à autrui ». Et à la dernière, celle des adamites, sur une île de la rivière Nezarka, qui fut exterminée le 21 octobre 1421.

Là encore, nous trouvons les millénaristes étrangement démunis quand il s'agit de fonder cette communauté à laquelle ils aspirent. Ils se contentent généralement de mettre en commun tout ce qu'ils possèdent, puis de suivre un leader charismatique. Certes, ce sont la plupart du temps des communautés en guerre, qui doivent très rapidement affronter les armées levées contre elles, cependant, du moins dans l'état actuel de nos connaissances, la question des mécanismes réglant les relations entre les gens ne semble pas avoir été abordée, ni en théorie, ni en pratique. Tout se passe comme si la fiction d'une communauté abstraite des communautés réelles, ce qu'est la communauté de la foi, interdisait aux hommes du Moyen Âge de se saisir ou de se ressaisir de la pensée de la médiation.

Georges Lapierre

Marseille le 10 septembre 2010



A LIRE

L'Incendie Millénariste

Yves Delhoyse &
 Georges Lapierre,
 Os Cangaceiros,
 1987

L'HISTOIRE DE FRANCE EST UN DES FERMENTS DE LA NATION. FAISANT FI DES POPULATIONS PRÉSENTES SUR SON TERRITOIRE, ELLE IGNORE UN CERTAIN NOMBRE DE RÉSISTANCES AU POUVOIR CENTRAL ET TENTE DE FABRIQUER UN FRANÇAIS UNIFORME. L'ENJEU MÉMORIEL D'UNE AUTRE HISTOIRE EST CELUI DE LA PLURALITÉ.

L'UNION FAIT LA FRANCE

Histoires dissidentes en Bretagne et ailleurs

L'HISTOIRE DE FRANCE telle qu'elle nous est contée ressemble à un boulet de canon qui traverse le temps, tout droit, pour affirmer l'unité originelle de la Nation. Morvan Lebesque souligne que « ce n'est pas l'histoire de la France, d'un pays beau et divers appelé France et des Hommes qui y ont vécu, mais l'histoire de l'État français, c'est-à-dire d'un certain pouvoir qui s'étend progressivement dans l'espace et va, dans le temps, des premiers Capétiens à la V^e République. Le pouvoir conquiert peu à peu l'Hexagone, sa proie ; cependant les Territoires qu'il annexe étaient sans doute des *no man's land* car à aucun moment on ne nous parle de leur peuples, de leurs lois, des événements qu'ils ont traversés, des civilisations qu'ils ont fondées. Rien d'eux ne se manifeste avant leur absorption »¹.

Si le « nos ancêtres les Gaulois... » portait à rire dans les colonies africaines, le « nos ancêtres les Valois » peut tout autant amuser un Savoyard. Le duché de Savoie n'a été annexé qu'en 1860, trente ans après les premières colonies françaises en Algérie. Et que doit penser le petit Breton lorsque son manuel d'histoire évoque la bravoure de Du Guesclin, ce héros fabriqué par et pour la République française ? En 1379, l'ancien piller de route est un félon pour ses compatriotes armoricains lorsqu'il envahit sa patrie d'origine au service du roi de France. Les mercenaires bretons de son armée préfèrent désertir plutôt que de s'attaquer à l'indépendance de leur pays !

CONSTRUIRE L'ÉTAT

L'État français a tellement eu peur de la moindre sédition que son enseignement a nivelé tous les particularismes. En Occitanie, en Alsace ou au Pays basque, nous sommes tous réduits à être un Français uniforme, aux mêmes racines, descendant des Gaulois, des Francs ou des Capétiens.

L'habitant-e actuel-le de la Bretagne, prisonnier-e de cette fic-

tion, ignore ce qui a pu se passer sur son territoire avant 1491, date du mariage de la reine Anne avec le roi Charles VIII, qui amorce l'annexion de la Bretagne. Un mariage d'intérêt, dit-on, comme si la Bretagne trouvait son compte à se rendre vassale de son voisin. Et pourquoi pas une histoire d'amour ! C'est bien par la guerre que le pays de l'hermine a été conquis. En 1488, la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier tue 5 000 des 11 000 soldats bretons. L'armée du lys place ses troupes aux entrées du pays. Quinze mille soldats de métier ont eu raison d'une armée bretonne composée en majorité de milices populaires, peu au fait de « l'art de la guerre ». L'engagement de la population s'explique par le fait que le servage avait été aboli en Bretagne en 1070, une exception au XI^e siècle, permettant à de nombreux paysans d'accéder à la propriété.

Après cette défaite, le souverain breton se soumet aux conditions de la couronne de France, qui lui impose entre autres d'être consulté avant de marier ses filles. Le mariage de l'héritière Anne de Bretagne, à l'âge de quatorze ans, est bien une prise de guerre. François I^{er} usera de sa domination sur le duché pour violer les accords passés. En 1532, la Bretagne perd définitivement son indépendance, même si la France doit « entretenir les droits, libertés et privilèges dudit pays et duché ».

Cette conquête militaire s'inscrit au moment où les États modernes naissent en Europe. Conquérir de nouvelles provinces permet d'élargir le nombre de foyers assujettis à l'impôt. L'argent est déjà le nerf de la guerre. Le règne de François I^{er}, de 1515 à 1547, symbolise le passage de la féodalité – avec des fiefs gouvernés par des seigneurs – à la construction de l'État autour de la Nation. L'ordonnance de Villers-Cotterêts, en 1539, va ainsi réorganiser les finances du Royaume, réformer la justice et instaurer un état civil. L'édit impose aussi la rédaction des actes légaux et notariés en français (preuve de la diversité des langues à l'époque). L'identité nationale commence à se former autour de cette langue commune. Cinq siècles plus tard, il y a toujours officiellement une seule langue parlée en France et, au début du XX^e siècle, il était encore interdit « de cracher par terre et de parler breton » dans les écoles.

RÉVOLTES SOCIALES

L'histoire de France est émaillée de multiples résistances locales au pouvoir central. « Certaines années, l'armée du Roi-Soleil a été plus employée à tuer du paysan français qu'à combattre l'ennemi », souligne l'historien Robert Lafont². La France nie tout autant ses particularismes ethniques que les intrusions du peuple dans son histoire. Au mieux, nous connaissons vaguement les jacqueries paysannes. La Fronde de 1648, pendant laquelle les Parisien-ne-s érigent des centaines de barricades, est plus connue. Toutefois, le peuple y joue le rôle d'accessoire d'une élite avide d'un pouvoir royal affaibli par la Régence.

L'absence de livres officiels n'a pas empêché la mémoire

1. Morvan Lebesque, *Comment peut-on être breton ? Essai sur la démocratie française*, Seuil, 1970, p. 43.



populaire de ces résistances. À travers les siècles, chaque coin de France a conservé le souvenir d'ancêtres révoltés sans qu'on sache avec précision leurs faits et gestes. Dans le Languedoc, on connaît les Tuchins, ces miséreux qui, de 1381 à 1384, se révoltent contre les nobles, les clercs et les riches. Dans le Sud-Ouest, les Croquants, ces paysans révoltés de la fin du XVI^e siècle immortalisés dans le roman populaire d'Eugène Le Roy, *Jacquou le Croquant*. En Normandie, les Nu-Pieds, qui embrasent la région en 1639. Les collines des Cévennes portaient encore dans les années 1970 les stigmates du traumatisme de la révolte camisarde (voir encadré). En Bretagne, la révolte du Papier Timbré de 1675, associée aux Bonnets Rouges, est évoquée lors de manifestations comme celles pour la défense de l'hôpital de Carhaix en 2008.

UNE HISTOIRE MORCELÉE

Cette mémoire sociale se distingue d'une histoire politisée. Bien souvent, des auteurs engagés ont écrit une contre-histoire de France qui lui emprunte ses attributs. Des récits vantent mille ans d'indépendance d'un duché breton gouverné par des souverains entourés d'une cour et protégés par leur armée. On se mesure à la France en soulignant

La France en 1180



La révolte des camisards : au-delà du religieux

La révolte des Camisards, en 1702, est associée à une guerre de religion. Il est vrai qu'elle en a les apparences. Le soulèvement est opéré par des protestants persécutés depuis la révocation de l'édit de Nantes en 1685. Toutefois, les camisards ne mènent pas leur guérilla pour convertir l'ennemi. Qui plus est, les guerres de religion classiques sont menées par la noblesse avec une armée régulière. Les camisards sont d'origine populaire. Parmi les têtes connues, on dénombre un apprenti boulanger, un cardeur, un maçon... Cette origine populaire n'en fait pas pour autant une lutte de classes. Elle n'a pas un motif antifiscal, si fréquent sous l'Ancien Régime. Elle n'est ni une remise en cause de la monarchie, tant les insurgés affirment leur fidélité au roi. Certains espèrent même avec une certaine naïveté que celui-ci se convertira au protestantisme. La révolte camisarde est avant tout un combat pour la tolérance et la liberté de conscience, teinté de millénarisme. Les années à devoir prêcher clandestinement ont conduit à développer un prophétisme qui lui amènera l'hostilité des élites protestantes.

l'existence d'un État breton du XIV^e au XV^e siècle. Les stigmates d'une histoire de rois et de reines faisant du peuple un détail réapparaissent. Notons à leur décharge que ces provinces n'ont pas pu fixer leur histoire au moment de leur indépendance au Moyen Âge. La première grande histoire de France de Jules Michelet n'est rédigée qu'après la Révolution française, de 1833 à 1841.

Les récits sont souvent fragmentaires, les témoignages imprécis, comme autour de cette révolte bretonne de 1489 : « Sous la conduite de trois frères paysans que l'on dit originaires de la paroisse de Plouyé, dont l'un avait nom Jean, mais le surnom n'est pas rapporté non plus que le nom des deux autres ». On sait quand même que la population demande l'abolition des privilèges féodaux et des rentes en brûlant les châteaux et en exécutant les nobles. Autour de la révolte qui éclate en 1590, le seul témoin oculaire nous renseigne sur les faits mais à peine sur les motivations des insurgés. Difficile de se réapproprier son histoire dans de telles conditions. Qui plus est, les sources se trouvent souvent de l'autre côté de la barricade. La lutte des Bonnets Rouges, citée plus haut, a longtemps été documentée par les seules lettres ironiques de Madame de Sévigné. Hormis une chanson et le code paysan, les études plus récentes s'appuient amplement sur les lettres du duc de Chaulnes et de l'évêque de Saint-Malo, qui rendent des comptes à Colbert. Les Bonnets Rouges mériteraient pourtant de ne pas être ignorés. Leur révolte, parmi d'autres à l'époque, préfigure les cahiers de doléance de la Révolution française. Les rebelles proclament « les droits de l'homme sur leur terre, la suprématie du producteur, l'égalité des conditions, la fusion des classes par le mariage des paysans et des filles de nobles, projet surprenant où certains n'hésitaient pas à voir un "communisme avant la lettre" »¹. La noblesse et le clergé bretons ne sont pas épargnés. Une marquise estime « à plus de deux cents maisons de noblesse » le nombre de manoirs et châteaux pillés.

Vingt-cinq mille dragons viendront à bout d'un soulèvement né du refus de payer la nouvelle taxe sur le papier timbré. Le peuple redoute que le roi instaure la gabelle, contraire aux « libertés bretonnes ». Le traité d'union entre les deux pays prévoit que le Parlement breton soit consulté à chaque nouvel impôt. Malgré ses traits nationalistes, il est délicat d'en faire un événement totalement indépendantiste. Les insurgés expriment leurs doléances au nom « de la liberté Armorique », mais la conscience d'être breton – comme celle d'être français – n'est pas encore précise à l'époque. Les déplacements sont confinés à la paroisse. La langue n'est pas unifiée et les publications écrites en breton inexistantes. Pour la noblesse, être breton signifie se reconnaître un destin avec le peuple : chose inimaginable ! A minima, cette révolte est une réaction à un pouvoir royal de plus en plus centralisé et étatisé qui écrase l'autonomie locale.

« La Bretagne met vingt ans à se relever après 1675 et à retrouver sa combativité, mais entre 1689 et 1789 elle est la seule province du royaume où le pouvoir recule et où un véritable gouvernement local réussi à s'organiser. »² On note plusieurs soulèvements : émeute de pauvres gens à Lamballe en 1719, attaques populaires contre le receveur du domaine du roi à Vitry, révoltes populaires près de Guérande, Blain et La Roche-Bernard... Même de petits nobles appauvris mènent la révolte comme le marquis de Pontalécq qui lance un soulèvement antifiscal.

Le récit de ces dissidences, bien que fragmentaire, nous enseigne que l'histoire hésite parfois entre plusieurs directions. Les vainqueurs présentent leur succès comme l'unique voie, mais nous remarquons qu'hier comme aujourd'hui il y a toujours eu des gens pour emprunter d'autres chemins.

Gildas

2. Robert Lafont, *L'État et la langue*, Sulliver, 2008, p. 194. La citation prend plus de poids quand on sait que, sur cinquante-quatre années de règne, Louis XIV s'occupa à la guerre pendant trente-trois ans.

3. Philippe Joutard, *La Légende des camisards. Une sensibilité au passé*, Gallimard, Paris, 1977

4. Morvan Lebesque, opus cité, p. 59.

5. Jean-Jacques Monnier, *Toute l'histoire de Bretagne. Des origines à la fin du XX^e siècle*, Skol Vreizh, Morlaix, 1997.



LES SORCIÈRES

FIGURES DE RÉSISTANCE À UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

DÈS LE V^e SIÈCLE, des procès en sorcellerie sont répertoriés. La chasse aux sorcières couvre toute-fois globalement la période allant du milieu du XV^e au milieu du XVII^e siècle, atteignant son apogée au XVI^e siècle. Des condamnations sont prononcées jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Si, dans l'imaginaire, la chasse aux sorcières est assimilée à un Moyen Âge obscurantiste, elle eut lieu pendant la Renaissance, période qui correspond pourtant aux débuts de la science moderne et à la naissance de l'humanisme. La persécution de la sorcellerie a concerné les régions tant catholiques que protestantes allant de l'Europe à l'Amérique protestante. On décompte entre quarante mille et cent mille victimes, et des millions de personnes inquiétées.

À la fin du Moyen Âge, l'Église catholique va peu à peu associer toute pratique divinatoire à la sorcellerie. Des actes de magie tels que des sortilèges, des enchantements ou des ligatures sont attestés. Ces pratiques sont censées prédire l'avenir, préserver les récoltes, ou encore protéger les animaux... Elles sont mises en œuvre par des sorcier-e-s, mais aussi par des guérisseurs-euses ou des désenvouteurs-euses.

Les quatre cinquièmes des personnes condamnées au bûcher sont des femmes. Si toutes sortes de femmes sont poursuivies et condamnées, y compris des fillettes de sept ans, des religieuses ou des femmes mariées, certains traits mettent particulièrement en danger. Être une femme seule (veuve, vieille fille, c'est-à-dire sans mari, père, frère ou fils ; vivre dans une habitation écartée), être âgée, être pauvre, être cultivée ou mélancolique, avoir un aspect physique singulier (infirmité, grande laideur, grande beauté, cheveux roux, etc.) ou posséder un chat, attire très rapidement les accusations de sorcelle-

rie. Globalement, le fait d'être hors norme, autonome ou de s'affirmer à l'intérieur d'une communauté constitue la « sorcière ». Les physiciennes, herboristes ou sages-femmes sont des cibles types. L'Inquisition est très présente dans le milieu rural. L'Église se méfie toujours des anciens cultes des paysan-ne-s, tels que celui de l'« arbres aux fées », rites souvent réalisés avec le soutien du prêtre de village.

Parmi les femmes accusées de sorcellerie, celles dispensant des pratiques thérapeutiques sont nombreuses. Ces femmes connaissent l'herboristerie, soignent les fièvres et les douleurs, assurent les accouchements, procurent des remèdes abortifs. Malgré la répression, la conservation et la transmission d'un savoir médicinal et de contrôle des naissances a longtemps persisté. L'échange des connaissances se fait discrètement autour du lavoir ou lors des veillées. Les accusations portées à leur encontre vont bien au-delà de leurs pratiques : ces « jeteuses de sorts » sont suspectées de faire périr les moissons, d'empoisonner les puits, de faire naître des enfants difformes, ou encore de détraquer le climat.

UN BRÉVIAIRE DE LA HAINE

Puisant ses racines dans la misogynie médiévale, notamment catholique, et antérieure, la chasse aux sorcières est lancée par deux textes : la bulle du pape Innocent VIII en 1484 et *Le Marteau des sorcières (Malleus Maleficarum)* des dominicains Jakob Sprenger et Heinrich Kramer en 1486. Ce véritable texte théorique de l'Inquisition connaît un grand succès jusqu'au XVII^e siècle... On y lit que « les sorciers sont peu de chose », c'est-à-dire qu'ils sont peu nombreux par rapport aux sorcières. La cause en est simple aux yeux des auteurs :

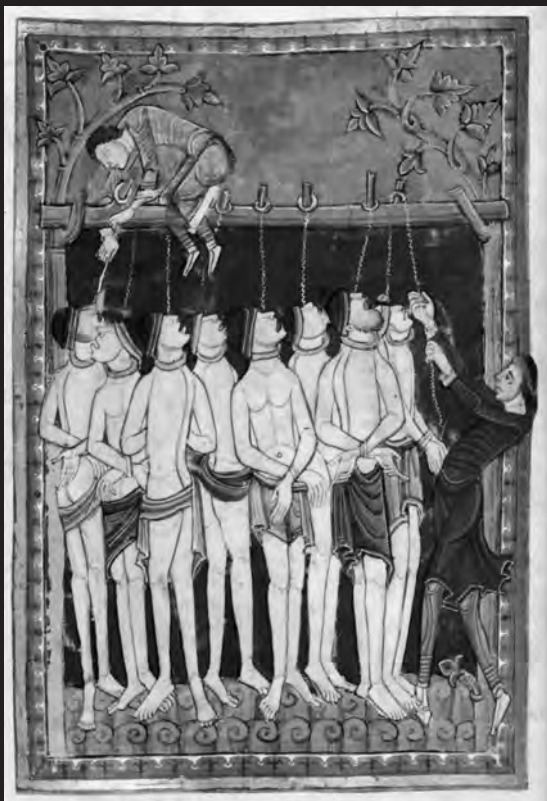
BANDITS !

« Voler les riches pour donner aux pauvres ». Pour l'historien Eric Hobsbawm, Robin des Bois est le « paradigme international du banditisme social ». Si la légende de Robin Hood apparaît en Angleterre autour du XIV^e siècle, Hobsbawm en trouve la trace dans une quantité de sociétés : Diego Corrientes (1757-1781) en Andalousie ou encore Juro Janosik (1688-1713) dans les Carpates... Et si le bandit au grand cœur n'existe pas, « l'opinion populaire a tellement besoin de héros et de champions, [qu'] elle en fabrique ».

Ces brigands apparaissent donc dans des sociétés paysannes en mutation, notamment lorsque le pouvoir seigneurial passe aux mains de l'État. L'ouvrage s'étend par conséquent pour certains pays jusqu'au XX^e siècle. Y voyant une « protestation sociale primitive », l'historien pense que « le banditisme peut alors précéder ou

accompagner des mouvements sociaux importants comme les révolutions paysannes ». Loin de ne voir que des bandits sociaux, Hobsbawm décrit aussi les brigands vengeurs ou les risques de vendetta du banditisme... Leur révolte naît en tout cas d'un sentiment d'injustice, mais les malfaiteurs sont plus réformistes que révolutionnaires. Ces paysans hors la loi se battent pour le rétablissement de droits sans remettre en cause les cadres sociaux ou moraux. À la marge de leur communauté, ils trouvent refuge dans celles-ci et il ne leur viendrait pas à l'idée de la voler. L'historien britannique conclut que « les bandits appartiennent à l'histoire qui reste dans la mémoire et qui diffère de l'histoire officielle, celle des livres », entre mythe et réalité.

Source : E. J. Hobsbawm, *Les Bandits*, Zones, 2008, 228 p.





A ECOUTER

Le Complot des cagoles
Cette émission féministe sur Radio galère, 88.4 FM, a fait en 2009 une émission sur les sorcières.
Contact : complot-descagoles@gmail.com

« Toute sorcellerie provient du désir charnel qui est insatiable chez la femme... afin de satisfaire leur concupiscence, elles doivent copuler avec le diable... ». Ils tiennent enfin à rappeler que, par sorcières, ils n'entendent pas « seulement celles qui tourmentent et tuent ; font partie aussi de ce groupe celles qui délivrent du mal » : « Nul n'a fait plus de mal que les sages-femmes ». La nature féminine est « démonique », toute femme est donc une sorcière en puissance. Qu'elle fasse le bien ou le mal, il faut la supprimer. Ce bréviaire de la haine des femmes, qui lance véritablement les massacres, leur attribue la sorcellerie comme hérésie particulière.

Les accusations comportent généralement des aspects liés à la sexualité. Les inquisiteurs reprochent aux sorcières de coucher avec le diable, et même de le chevaucher (ce qui renvoie à la première femme d'Adam, Lilith), de participer à des orgies, de pratiquer le lesbianisme (véritable « offense à Dieu »), de faire l'amour après leur ménopause, de se prostituer, ou encore de posséder un mamelon du diable (le clitoris). Les tortures et condamnations font la part belle à l'exposition des corps et aux violences sexuelles.

CONTRÔLER LES FEMMES

Une des motivations de la chasse aux sorcières est la volonté de réserver le privilège d'exercer la médecine aux hommes. Depuis la première partie du Moyen Âge, cette dernière était surtout pratiquée par des femmes, ainsi que par des moines. L'éducation des filles de la noblesse comprenait même un cours de petite chirurgie ! Ces doctresses, appelées « physiciennes » ou médecines, s'occupaient de femmes (ce qui était interdit aux moines) et d'hommes. Certaines étaient célèbres : l'abbesse Hildegarde de Birgen a laissé un traité de médecine, Sarah de Saint-Gilles enseignait à Marseille. Charles VIII, à la fin du XV^e siècle, interdit la médecine aux femmes, pour la réserver à quelques érudits, des hommes de la Faculté. La construction de la profession médicale « homologuée » exclut aussi les hommes mariés et les religieux. Ces services donnés à et par des proches, ou contre d'autres services, deviennent payants car pratiqués par un expert extérieur. Beaucoup de personnes se retrouvent exclues des soins, ce qui, en période de grandes épidémies, a de lourdes conséquences ! Cette véritable expropriation de savoirs a lieu par la démonisation d'une

pratique auparavant reconnue par la communauté. Ce que l'on reproche le plus aux physiciennes est l'avortement, accusation fréquemment reprise dans les procès en sorcellerie du XV^e siècle. Si les premiers chrétiens étaient *antinatalistes* et se souciaient peu de l'avortement, et si les suivants encourageaient peu à la maternité au vu du « péché » lié au coït, les ravages des pestes et des guerres sur les populations bouleversent la donne. Le contrôle des naissances, et donc du corps des femmes, devient un enjeu. Pour les inquisiteurs, la possibilité de l'avortement devient alors un « fléau » nouveau – de nombreuses accoucheuses et sages-femmes seront arrêtées. Les sorcières ont été des boucs émissaires idéals. Face aux aléas climatiques d'abord : le « petit âge glaciaire » qui débute au milieu du XVI^e siècle favorise famines et maladies. Face aux réformistes protestants ensuite : l'Église catholique poursuit les hérétiques pour réassurer son pouvoir économique et politique. Les guérisseuses peuvent en effet être vues comme des concurrentes possibles des prêtres. Face aux problèmes sociaux surtout : de nombreux mouvements de révolte se développent en Europe. La mutation du système féodal vers un modèle préindustriel développe la propriété privée, l'individualisme, le mépris des femmes et des classes pauvres. Les terres collectives sont récupérées, clôturées, les marécages asséchés, les forêts abattues. Or, beaucoup de personnes tiraient une grande partie de leurs ressources et de leur autonomie de ces « communs ». Les accusations de sorcellerie permettent donc de rediriger la colère de la population contre une catégorie spécifique, de désolidariser les paysan-ne-s en instaurant un climat de peur, et de criminaliser les révoltes, qui prônaient la réappropriation des terres et une vie collective, remettant notamment en cause la morale sexuelle...

La politique de terreur qu'a été la chasse aux sorcières s'est poursuivie pendant deux longs siècles. Sans doute parce que la résistance à l'expropriation des savoirs et des terres des femmes et des pauvres était forte. La légitimation de la nouvelle société, où certains hommes exercent un monopole sur les savoirs et les choix politiques, ne s'est pas faite sans oppositions. Si les sorcières n'ont pas formé un mouvement de lutte en tant que tel, elles symbolisaient une partie de ce pourquoi de nombreux-euses révolté-e-s de l'époque se sont battus.

Anita

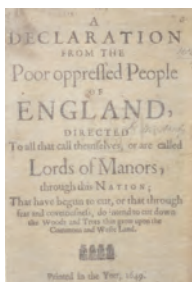
A LIRE

Le Sexocide des sorcières
Françoise d'Eaubonne
L'Esprit frappeur, 1999

DANS L'ANGLETERRE DU XVII^e SIÈCLE, AU BEAU MILIEU D'UNE RÉVOLUTION QUI SE FIGE EN RÉPUBLIQUE DE PROPRIÉTAIRES ET PORTE DE NOUVEAUX DOMINANTS AU POUVOIR, SE FAIT ENTENDRE, LA PROMESSE D'UN RENVERSEMENT DU MONDE, SOUS FORME DE RÉVOLTE ET D'OCCUPATION DE TERRES.



« GLOIRE ICI-BAS, TOUS BECHEUX! »



A LIRE

Hill Christopher, **Le Monde à l'envers. Les idées radicales au cours de la Révolution anglaise**, Payot (Critique de la politique), Paris, 1977, 387 p.

Winstanley Gerrard, **L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs**, Paris, Allia, 2007, 60 p.

Lutaud Olivier, **Winstanley. Socialisme et christianisme sous Cromwell**, Didier (Études anglaises), Paris, 1976, 525 p.

L'ANGLETERRE du début de l'année 1649 se trouve dans une situation des plus explosives après une première phase révolutionnaire visant à renverser le pouvoir absolu du roi Charles I^{er} Stuart. Menée par les républicains Niveleurs et les radicaux¹, portée par le désir de mettre à bas la féodalité et les privilèges de la vieille noblesse, la première révolution anglaise se met en place dans les dernières années de la décennie 1640-1650, et amène avec elle l'assise du pouvoir d'un Parlement composé pour l'essentiel de propriétaires terriens, d'hommes de loi et d'officiers supérieurs de la nouvelle armée d'Oliver Cromwell. Les terres de la Couronne, de l'Église et des royalistes, après confiscation, sont mises en vente, créant un bouleversement dans la hiérarchie foncière traditionnelle entre propriétaires et tenanciers, renforçant le pouvoir des possédants. Dans le même temps, le mouvement visant à clôturer les biens communaux, afin de délimiter les propriétés privées, s'accélère avec l'aide et l'appui de la loi, pourtant dorénavant supposée être l'émanation d'un Parlement populaire au service du peuple qui l'a mis en place. Plusieurs années consécutives de mauvaises récoltes viennent frapper une population épuisée par des années de guerre civile. Le sentiment d'avoir été floué lors des négociations entre Charles I^{er} et le Parlement est largement partagé par les différentes composantes populaires du bon peuple anglais, aussi bien par les simples soldats licenciés et sans moyens de subsistance que par la paysannerie roturière, affamée et privée de terre. L'exécution du roi, dont la tête tombe le 30 janvier 1649 après un procès ayant pour but non seulement d'asseoir les positions réformatrices républicaines du Parlement mais aussi d'apaiser les élans révolutionnaires des éléments les plus radicaux, ne parvient pas à éteindre le feu qui couve depuis trop longtemps. Les pamphlets se multiplient comme autant d'appels au renversement de l'ordre du monde. La justice, l'égalité sociale et la propriété collective, véritable retour au « trésor commun » perdu, sont les principes qui animent les mouvements radicaux, dont celui des Bêcheux-euses (Diggers), aussi appelés Vrais Niveleurs.

« TRAVAILLEZ ENSEMBLE, ROMPEZ LE PAIN ENSEMBLE »

Dans *L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs ou L'État de communisme exposé et offert aux Fils des Hommes*, le bêcheux Gerard Winstanley expose clairement les ressorts à la fois sociaux, matériels, symboliques et religieux de cette révolte qui débute le dimanche 1^{er} avril 1649 sur la colline Saint-Georges, dans le Surrey, au son de cet appel : « Travaillez ensemble, rompez le pain ensemble ». « Tant que le pouvoir monarchique habitait un seul homme nommé Charles, toutes sortes de gens criaient à l'oppression... Il advint donc que vous autres, petits nobles terriens, assemblés en Parlement, fites

appel aux pauvres gens du peuple afin qu'ils viennent à votre aide... Cette branche maîtresse de l'arbre de la tyrannie est aujourd'hui émondée et le pouvoir monarchique abattu à l'état présent. Mais hélas, l'arbre de l'oppression est toujours debout et toujours il cache le soleil de la liberté au pauvre peuple. » Prenant acte de la prise de position du Parlement en faveur de la propriété privée, de la réorganisation d'une économie agraire au service des possédants, qui se libéralise, des paysans sans terre, des soldats désœuvrés et des travailleurs journaliers décident d'agir par eux-mêmes et commencent à bêcher la colline Saint-Georges. Ce faisant, ils prennent collectivement possession des terres communales pour y faire pousser du panais, des carottes et des haricots. C'est l'acte de naissance d'un mouvement révolutionnaire dont la radicalité et les aspirations libertaires font trembler les possédants dès les premières semaines.

Si les références religieuses et bibliques essaient l'ensemble des pamphlets bêcheux, ce qui est parfaitement visible à la lecture de *L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs*, elles soutiennent incontestablement un discours égalitaire et communiste, et il est important de ne pas se méprendre sur la portée sociale de la lutte qui s'engage alors. Les Bêcheux-euses œuvrent non seulement pour une égale répartition des ressources, pour une mise en commun des terres, du travail et de ses fruits, mais aussi pour une mise à bas de toutes les hiérarchies. Au moment où Hobbes, en fuite à Paris, élabore son *Léviathan* à partir de supposées lois naturelles faisant de l'individualisme et de la compétition les principes régissant les agissements humains, nécessitant la constitution d'un État fort et protecteur, Winstanley et quelques autres radicaux, tel Abiezer Coppe, se prêtent à rêver à un monde à l'envers où les actions humaines trouvent leur fondement dans un amour réciproque et dont le mode de fonctionnement ne peut être que coopératif, excluant tout rapport d'autorité. « Il adviendra que l'égalité, le communisme et l'amour universel seront exigés par tous, à la grande confusion de l'orgueil, du crime, de l'hypocrisie, de la tyrannie et de l'oppression, ces abominations », prophétise le même Abiezer Coppe dans un de ses pamphlets de l'année 1649. Ce monde, ils ne font pas que le rêver, ils le construisent par leurs actes, confiants dans le chemin qu'ils prennent, refusant celui emprunté par la Révolution anglaise « constitutionnelle », qui reconnaît le caractère sacré de la propriété et œuvre au plein développement du capitalisme. Comme le prédit le divagateur Abiezer Coppe dès avant la mise en place de la colonie des bêcheux-euses : « Encore un peu de patience et la propriété la mieux établie, que dis-je, celle qui semble la plus honnête et qui entend justifier ses privilèges et prérogatives par les Écritures et la raison profane, se verra confondre et contrainte par la force à devenir bien commun et universel ». L'expérience de

1. Niveleur est le terme permettant de qualifier les républicains qui, durant la Révolution anglaise, ont eu à cœur de réduire les écarts de richesse mais qui n'ont su se résoudre à enterrer la propriété. On désigne ainsi les différents mouvements de pensée issus du protestantisme en rupture avec les différentes hiérarchies religieuses et politiques, et ayant un discours en écart total avec les conceptions admises par Radicaux.

la colline Saint-Georges entend être une manifestation de la raison afin de «soulager la création de cette servitude sous laquelle elle gémit : la propriété privée»². Loin d'être isolée, elle est révélatrice d'une tendance à l'émancipation et à la mise en commun dans l'air du temps. Depuis le Nottinghamshire et le Gloucestershire jusqu'au Kent, dans l'ensemble des régions du sud et du centre de l'Angleterre, il n'est pas un recoin du royaume qui ne porte la trace de l'élan égalitaire de ces squatteurs-euses de l'Ancien Régime dont le souci premier consiste à récupérer et à exploiter collectivement les communaux, les friches et les forêts.

L'IRRÉDUCTIBLE ÉGALITÉ BÊCHEUSE

D'un point de vue théorique, l'irréductible égalité bêcheuse plonge ses racines dans ce que l'on pourrait, à juste titre, apprécier comme une interprétation sociale de la lecture biblique. Pour preuve, dès les premières lignes de la déclaration que les Bêcheux-euses adressent aux puissants d'Angleterre, les points suivants sont posés : «Chaque être humain, homme ou femme, est une créature parfaite en elle-même ; et ce même esprit qui créa notre globe réside en l'humain afin qu'il gouverne celui-ci. Ainsi, puisque l'humain de chair est sujet de la Raison, son créateur, il trouve en lui-même de quoi apprendre et se diriger, et n'a nul besoin de rechercher hors de lui un professeur ou un maître»³. Aucune transcendance invoquée ici, juste une égalité principielle qu'il s'agit de réactiver afin de se réapproprier librement le «trésor commun» qu'est le monde et de mettre à bas non seulement les clôtures de la propriété, la justice et la loi qui la soutient, mais aussi le système monarchique et le pouvoir de l'Église, qui n'en sont que des émanations. Partant de là, la liberté d'agir qu'implique le principe d'égalité ne laisse aucune place à l'exploitation salariale, à la location de terres et à une quelconque forme de vente et d'achat. «Qu'avons-nous besoin de lois instaurant la prison, le fouet ou la potence pour nous réduire mutuellement à la servitude ?» À cette question posée par Winstanley à ses contemporain-e-s, les Vrais Niveleurs-euses apportent une réponse sous forme d'action. Il s'agit pour les Bêcheux-euses de faire advenir le paradis sur terre, maintenant, de leur vivant, et ce paradis passe par la mise en commun matérielle, par l'affirmation de l'égalité universelle et par la mise au ban des agents de l'État, des hommes de loi, des prêcheurs et de tous les professionnels de la foi... En résumé, par la mise au ban de l'État.

LIBÉRER LES SAVOIRS

Afin de ne plus laisser les savoirs enfermés entre les murs bien gardés des universités, des institutions religieuses et des corporations jalouses des pouvoirs matériels et symboliques que ceux-ci leur confèrent⁴, les bêcheux-ses imaginent une éducation ouverte à toutes et tous, sans discrimination de sexe, sans cloisonnement entre travail intellectuel et manuel, et débarrassée de toute idée de spécialisation afin d'éviter de produire à nouveau des classes de doctes savants «qui sont la cause de tous les ennuis du monde»⁵. Les fonctions locales de pasteur ou de médecin, par exemple, sont tournantes, sans formation spéciale, et sujettes à élections. Celles et ceux qui en ont momentanément la charge ont un impératif de diffusion des connaissances et des informations au sein de la paroisse et doivent, pour ce faire, organiser une fois par semaine des débats philosophiques, animer des discussions sur des sujets aussi variés que l'agronomie, l'histoire ou la pharmacopée.

ABORDER AUTREMENT LE MONDE

À partir de 1649, et ce durant un an, profitant de l'entre-deux ouvert par la guerre civile, les Bêcheux-euses opèrent un bouleversement dans leur rapport au monde, rejetant les lois féodales issues de la coutume aussi bien que le nouvel arsenal légal en cours de préparation au Parlement, propice à la propriété privée et au libre-échange marchand. Dans la crainte que la poudrière sociale, tout juste réagencée par les réformateurs, rencontre la flamme allumée par les Vrai-e-s Niveleurs-euses, les seigneurs locaux et le Parlement s'engagent alors dans un démantèlement systématique des colonies bêcheuses, dont plus une ne subsiste à la fin de l'année 1650. Le système communaliste, communiste, égalitaire, libertaire et chrétien que les Bêcheux-euses mettaient en acte et qui se laissait entrevoir aussi bien dans la colonie de la colline Saint-Georges que dans celle de Cobham, représente pour les anciens comme pour les nouveaux tenants du pouvoir le plus grand des dangers dans la mesure où il constitue une preuve par le fait qu'un renversement du monde est à l'ordre du jour.

Athamor

2. Gerrard Winstanley, L'Étendard déployé des Vrais Niveleurs, Allia, 2007, p. 26.

3. Ibidem, p. 14.

4. « Il n'y aura pas une seule sorte d'enfants instruits dans la science des livres et aucun autre métier, appelés savants, comme c'est le cas dans un gouvernement de monarchie ; car alors, par oisiveté et un esprit entraîné à ce dessein, ils passent leur temps à trouver des stratagèmes pour s'élever au rang de seigneurs et maîtres au-dessus de leurs frères travailleurs. » Gerrard Winstanley, La Loi de liberté, 1652, p. 577.

5. Gerrard Winstanley, La Loi de liberté, 1652, p. 577.



DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE, LORSQUE LES INSURGÉ-E-S SE REPRÉSENTAIENT LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉVOLUTION, ILS NE SE PROJETAIENT PAS NÉCESSAIREMENT DANS L'AVENIR POUR IMAGINER UNE AUTRE FORME DE SOCIÉTÉ. LEURS REGARDS ÉTAIENT SOUVENT Tournés VERS UN PASSÉ PROCHE, DANS LEQUEL LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ AVAIENT MEILLEURE PART.



LA RÉVOLUTION SANS LE PROGRÈS

TELE QU'ON la manie depuis le XIX^e siècle, l'idée de révolution est synonyme d'une rupture avec les temps anciens. Dans son sens le plus restreint, on l'a longtemps comprise comme la rupture avec un ordre social basé sur les privilèges dus à la naissance, et sur l'omniprésence du religieux dans les affaires de la Cité. Dans son sens plus large de «révolution sociale» tel que proposé par Marx à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, elle continue de véhiculer l'idée d'une rupture avec le passé, dans la mesure où Marx en a fait le prolongement de la dynamique propre à l'économie capitaliste. Tout en préparant les bases matérielles du communisme (la grande industrie, la production de masse), cette économie est en

dans leurs commencements, d'hommes fermement convaincus qu'ils ne feraient que restaurer un ordre ancien, troublé, violé par le despotisme de la monarchie absolue, d'une part, les abus du gouvernement colonial, de l'autre. Ils alléguaient en toute sincérité qu'ils voulaient en revenir à l'ancien temps où les choses allaient comme elles devaient aller»². Le mot de révolution signifiait donc pour ceux qui l'utilisaient à cette époque «un mouvement de retour à un point préétabli et, implicitement, le retour à un ordre prévu d'avance»³, conformément au sens premier du terme, emprunté à l'astronomie – puisqu'une révolution est avant tout le mouvement circulaire par lequel un astre revient à son point de départ sur son orbite.



effet censée éliminer toute survivance «réactionnaire» des sociétés agraires, notamment leur immobilisme supposé en termes de culture et de mœurs.

Pourtant, ce qui est troublant, c'est que cette conception de la révolution n'avait pas cours auparavant, c'est-à-dire avant que se produise la Révolution française. Si le mot de révolution était déjà dans toutes les bouches dès le XVII^e siècle, en Angleterre (où il fut utilisé pour la première fois dans son sens politique), il était employé aussi bien pour désigner les guerres civiles qui conduisirent à la décapitation de Charles I^{er} et à l'établissement d'une république en 1649, que la restauration de la monarchie en 1660 ou l'arrivée au trône de Guillaume et Marie en 1688, une fois les Stuarts chassés... «Ce fait que le mot «révolution» signifiait à l'origine «restauration», c'est-à-dire ce qui est exactement le contraire pour nous, n'est pas une simple singularité de la sémantique. Les révolutions des XVII^e et XVIII^e siècles, qui, pour nous, paraissent témoigner d'un esprit nouveau, de l'esprit des temps modernes, étaient des restaurations en intention»⁴, nous explique Hannah Arendt. Ainsi, dans le cas des révolutions française et américaine qui se produisirent à la fin du XVIII^e siècle, «l'une et l'autre furent l'œuvre,

RÉVOLTE ET CONSERVATISME

Que la révolution soit aussi une *restauration*, cela devait donc être entendu au sens le plus exact de ce terme: restaurer, c'est bien remettre à neuf une bâtisse, une statue ou un meuble anciens qui ont été abîmés, pour leur permettre de se conserver dans le temps. Révolutionner, ce n'était pas «faire table rase», cela signifiait au contraire conserver autant que possible un certain état de la société, qui n'avait pu être troublé que par la soif de richesse et de puissance des gouvernants. Par conséquent, loin de se concevoir comme des «bousculeurs», les révolutionnaires de jadis se voulaient des mainteneurs. On trouve une trace de cette attitude fort répandue durant l'Ancien Régime dans les documents qui nous sont parvenus de la grande révolte paysanne de 1548, dans les communes de l'ouest et du sud-ouest de la France. Comme le rapporte l'historien Yves-Marie Bercé, le paradoxe est que ce soulèvement, provoqué par l'extension de la gabelle⁵ à la Guyenne, et qui fut en tant que tel l'un des premiers soulèvements contre l'État moderne, était fondamentalement une révolte conservatrice: à l'époque, «les gabelleurs ne sont pas seulement appelés méchants. On les décore du nom d'inventeurs. Énumérant les abus qui doivent être retranchés du gouvernement de la province, les gens des communes introduisent chaque article de leur catalogue en répétant «*autre invention... autre nouveleté*»... Les rebelles ne refusent pas l'impôt, ils ne refusent que les nouveaux impôts. Les gabelleurs sont détestables parce que leurs procédés ne sont pas inscrits dans la coutume, dans la tradition, dans les usages immémoriaux qui modèlent les gestes et la vie de chacun. Les innovations, les changements sont lourds de malheur pour les pauvres gens. [...] On ne saurait trop insister sur cette motivation conservatrice de la révolte, elle défend un ordre ancien et se dresse contre les *inventions*, les *nouvelletés* des *méchants*»⁵. Ce que commente ainsi Miguel Abensour, dans sa préface au traité de La Boétie écrit à la même époque: «Conservatrice au sens le plus profond, la révolte paysanne l'est assurément. Mais c'est dans la radicalité même de son

1. Hannah Arendt *Essai sur la révolution* (1963), Gallimard, 1990, p. 58.

2. Hannah Arendt, *op. cit.*, p. 60.

3. *Ibidem*.

4. C'est-à-dire l'impôt du sel.

5. Yves-Marie Bercé, *Croquants et nu-pieds. Les soulèvements paysans en France du XVI^e au XIX^e siècle*, Gallimard / Julliard, 1974, p. 40-41.

conservatisme qu'il faut lire ce qu'elle véhicule d'aspiration à la liberté. Que veut-elle conserver, que se soucie-t-elle de préserver ? L'espace *libre*, la sphère *autonome* de la communauté familiale et villageoise, que de façon remarquablement universelle les anciennes formes de domination étatique ont toujours laissé subsister et que seul l'État occidental moderne s'est employé à détruire. De la Chine aux Andes, les anciens empires ont certes engendré des machines étatiques autrement plus écrasantes que celles secrétées par les monarchies européennes du XVI^e siècle. Mais cet appareil bureaucratique qui s'édifie à la tête de la société laisse à la base perdurer un monde à l'écart de l'État et un monde même d'avant l'État par beaucoup de ses traits. L'ambition de l'État moderne, tel qu'il trouve précisément ses assises stables dans l'Europe du XVI^e siècle, est tout autre. Non pas contrôler du dessus et à distance la société pour en extraire le surplus économique, mais pénétrer littéralement la société, s'introduire dans ses articulations les plus fines, se rendre maître de ses rouages les plus intimes. Réglementer, codifier, redéfinir, changer, moderniser. « Civiliser », diront les grands commis éclairés et les serviteurs zélés. Briser donc cette base ou ce noyau le plus archaïque où se conservent d'antiques modes de pensée, des gestes millénaires et surtout un gouvernement de la petite communauté continuant à conjurer au sein d'elle-même, par la tradition, la différence de ceux qui commandent et de ceux qui obéissent»⁶.

DU PASSÉ FAISONS TABLE RASE ?

Aujourd'hui, bien sûr, se réclamer d'un conservatisme, fut-il libertaire, ferait scandale parmi les révolutionnaires. Et il est devenu impossible de parler de la révolution comme d'une forme de restauration sans provoquer le malentendu et l'indignation de la plupart des anticapitalistes. C'est qu'entre-temps le XIX^e et le XX^e siècle ont vu se développer, chez les communistes comme chez les anarchistes, une certaine fascination pour le Progrès, notamment le progrès technique. Devant la puissance déchaînée par l'industrie moderne, ils ont été nombreux à croire que sa mise au service des tra-

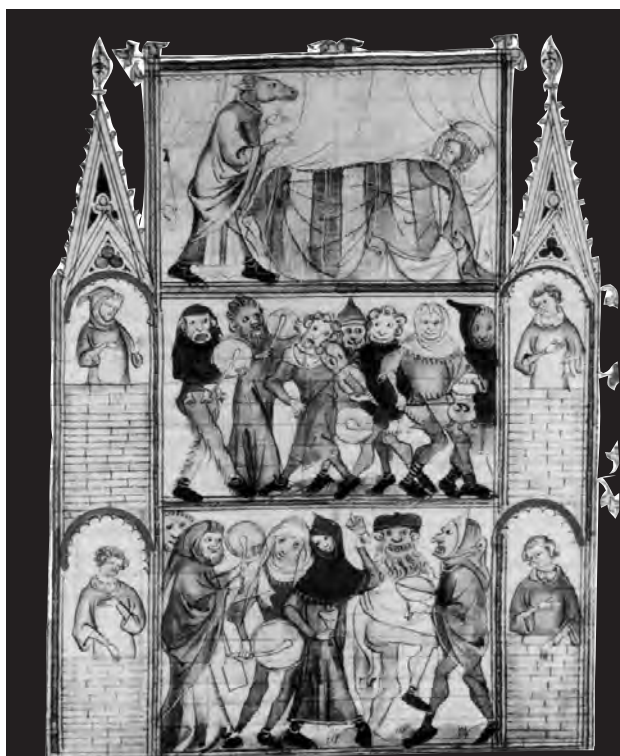
vailleurs (et non de la bourgeoisie) pourrait enfin résoudre la majeure partie des problèmes de l'humanité en termes de production abondante de biens matériels pour tous, et en termes d'amélioration (ou d'élimination pure et simple) du travail. En ce sens, les révolutionnaires modernes ont pu croire que le temps travaillait pour eux. Le changement, le futur et la nouveauté se sont ainsi vus valorisés en eux-mêmes, comme s'ils ne pouvaient apporter que de bonnes choses.

Pourtant, dans les clameurs des révolutionnaires d'avant la grande Révolution, il y a bien des choses qui résonnent familièrement à nos oreilles. Leur refus des innovations lorsque celles-ci menacent les solidarités communautaires, leur résistance opiniâtre à l'intrusion du pouvoir moderne dans les moindres recoins de leur existence: tout ceci ne peut que nous parler, à nous qui refusons les réformes gouvernementales conçues pour « réglementer, codifier, redéfinir, changer, moderniser », nous qui luttons contre le déferlement des technologies de police dans notre vie, et qui nous opposons sans relâche à la pénétration du capitalisme et de l'État jusque dans nos gènes et dans l'ADN de ce que nous mangeons.

On s'en doute, il ne s'agit pas pour autant de vanter les mérites d'un « retour à l'ordre ancien », ou d'ignorer que les révolutions sont aussi des moments dans lesquels s'invente collectivement du nouveau. Mais les révolté-e-s de jadis avaient compris que le progrès et la nouveauté, *lorsqu'ils nous sont imposés de l'extérieur*, ne sont bien souvent que la marche en avant de l'oppression. Ils nous suggèrent que le passé peut être un point de référence utile pour critiquer notre temps et la condition qui nous y est faite, et qu'en ce sens nous ne devrions pas craindre d'être taxé-e-s de nostalgie ou de conservatisme. Parce que le souvenir des moments de bonheur nous apporte quelque chose d'irremplaçable: la connaissance de ce pour quoi nous nous battons. Parce que partout où la liberté et l'égalité se sont incarnées dans des traditions et des coutumes, celles-ci doivent être préservées, affinées et répandues. Enfin, parce qu'à l'échelle de l'histoire des promesses ont été faites, qui doivent être tenues.

Patrick Marcolini

6. Miguel Abensour, « Les leçons de la servitude et leur destin », présentation du *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie, Payot, 2002, p. 34-35.



À L'ÉGLISE

« Le 15 mai 1765, à Marnay, village de Bourgogne, les habitants prétextaient un ancien usage pour passer la veille de l'Ascension dans l'église, y manger et boire à volonté, sonner les cloches à leur fantaisie, en excluant le curé de leur rituel – des saturnales printanières en quelque sorte. Cette fois, le curé proteste et appelle les gendarmes pour faire dégager les lieux, mais l'intervention tourne mal, les femmes comme les hommes injurient et leur jettent des pierres en criant « que les cloches étaient à eux et qu'il se moquait des défenses ». [...] En 1783, en Picardie, ce sont les habitants de Chaulnes, près de Péronne, qui se fâchent : leur curé, sans doute sur ordre, a décidé de transférer au dimanche suivant la fête du 23 mai en l'honneur de saint Didier. Dès le 22 mai, malgré l'interdiction, les cloches sonnent à grand branle – à partir de « dix heures cinquante-deux minutes du matin », nous dit le curé qui a reconstitué avec une minutie rageuse la chronologie du scandale. À l'entrée de l'église, « une multitude de mutins » l'accablent de « mauvais propos » ; il demande de l'aide, aucun notaire ou officier local n'accepte de dresser procès-verbal ni même d'intervenir. Dans la soirée, les « séditieux » tirent à nouveau la grosse cloche « à minuit moins le quart », puis les trois petites, de dix minutes en dix minutes « jusqu'à quatre heures trente » du matin. L'agitation reprend au petit jour ; un brouhaha s'élève, « semblable à celui d'une foire », quand il veut pénétrer dans l'église pour la messe basse. Incidents cocasses, suivis d'une grosse procédure. »

La Rébellion française [1661-1789], Jean Nicolas, Folio, 2008

L'AVÈNEMENT DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE NE S'EST PAS FAIT SANS HEURTS. SOULÈVEMENTS, ÉMEUTES ET SÉDITION ONT TENTÉ D'ENTRAVER SES PREMIERS PAS. L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE S'EST EFFACÉE AU PROFIT DE LA LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DES BIENS ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL.

OUVRIERS ET PAYSANS CONTRE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

LES PREMIÈRES RÉSISTANCES AU LIBÉRALISME

« CE SONT LES RICHES qui, depuis quatre ans, ont profité des avantages de la Révolution », disait Jacques Roux, un Enragé de la Révolution française¹. Si on ne peut retenir ce seul aspect de 1789, force est de reconnaître qu'un pas important vers une économie libérale, favorable aux nantis, a été franchi alors. Tout au long du XVIII^e siècle, le libéralisme économique a en effet connu un essor important. John Locke, Turgot, Adam Smith et le physiocrate François Quesnay sont d'illustres noms qui ont posé les jalons du libéralisme économique. Ils partagent tous l'idée qu'il faut s'appuyer sur un supposé ordre naturel. Ainsi, la fable libérale raconte que le marché serait né de la propension naturelle des humains à échanger et à troquer depuis la nuit des temps. L'extension des marchés de chaque ville aurait conduit à en créer de plus grands, nationaux puis internationaux, pour nous plonger jusqu'à aujourd'hui dans la mondialisation.

Rien n'est évidemment plus faux. Le libéralisme s'est imposé à coup de lois, de règlements, en matant une multitude de résistances populaires. En Angleterre, le mouvement des *enclosures*, au XVI^e siècle, marque un commencement. Faisant fi des traditions du Moyen Âge, une minorité de riches s'approprie les terres arables, en clôturant des espaces utilisés en commun. Naît alors une véritable classe de grands propriétaires terriens. La concentration agraire devient l'un des premiers dogmes libéraux, autour du mythe selon lequel l'enrichissement des uns profiterait à tous. La propriété privée en est le fondement². Cette transformation ne se fait pas sans résistance. « Les seigneurs et les nobles bouleversaient l'ordre social et ébranlaient le droit et la coutume d'antan, en employant parfois la violence, souvent les pressions et l'intimidation. »³ Des milliers de paysans, privés de leur terre, se retrouvent alors sur les routes. Ils alimenteront bientôt les ateliers de tissage des futurs centres industriels britanniques. Des révoltes comme la rébellion de Kett, en 1549, ou encore celle des Midlands, en 1607, vont ralentir le processus sans l'empêcher totalement. Robert Kett demande clairement, dans la pétition remise au roi Édouard VI, l'utilisation par tous des terrains communaux : « Nous prions votre grâce pour prendre toute la liberté de laisser dans vos propres mains par lequel tous les hommes puissent tranquillement apprécier leurs terrains communaux avec tous les bénéfices ».

Les premiers soubresauts d'une révolution industrielle à venir apparaissent donc dans la campagne anglaise en écrasant l'organisation communautaire et les résistances populaires. Or, comme l'explique Karl Polanyi, ces nouveaux propriétaires n'auraient pas pu écouler leur production sur les marchés de l'époque sans l'instauration d'une économie de marché.

DES MARCHÉS SANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

En effet, les marchés du XVII^e siècle n'ont que peu de choses à voir avec ceux d'aujourd'hui. Avant l'ère capitaliste, ces espaces sont extrêmement réglementés. Le cas du blé est parlant. Sous l'Ancien Régime, la population consacre à cette dernière la moitié de son budget. Les famines et les disettes n'ont pas encore disparu. La vente et l'achat de blé sont pleins de formalité : interdiction de vendre le grain sur pied, de le stocker pour faire monter les prix ou de l'acheter pour le revendre dans un but spéculatif... Sur certains marchés, le premier tintement de cloche permet aux plus pauvres d'acheter, et le deuxième autorise enfin les négociants à faire leurs achats. Et, quand la vigilance du gouvernement diminue, la foule se charge de faire respecter les habitudes : « La population se souleva à Oxford et en quelques minutes elle saisit et distribua un chargement de blé suspecté d'avoir été vendu par échantillon et conduit sur le marché uniquement pour sauver les apparences ». L'historien anglais Thompson voit dans ces soulèvements populaires une manière de réguler l'économie, et parle d'« économie morale de la foule ». « Dans beaucoup de mouvements, particulièrement dans les vieilles régions manufacturières de l'Est et de l'Ouest, la foule prétendait que, puisque les autorités refusaient d'appliquer les « lois », elle devra le faire elle-même. En 1693, à Banbury et à Chipping Norton, la foule « sortit par la force le grain des chariots alors qu'ils étaient emmenés par les monopoleurs, disant qu'elle était résolue à mettre la loi à exécution puisque les magistrats négligeaient de le faire ». »⁴

DES ÉMEUTES POLITIQUES

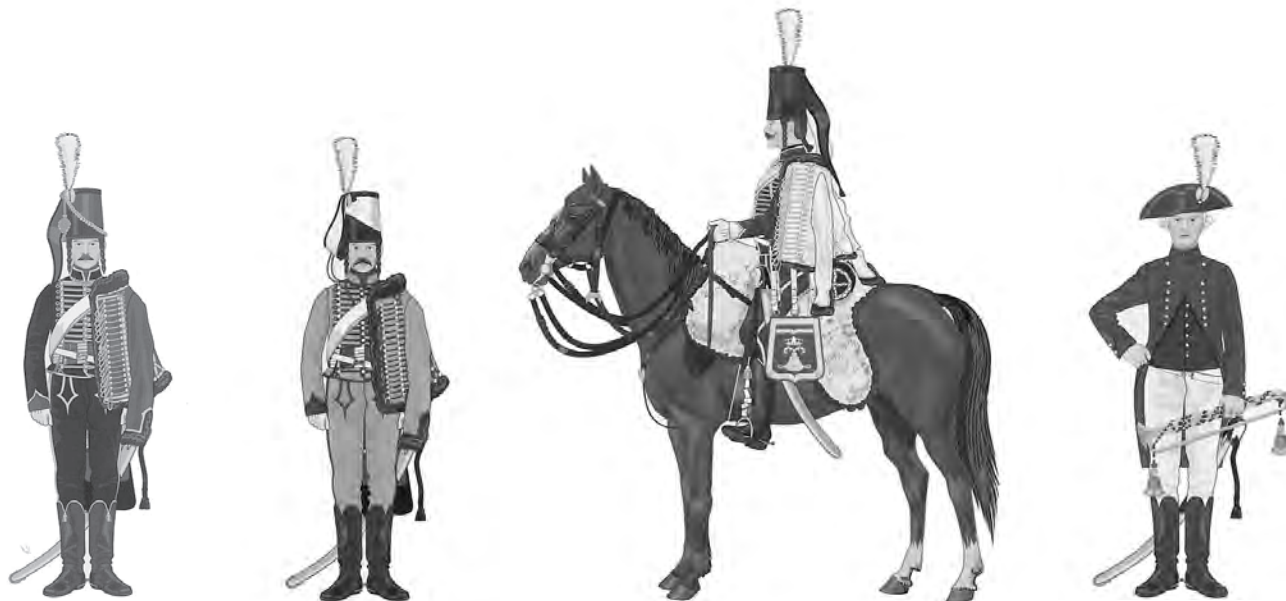
Là aussi, il faut s'éloigner de la vision d'une foule abrutie, avide de régler ses comptes. Les soulèvements sont régis par des codes, et des manières d'agir. L'exemple des denteliers d'Honiton nous éclaire sur ces agitations. « En 1766, ayant pris le grain des fermiers et l'ayant vendu au prix populaire sur le marché, [les émeutiers] ramenèrent non seulement l'argent au fermier mais aussi les sacs. » Pour l'historien américain Kaplan, l'émeute n'est pas un acte de frustration désespéré mais un geste politique. Ses objectifs sont généralement modestes et directs : réajuster le prix du grain, permettre de s'approvisionner, éviter une exportation... En France, l'historien fait des constats similaires. Il raconte comment, en 1767, à Troyes, la foule a intercepté un convoi de grains en direction de la Bourgogne, alors que « le marché est très pauvre en grain et le prix du pain en augmentation sensible. (...) Malgré le pillage d'une partie du grain les témoins affirment que la plus grande partie a été emmagasinée dans des auberges pour être vendue au marché ». Le lendemain, la police se chargera de vendre la

1. *La Grande Révolution, 1789-1793*, Pierre Kropotkine, Tops/H. Trinquier, 2002 (1910), p. 354.

2. Notons d'ailleurs qu'en France elle figurera au début de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

3. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Karl Polanyi, Gallimard, 1983 (1944), p. 61.

4. Les deux citations précédentes sont tirées de « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », dans *La Guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire du libéralisme économique* (Edward P. Thompson, Éditions de la Passion, 1998, p. 39).



marchandise « à la moitié du prix courant ».

LA GUERRE DES FARINES

La France n'est effectivement pas épargnée par la libéralisation. Turgot, contrôleur général des finances, va dès 1774 appliquer l'idée du « laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises ». Il supprime toutes les règles autour du commerce du grain. Louis XV y voit une manière de s'inscrire dans le courant des Lumières et de répondre favorablement, par cette solution « progressiste », aux critiques de droite comme de gauche. Mais les prix montent comme jamais. La population se lance dans ce que l'on nommera bientôt « la guerre des farines ». En deux mois, deux cents à trois cents conflits sont répertoriés. Vingt-cinq mille soldats sont mobilisés pour mettre fin à la sédition. Les émeutiers dénoncent les spéculateurs et les accapareurs. En effet, pendant que le peuple a faim, les marchands s'en donnent à cœur joie. À Vitry-le-François, ils « envahissent un marché et le vident de fond en comble, d'autres parcourent la campagne, achetant, stockant et provoquant la montée des prix »⁵.

En Angleterre comme en France, les politiques libérales sont un échec. « La culture populaire rejeta une théorie économique élitiste à cause de la question des subsistances », explique l'historienne Cynthia Bouton⁶. Et les arguments de l'antilibéral Gabriel Bonnot de Mably, en 1775, sonnent encore juste aujourd'hui : « Comment voulez-vous que le peuple se repaisse des belles espérances des économistes tandis qu'il a faim, et n'a d'argent que pour acheter la moitié du pain dont il a besoin ? ».

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE AU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Les économistes classiques ne préconisent pas seulement de libéraliser le marché des biens mais aussi celui du travail. Depuis le Moyen Âge, le travail est une activité très réglementée par les communautés de métiers (ou corporation) : que ce soit l'embauche (apprentissage, niveau des salaires) ou la production (normes, qualités). Toutefois, si on relève des aspects dignes d'intérêt, les corporations évoluent tout au long du Moyen Âge : « À l'origine, cette association avait un caractère de défense et d'entraide ; elle était imprégnée d'esprit chrétien, non pas au sens religieux, mais au sens politique de ce mot. Maîtres, compagnons et apprentis étaient socialement très près les uns des autres. [...] Mais à cet esprit d'entraide se substitua peu à peu l'esprit de monopole : la concurrence, de plus en plus sévère, incita les maîtres à se défendre contre l'intrusion de nouveaux confrères. La corporation, jadis ouverte, se ferma. Elle devint un instrument de défense d'une caste privilégiée, jalouse de prérogatives

qui lui étaient concédées par le roi, à la fois protecteur et protecteur du système corporatif ».

De fait, les maîtres, organisés en jurandes, jouissent d'un véritable pouvoir auprès du roi. Turgot perdra sa place de ministre non pas lors des révoltes populaires de la guerre des farines mais sous la pression des jurandes, lorsqu'il les supprima « pour libérer le travail ». Ces maîtres embauchent des compagnons qui ont créé leurs organisations de compagnonnage, quelque peu différentes de celles que l'on connaît aujourd'hui. Les relations entre maîtres d'un côté et compagnons et apprentis de l'autre sont parfois faites d'alliance, mais aussi de conflits. Ainsi, à Paris, les compagnons boulangers étaient réputés depuis le XVI^e siècle pour se mettre souvent en grève. Preuve en est le besoin des maîtres de réclamer au roi Henri III une ordonnance interdisant les arrêts de travail. Et, deux siècles plus tard, Louis XV, cette fois, doit éditer des lettres patentes défendant aux compagnons boulangers de porter des armes à feu, épées ou bâton. Il faut dire que lorsqu'ils mettaient « les patrons à l'index (...) ils se promenaient par la ville armée de dagues et de bâtons et molestaient patrons et non-grévistes »⁷ !

Habités à se faire entendre, les compagnons vont s'opposer à la libéralisation du marché du travail pour conserver le contrôle de l'embauche. De multiples conflits surgissent. Par exemple, à Sedan, où, en juillet 1750, un arrêt du Conseil royal du commerce autorise les patrons des grandes fabriques de drap à « doubler le nombre d'apprentis, à faire appel à la main-d'œuvre étrangère et ils seront libres de limoger à leur gré ». Les maîtres des manufactures n'ont de cesse de vouloir s'affranchir des règles corporatives trop contraignantes à leur goût. La réponse populaire ne se fait pas attendre. Un appel à la *cloque*, la grève selon la terminologie ardennaise, est lancé. Les draperies paralysées, les fabricants font ■■■

CLOQUE GÉNÉRALE

Le terme « grève », emprunté à la place du même nom à Paris, où les ouvriers patientaient pour être embauchés, n'est pas employé sous l'Ancien Régime, il ne le sera qu'à partir de la monarchie de Juillet. « On ne parlait, aux XVII^e et XVIII^e, que de « débauche », « mutinerie », « rébellion », « suspension », « désertion », « abandon », « complot », « cabale », « pause » (Languedoc), « cloque » (Sedan), « tric » (Lyon et environs), « bacchanale » (Paris et ailleurs). Plus souvent encore, on désignait l'action : « cabaler », « quitter », « abandonner », « sortir des ateliers », « cesser », « suspendre l'ouvrage », « mettre à bas l'ouvrage », « se soulever », « désertier » les ateliers ou les fabriques... » (La Rébellion française, p. 443)

5. Les deux citations précédentes sont tirées de *Le pain, le peuple et le roi. La bataille du libéralisme sous Louis XV* (Steven L. Kaplan, Perrin, 1986, p. 143).

6. « L'« économie morale » et la guerre des farines de 1775 », dans *La guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire du libéralisme économique*, Cynthia A. Bouton, Éditions de la Passion, 1998, p. 95.

7. Les deux citations précédentes sont tirées de *Luttes sociales et grèves sous l'Ancien Régime. Vie et mort des corporations* (Jean Jacques, Spartacus, 1970).

A LIRE

La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)

Cet ouvrage de Jean Nicolas est essentiel.

L'historien a relevé dans une multitude d'archives de villages les petits conflits, les heurts. Il en dresse ici un tableau. Vous ne saurez pas grand-chose sur la guerre des farines ou la révolte des Bonnets rouges, encore moins sur la vie de rois et des reines. Mais vous découvrirez que la vie sous l'Ancien Régime n'est pas un long fleuve tranquille. Bref le peuple s'exprime, s'impose, se révolte...

Jean Nicolas, Le Seuil, 2002

Le libéralisme s'est imposé en matant une multitude de résistances.

appel à la main-d'œuvre étrangère. Solution pratique mais ■■■ aussi idéologique, comme l'exprime un inspecteur de manufactures : « On remarque dans toutes sortes de professions et de métiers que les ouvriers qui vont travailler partout sont plus parfaits et plus habiles que ceux qui restent dans la ville... les premiers prennent les meilleurs façons... les autres ne quittent jamais la routine où ils ont été élevés... »⁸. Après quarante-cinq jours de *cloque*, vaincus, quatre cents compagnons rentrent tête baissée à l'usine, deux cents restent sur le carreau, remplacés par des étrangers. Et la troupe procède à des arrestations, tandis qu'une juridiction exceptionnelle prononce des condamnations allant jusqu'à l'exil. Le libéralisme a gagné une bataille.

De la même manière, à la fin du XVIII^e siècle, les patrons des fabriques souhaitent fixer le prix du travail à leur convenance, selon les fluctuations du marché, « fidèles en cela aux purs principes de l'économie libérale »⁹. Les politiques gouvernementales leur ont permis d'atteindre une toute-puissance. Grâce à la maîtrise de la production comme de la commercialisation, ces marchands fabricants enserrent les petits artisans, dictant leurs conditions d'achat et leur rémunération, loin des us de l'Ancien Régime où maîtres ouvriers et compagnons fixent un prix conventionnel, plus propice à un équilibre des rapports sociaux. Ainsi, en 1786, les chapeliers de Lyon désertèrent « les ateliers pour obtenir une augmentation de la journée et échapper aux salaires à la pièce ». Des milliers d'ouvriers de différents métiers se rassemblent devant le palais épiscopal et l'hôtel du prévôt des marchands. Le soir, ils sont plus de trois mille à se réunir, cette fois devant la prison, pour voir si des compagnons y sont enfermés. Pendant un temps, un accord d'augmentation salariale est trouvé auprès des magistrats de la ville. Mais comme les fabriques ne l'entendent pas de cette oreille, l'administration revient sur sa décision. Le retour de bâton se fait bientôt sentir. Deux ouvriers chapeliers seront même pendus. Avec l'appui de la main armée de l'État, le libéralisme gagne, à Lyon, une autre bataille à trois ans de la Révolution française.

À LA MARGE DES CORPORATIONS

Si le système des corporations est protecteur pour les ouvriers qui y travaillent, il laisse une quantité de pauvres sur la touche. Tout le monde ne peut pas devenir compagnon, faute d'argent, d'appuis ou d'apprentissage. Rappelons que, sous l'Ancien Régime, les familles paient une redevance à un maître pour que leur enfant soit apprenti. Nombre d'ouvriers clandestins ne peuvent par conséquent exercer un métier. Alors, ils s'affairent dans les recoins des villes, à l'abri des regards, souvent avec la complicité du voisinage. « L'encadrement réglementariste, là où il existait, était tempéré par des correctifs naturels, à savoir la fraude ou le travail illicite », explique Jean Nicolas. Ces « faux ouvriers », « sans qualité », se font donner la chasse par les organes professionnels qui emploient policiers et huissiers. La foule ne reste pas les bras croisés. Souvent, l'accueil se fait à coup de pierres. « Un homme « excite la populace » contre les chefs de la jurande, des « coquins », des « voleurs », bons à « assommer » ! », a relevé Jean Nicolas dans les archives¹⁰.

Tout le paradoxe est que Colbert, ministre de Louis XIV, s'appuiera sur ces « pauvres gens » pour casser les corporations. Il cherche à leur faire subir un véritable « contrepoids

ouvrier ». Dans cette alliance contre-nature, le ministre veut en réalité favoriser l'émergence des grandes fabriques, hostiles aux lois corporatives. Peu à peu, elles en arrivent à exercer de véritables monopoles sur certaines régions. Tout au long de la seconde partie du XVIII^e siècle, des conflits vont naître entre compagnons ouvriers et maîtres de grandes fabriques. Les compagnons accusent ces derniers de faire travailler des personnes qui n'ont pas le droit d'exercer le métier. Mais, comme à Nîmes, les maîtres s'appuient sur les ouvriers pour se légitimer, les ouvriers qui pensent « qu'il y a une injustice à les vouloir exclure de travailler ».

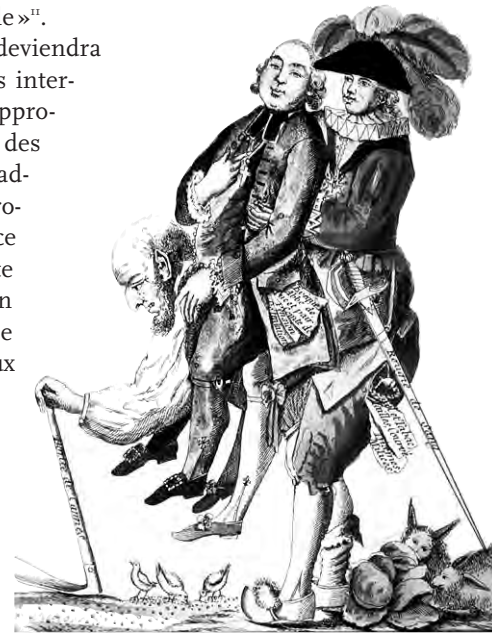
LES PROMESSES DE LA RÉVOLUTION

Ainsi, à la Révolution française, les promesses libérales sont bien évidemment soutenues par les riches fabricants, mais aussi par la majorité des sans-culottes. Las d'un système qui favorise la jurande, las de prix élevés, ils pensent que la libéralisation du commerce va faciliter la vie des classes populaires. De nombreuses mesures sont prises en ce sens : le décret sur la liberté du commerce du 29 août 1789, la loi martiale visant à interdire l'action directe populaire de régulation des prix, ou encore la trop célèbre loi Le Chapelier de 1791. Ce texte, en interdisant les corporations de métiers, prohibe aussi les rassemblements de paysans et d'ouvriers. Pendant près de cent ans, la loi servira à interdire les syndicats.

Jacques Hébert, dans *Le Père Duchesne* d'octobre 1791, admettra sa méprise. À l'évidence, les mesures libérales se confrontent aux faits : « J'espérais, foutre, qu'après l'abolition des droits d'entrée je pourrais tous les jours me foutre sur la conscience quelques bouteilles de plus, mais point, foutre ; au lieu de diminuer et d'être de meilleure qualité, il est aussi cher que par le passé et il nous empoisonne de même ». Les octrois, les droits de douane, les fermes et plein d'autres taxes avaient en effet été abolis depuis 1790. Dans son langage populaire, il s'explique : « Il y a quelques jours que j'eus une dispute de bougre avec mon cordonnier qui voulait augmenter le prix de mes souliers. Foutu Maury, lui dis-je, est ce que tu es devenu aristocrate ? - Maury toi-même, me répondit-il. Si ma marchandise augmente, ne faut-il pas que je fasse payer plus cher mon ouvrage ? - Comment, foutre, payer plus cher ma paire de souliers, lesquels devraient me coûter un quart de moins par la suppression de la régie des cuirs ? ». Et de comprendre que la fin des lois libérales a permis à une minorité de prendre en main le commerce : « J'ai depuis consulté d'autres détaillants et ils m'ont tous attesté que les bougres de maltôtiers se sont rendus maîtres de toutes les branches du commerce et qu'ils s'entendaient comme larrons en foire avec les ministres et les municipalités pour rançonner le pauvre peuple »¹¹.

Peu à peu, Hébert deviendra favorable aux mesures interventionnistes, se rapprochant des positions des Enragés – sans l'admettre – qui avaient proposé des décrets dans ce sens. L'échec de cette frange de la Révolution française va laisser le champ libre aux libéraux pour accélérer le processus d'installation de l'économie de marché tout au long du XIX^e siècle.

Gildas



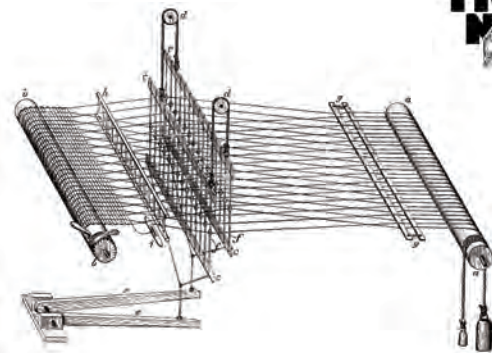
8. Les deux citations précédentes sont tirées de *La Rébellion française, mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)* [Jean Nicolas, Le Seuil, 2002].

9. *Ibidem*.

10. *Ibidem*.

11. « Les critiques du libéralisme économique dans "Le Père Duchesne" d'Hébert », dans *La guerre du blé au XVIII^e siècle* Valérie Bertrand, Éditions de la Passion, 1998, p. 95.

SOUS L'ANCIEN RÉGIME, ON CHERCHE DÉJÀ À METTRE EN PLACE DES MÉTHODES D'ORGANISATION DU TRAVAIL POUR QUE LES MANUFACTURES SOIENT PLUS RENTABLES, PAR EXEMPLE À LYON.



VAUCANSON OU LE PROTOTYPE DE L'INGÉNIEUR

Ce texte est extrait de « Vaucanson ou le prototype de l'ingénieur », publié au sein de l'ouvrage collectif **Les Luddites en France, résistance à l'industrialisation et à l'informatisation**, paru aux éditions L'Échappée (2010).

LYON, AOÛT 1744 : ce fut la plus grande grève de l'Ancien Régime. Deux jours de préparatifs, et tout le petit peuple de Lyon tient la ville – artisans, compagnons, apprentis, porte-faix, teinturiers – pour une semaine d'émeute, du 4 au 10 août 1744. Tous les corps de métiers du textile, emmenés par les hommes de la petite fabrique, sont dans la rue. « Taffetaiers et satinaires, réunis en longues bandes, annoncèrent l'intention d'attaquer les agents de l'administration et d'obtenir à main armée le redressement de leurs griefs. Teinturiers, charpentiers, fabricants de bas, porte-faix et gens de tous les corps de métiers, non seulement s'associèrent au mouvement des ouvriers en soie, mais encore firent des réclamations pour leur propre compte. Le 5 août, l'insurrection, composée de plus de quinze mille ouvriers, est maîtresse de la ville [...] »¹ La cause de ce soulèvement s'appelle Jacques Vaucanson. Poursuivi à coups de pierre par une population enragée², notamment par les maîtres-ouvriers des manufactures de soie, celui-ci ne doit la vie qu'à sa fuite express à Paris [...]. « « Je vous assure », écrit Pallu, l'intendant de Lyon, à Rouillé son beau-frère, « que M. de Vaucanson doit sa vie et sa sûreté à ce qu'il était logé dans ma maison », [...] « Je suis persuadé que [...] Vaucanson et Montessuy vivront longtemps avant de courir un aussi grand danger que celui qu'ils ont couru jeudi (6 août 1744) et c'est une espèce de merveille qu'ils eussent échappé » »³

Qu'a donc fait le mécanicien grenoblois pour mériter les pierres des ouvriers du textile lyonnais ? Il a *révolutionné leur vie*. Concepteur d'automates et de métiers à tisser mécaniques, Vaucanson est un « ingénieur » avant l'heure, pressé de rationaliser les méthodes d'organisation du travail des tisserands pour accroître les performances et les profits du secteur textile. C'est en technicien qu'il raisonne pour atteindre ces objectifs de rentabilité : règlements, restructuration, procédures menacent une organisation sociale et humaine primant encore l'économie. À l'aube de l'industrialisation, les ancêtres des luddites perçoivent le danger de l'expertise pour l'équilibre de leurs vies et refusent de se laisser déposséder de leurs savoir-faire par des forces hors de leur portée, sur lesquelles ils n'ont pas prise. [...]

Il installe son « atelier de recherche et développement » à Paris, et y fait poser des machines lyonnaises pour les étudier, et des tissus piémontais, pour les comparer aux soies françaises. Tout ceci est subventionné par l'État (huit mille livres). Il publie ses *Observations sur les règlements de 1737*, et rédige un rapport qui préfigure les méthodes industrielles [...]. Il recommande de doter le royaume d'une véritable industrie de la soie, avec des centres de production dans le Dauphiné, en Provence, Languedoc et Vivarais. Il estime l'investissement à six cent mille livres et imagine un montage

financier digne des sociétés d'économie mixte.

« Un technicien appointé par le gouvernement (Vaucanson), un industriel (Montessuy), établissent les plans et le bilan d'exploitation d'une vaste entreprise destinée à l'amélioration de l'industrie de la soie en France. Les sommes destinées à la création des usines sont fournies par un emprunt couvert par la profession et remboursées par un droit sur la fabrication du produit. Une compagnie capitaliste est créée avec cinq administrateurs, un PDG, un commissaire du gouvernement. Les bénéficiaires une fois assurés, le paiement et le remboursement de l'emprunt obligatoire seront répartis après l'accord du gouvernement. »⁴

Vaucanson rédige un nouveau règlement, en lien avec les maîtres-fabricants, mais tient les maîtres-ouvriers hors du coup. On négocie déjà comme aujourd'hui, *entre gens d'accord*. [...] Les droits perçus devaient financer la construction des nouvelles fabriques royales. Leur rétablissement, ainsi que l'interdiction aux maîtres-ouvriers à leur compte d'employer plus de deux métiers à tisser chez eux, favorisait une féodalité économique et empêchait l'ascension sociale.

Quand Vaucanson vient à Lyon exposer son règlement, il en distribue mille cinq cents exemplaires. Les maîtres-ouvriers le lisent, et la poudrière explose. Le calme ne revient qu'après la promesse de rétablir le règlement de 1737⁵. Il faut dire que le pire est à craindre : « Le compagnonnage avait à Lyon, à la fin du XVIII^e siècle, de multiples adhérents habiles à se soustraire aux termes communautaires d'une ordonnance. Ils ne se contentaient point de troubler les échevins, ils entretenaient des relations avec leurs camarades des autres villes ».⁶

Le pouvoir promet de revenir en arrière, et joue la montre. On casse le 10 août 1744 l'édit de Vaucanson. Le peuple se calme un peu. Les forces de l'ordre, à pied et à cheval, arrivent à Lyon en décembre. Le 25 février 1745 le roi promulgue un nouvel arrêt, qui casse à son tour l'arrêt du 10 août. L'édit de Vaucanson est rétabli. Pour éviter une nouvelle émeute, le vicomte de Lautrec interdit le 8 mars 1745 les rassemblements de plus de quatre personnes dans les cafés, cabarets, bars et jeux publics⁷. Une dizaine d'hommes seront condamnés aux galères à vie ou « à temps », un condamné à mort. Une fois ceux-là sacrifiés, le roi accorde une amnistie générale. [...]

Cette émeute laissera une empreinte durable dans la cité lyonnaise, et des animosités qui courront tout le long du XVIII^e et du XIX^e siècle jusqu'aux révoltes des canuts. « Des maîtres-ouvriers de Lyon en 1744 qui, bien avant les luddites, avaient compris que la mécanisation, alors embryonnaire, visait à les remplacer et à priver leur savoir-faire de toute valeur sociale. »⁸

Olivier Serre

1. *Histoire de la ville de Lyon*, C. Brégot de Lut et A. Pericaud, 1847, p. 817.

2. *Vaucanson à Grenoble en 1744. Documents historiques pour servir à l'histoire de la ville de Lyon au XVIII^e siècle*, Pierre-Marie Gonon, Lyon, 1844.

3. *Jacques Vaucanson Mécanicien de génie*, André Doyon et Lucien Liaigre, PUF, 1966, édité avec le concours des Amis de l'université de Grenoble, p. 205.

4. *Jacques Vaucanson, mécanicien de génie*, op. cit., p. 85.

5. Règlement plus favorable aux maîtres-ouvriers.

6. *Travailleurs et métiers lyonnais*, Justin Godart, Laffite Reprint, Marseille, 1979, p. 56.

7. Les vieilles recettes marchand toujours face aux ignorants, la mairie de Grenoble fera de même en juin 2006 face à l'opposition aux néotechnologies qui essayait de contrecarrer l'inauguration de Minattec.

8. Alain Gras in *Fragilité de la puissance*, Fayard, 2003, p. 152.

L'ANCIENNE UNION SOVIÉTIQUE, QUI AVAIT MIS À TERRE L'ALLEMAGNE D'HITLER, EST EN PROIE AU DÉMON FASCISTE... AUJOURD'HUI, DES GROUPES NÉONAZIS SONT ACTIFS DANS LA PLUPART DES GRANDES VILLES DE RUSSIE. LE RÉSULTAT : DES AGRESSIONS ET DES MEURTRES DE MILITANTS, DE JOURNALISTES ET D'ÉTRANGERS.

La Russie fasciste

1. De nombreux déplacements de population eurent lieu sous Staline. En janvier 1944, par peur des révoltes dans la république de Tchétchénie, le gouvernement de l'URSS décide de procéder à des expulsions massives vers d'autres républiques soviétiques.

AU LENDEMAIN DE LA CHUTE du bloc soviétique, en 1991, le capitalisme sauvage s'introduit en Russie. Eltsine, alors au pouvoir, signe la fin des conditions minimales d'existence que l'URSS, même en décomposition, assurait encore. Avec la nouvelle donne, la médecine et les logements pour tous disparaissent. Et le système social qui permettait à tous de subvenir aux besoins alimentaires aussi. L'école gratuite du primaire au supérieur, qui faisait jadis la fierté de l'Union, tombe à son tour en décrépitude. Le pays entre dans une paupérisation quasiment généralisée, seule une poignée de nouveaux riches tire son épingle du jeu. Les mouvements de jeunesse, autrefois très présents, sont laissés à l'abandon, laissant place à des phénomènes de bande.

La même période voit la fin de l'unité des États de l'ex-URSS. Voulant faire ressurgir le passé des nations (dont on avait fait table rase), on fait remonter de vieux démons. En 1994, la première guerre de Tchétchénie est déclenchée par Eltsine, avec des enjeux économiques en toile de fond. Les questions de nationalité deviennent alors source d'affrontements. L'unité d'antan vole en éclats.

Le 31 décembre 1999, comme un mauvais cadeau de Noël, l'illustre inconnu Vladimir Poutine se présente lui-même à la télévision comme le nouveau chef de l'État. La démission surprise d'Eltsine est vite oubliée, car le nouveau Président montre très vite sa volonté de restaurer un État autoritaire, sans pour autant rétablir un quelconque État social. Il s'empare de la télévision et de la presse et les transforme en armes de propagande.

À l'instar d'autres chefs d'État, Poutine déclare la guerre au terrorisme. « Nous irons butter les terroristes jusque dans les chiottes », déclare-t-il devant les caméras en parlant des séparatistes tchétchènes. Les ennemis sont désignés : les populations du Caucase, qui constituent les principales populations d'origine étrangère en Russie. À la télévision et dans la presse à scandale, les insultes telles que *churki*, *hachti* ou *cul noir* deviennent monnaie courante. Les discussions s'im-

prègnent de racisme dans bon nombre de milieux.

La vague d'indignation contre « les immigrés clandestins » commence, malgré le fait que le gros des populations du Sud vit sur le territoire russe depuis longtemps. En 1944, Staline fut responsable du déplacement de plus de six cent mille habitants des régions caucasiennes¹. L'autre tour de passe-passe est de nier la dépendance réelle de ces États alors que, pendant plus de quarante ans, les pays du Caucase ont été dépendants de Moscou, alors centre de l'empire soviétique.

La seconde guerre de Tchétchénie éclate en 1999, et est cette fois déclenchée par Poutine. D'étranges « attentats terroristes » ont alors lieu. Des immeubles sont plastiqués et s'écroulent dans les villes de Bouïnaksk, Moscou et Volgondsk. Tout de suite attribuées aux séparatistes tchétchènes, ces explosions font des centaines de morts et sèment confusion et panique dans la population russe. Peu de chance d'y voir clair dans cette histoire car, entre-temps, l'État a resserré son étai : la presse est maintenant aux ordres. Anna Politkovskaïa, journaliste qui travaillait entre autres sur ces manipulations d'État, est assassinée le 7 octobre 2006, jour de l'anniversaire de Vladimir Poutine.

SKINHEADS, FASCISTES ET HOOLIGANS

Ignorance et pauvreté étant un terreau fertile pour le fasciste, c'est en pleine décomposition de l'URSS, vers 1994, que l'on entend vraiment parler des fascistes dans les rues de Moscou. Dans la stupéfaction générale, ils se font connaître à travers de nombreux fait de violence sur des étrangers, à l'époque relayés par la presse. Ce sont alors des skinheads très identifiables : crâne rasé, bombers, bottes, etc. Au bout de quelques temps, ils commencent à subir la répression policière.

Le nazisme est quasiment un non-sens politique en Russie, pays qui a perdu plus de 20 millions de vies lors de la Seconde Guerre mondiale. Poutine s'émeut publiquement de certains actes à la veille d'une commémoration de l'Holocauste et renforce les peines pour meurtre à caractère raciste. En 2005, le Président lance un mouvement construit de toutes pièces, Nashi (« les nôtres »), qui s'autoproclame antifasciste. Mais, en réalité, on pourrait le qualifier de « Jeunesses poutiniennes ». Nashi a lancé quelques rassemblements « antiracistes » bon enfant mais, la plupart du temps, les jeunes recrutés sont envoyés sur des actions de dénigrement des opposants politiques du Kremlin, et parfois entachées de xénophobie ou de racisme.

Les mouvements fascistes s'adaptent, sans vraiment changer de nature. Dans la rue, les hooligans prennent le relais des skinheads. L'écrasante majorité des hooligans est ultranationaliste. C'est comme si les anciens skinheads avaient adopté un style *casual* (« décontracté » : jeans, tee-shirt, baskets). Ce nouvel uniforme leur permet d'agir sans être immédiatement repérés, étant donné que c'est celui de la plupart des supporters de football. Lors des procès pour fait de violence ou assassinat, les juges favorisent les condamnations pour hooliganisme plutôt que pour crime raciste. De cette façon, les hooligans s'en sortent généralement avec des peines beaucoup plus légères.

A VOIR



Le Système Poutine

Complots, trahisons, corruption... un magnifique travail de documentation et d'analyse sur la mise en place d'un système autoritaire. Jean-Michel Carré. Grain de sable. 2007.





Dès les années 1990, les premiers partis ouvertement nazis font leur apparition. Unité nationale russe (RNE) est l'un d'eux, il comptera jusqu'à cent mille membres actifs. L'organisation revendiquait le passé slave, mais s'inspirait directement du national-socialisme hitlérien. Des querelles internes et la répression provoqueront sa dislocation dans les années 2000. Slavyanski Soyouz (SS, « Union slave ») est le frère jumeau du RNE, créé en 1999 dans le but d'entraîner ses militants au combat de rue. Malgré son implication assumée dans des dizaines de crimes racistes, il faudra attendre 2010 pour qu'il soit interdit. Quelques mois plus tard, il s'est déjà recréé à travers Slavyanskaya Sila (« Force slave »). Le Mouvement contre une immigration illégale (DPNI) fait quasiment le lien entre le pouvoir et les nationalistes de la rue. Il ne s'attaque officiellement pas aux immigrés, seulement aux immigrés clandestins. Les fondamentalistes orthodoxes sont aussi dans la ronde et, malgré les contradictions entre ces mouvements, ils sont souvent solidaires et se retrouvent sur des actions communes. Le pouvoir autorise d'immenses défilés appelés « marches russes ». Ces manifestations, qui ont souvent lieu le 4 novembre, jour de fête nationale, rassemblent souvent plusieurs milliers de nationalistes.

AGRESSIONS ET ASSASSINATS

Les groupes hooligans et skinheads mènent régulièrement des attaques, qui visent principalement les populations issues des ex-républiques de l'Union soviétique. Notamment celles qui viennent du Caucase ou d'ex-pays du bloc soviétique : Tchétchénie, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, ou encore Kirghizstan. Ce sont parfois des pays victimes des invectives du Président. On compte aussi des victimes parmi les nouveaux et nouvelles migrant-e-s venu-e-s d'Asie : Corée, Chine et Vietnam. Les étudiant-e-s noir-e-s font aussi partie des cibles privilégiées. Par peur, les premier-e-s n'osent généralement pas sortir seul-e-s. Des centaines de faits de violence sont recensés officiellement chaque année, ainsi que des dizaines de morts. Pour la seule année 2008, les agressions ont fait 120 mort-e-s et 368 blessé-e-s. Une nouvelle agression a lieu presque chaque semaine.

Parmi les victimes des agressions, on trouve aussi des punks, des fans de reggae, de rap et, plus généralement, tous ceux et celles qui ont le tort de ne pas s'habiller de façon conformiste. La résistance contre le fascisme s'est peu à peu organisée au niveau des mouvements anticapitaliste, anarchiste et écologique. C'est une nécessité : l'ensemble des mouvements contestataires étant en permanence soumis aux pressions des nervis fascistes. Le moindre événement un tant soit peu politique est le cadre d'affrontements. Même les événements clandestins nécessitent de faire preuve de prudence.

Les concerts de punk, de hardcore ou de ska sont systématiquement attaqués par des hooligans ou des skinheads. Ces scènes underground se sont donc radicalisées et renforcent aujourd'hui le camp des antifascistes. Le mouvement RASH (*Red and Anarchist Skinhead*) apparaît en Russie en 2004². Répondre aux agressions et protéger les concerts et évé-

LA BATAILLE DE KHMINKI

ENTRETIEN AVEC JULIA GOUSIVA, militante moscovite, engagée pour la libération des « otages de Khimki », Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov.

Peux-tu nous parler des travaux qui ont lieu à Khimki, dans la banlieue nord de Moscou ?

Des accords ont été passés de longue date entre la compagnie Vinci [Note : Vinci est une entreprise française] et les autorités russes. En 2006, ces dernières ont signé avec le PDG de Vinci un protocole de coopération, qui contenait entre autres le projet d'autoroute à péage Moscou - Saint-Pétersbourg. La décision définitive et la commande datent de 2008. [...] Cette décision s'est prise contre l'avis négatif de la commission environnementale, laquelle favorisait d'autres projets. Celui-ci fait un lacet de huit kilomètres à travers la forêt [...]

Quelle a été la réaction des habitant-e-s ?

Dès que l'information a été publiée, plusieurs associations ont été montées par les habitants de Khimki, qui ont ensuite été aidés par des écologistes et antifascistes de Moscou. [...] Puis un campement écologiste s'est tenu sur les lieux mêmes de la coupe afin d'empêcher la déforestation. Ce campement n'a duré que quelques jours car, le 23 juillet, il a été entouré par une quarantaine de personnes cagoulées qui avaient des insignes fascistes sur leurs tee-shirts. Elles n'ont battu personne mais ont menacé et intimidé les gens du campement. [...] Ensuite la police a évacué le campement...

Les militant-e-s antifascistes de Moscou ont réagi à l'évacuation du campement...

Leur réaction a été plutôt violente. Le soir du 29 juillet, quelques centaines

d'antifascistes se sont dirigés vers la mairie de Khimki, qui a fait l'objet de bris de vitres et de quelques graffitis. Elle était vide. La police n'a pas pu intervenir sur le moment. [...] La population a soutenu l'action, mais de façon toujours assez passive. Par exemple, dans un sondage fait par la radio L'Écho de Moscou, il est dit que 80 % des habitants de Khimki ont approuvé l'action contre la mairie.

Et ensuite...

La réponse des autorités a été rapide et agressive. Le lendemain de l'action, deux porte-parole du mouvement antifasciste, Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov, ont été arrêtés. La plupart des lois ont été violées lors de ces arrestations (visites aux domiciles sans mandat, etc.). Ils ont été accusés de vandalisme et d'avoir été les organisateurs de la manifestation. Ils nient toute implication. [...] On les a évidemment arrêtés pour leurs activités militantes. Ils ont organisé plusieurs manifestations et participé à beaucoup d'autres. Ils sont connus des journalistes.

La répression en est-elle restée là ?

Bien sûr que non ! En fait, tous les militants, surtout les antifascistes, qui ont attiré l'attention du Centre anti-extrémiste ne sont pas en sécurité. Plusieurs arrestations en masse ont eu lieu, notamment de ceux qui ont assisté à des concerts de soutien. Les interrogatoires portaient sur l'action contre la mairie de Khimki. On compte plusieurs cas de torture.

Propos recueillis par Cyrille en septembre 2010.

Le site international pour la libération des militants antifascistes Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov : <http://khimkibattle.org>



MANIFESTATION DE
UNITÉ NATIONALE
RUSSE

A LIRE

ANTIFASCISTES EN RUSSIE



Cette brochure co-éditée par No Pasaran et Barricata est sortie en 2006, à l'occasion d'une tournée de soutien aux antifascistes russes avec un groupe de hardcore moscovite. Elle propose un panorama de l'extrême droite, et laisse la parole à la scène antifasciste. Voir aussi le site Antifas russes : <http://antifasrusses.samizdat.net>

2. Se revendiquer du mouvement skinhead n'est pas si paradoxal qu'il y paraît. Cela s'explique par la revendication d'une culture populaire combative et d'une scène punk hardcore underground grandissante. Rappelons que le mouvement skinhead est un mouvement issu des mods anglais des années 1960, qui étaient apolitiques et amateurs de reggae.

■■■ nements contestataires sont les principales actions des antifascistes. La surveillance exercée par les fascistes est telle que se rendre à un concert peut parfois relever d'un véritable engagement.

Au cours de l'été 2007, à Irkoutsk, des néo-nazis armés de couteaux attaquent un campement de protestation écologiste contre la construction d'un centre international d'enrichissement d'uranium. Les affrontements se soldent par la mort de Ilya Borodaenko. Le jour de sa mort est depuis devenu une date de mobilisation pour les antifascistes russes.

Les attaques des néo-nazis sont de plus en plus ciblées. Le 19 janvier 2009, Stas Markelov, proche d'Anna Politkovskaïa et avocat engagé dans la défense de la cause tchétchène, est tué d'une balle dans la tête en plein centre de Moscou. C'était aussi l'avocat principal des militants antifascistes et anarchistes. Anastasia Baburova, journaliste et libertaire, est elle aussi abattue alors qu'elle tente de s'interposer. C'est loin d'être le premier assassinat politique mais, face aux meurtres et à l'impunité qui les accompagne, le Comité du 19 janvier se crée. Il organise une manifestation antifasciste un an plus tard. Mille deux cents personnes défilent dans les rues de Moscou, du jamais vu dans un pays où les manifestations d'opposition n'ont quasiment jamais lieu, d'une part à cause de l'apathie générale et aussi par peur de la répression.

En novembre 2009, Ivan Khutorskoy, l'un des créateurs du RASH à Moscou, est à son tour abattu de deux balles dans la tête dans la cage d'escalier de son immeuble. Ce jour-là, le coup porté par les fascistes est très dur. Ils éliminent celui qui organisait le service d'ordre des concerts et des événements antifascistes. En représailles, une centaine d'antifascistes saccagent les bureaux de Jeune Russie (étudiants nationalistes) à coups de pierres et de panneaux de signalisation. L'État, qui continue à tolérer les manifestations et les concerts ouvertement racistes, mène depuis quelques années une véri-

table chasse aux antifascistes. En Russie, il existe une police classique très corrompue et abhorrée par la population. La situation diffère selon les villes, la police restant parfois passive par rapport aux agressions, mais poursuivant aussi parfois activement les nationalistes. Mais la police a en général plus d'affinités avec les nationalistes, avec lesquels elle collabore pour réprimer les opposants (comme par exemple à Khimki.)

En 2008, une partie des services spéciaux de la police se fond dans le Centre anti-extrémiste. La notion d'extrémiste est tellement vague que tous les opposants au pouvoir se retrouvent dans cette catégorie. Réputé pour battre les militant-e-s et les torturer pour extorquer des renseignements, le Centre anti-extrémiste s'attaque officiellement de manière indifférenciée aux fascistes et aux antifascistes. En réalité, il a récemment mené une véritable chasse contre les militants antifascistes.

En Russie, toute action contestataire publique expose ses auteur-e-s à des peines de prison fermes, parfois de plusieurs années. Une simple action est mûrement préparée. Elle doit être rapide et ne se fait jamais à visage découvert. Un simple rassemblement public antifasciste se solde parfois par la filature, l'arrestation et l'interrogatoire des participant-e-s. Mais les militant-e-s russes ne manquent ni de courage ni d'imagination. Ils et elles ont fait du 4 novembre, fête nationale, la journée de la Russie contre le fascisme. Avec ce type d'action, les militant-e-s cherchent à reprendre du terrain et à trouver un soutien au sein de la population. Le mouvement antifascistes est pluriel multiforme. Ainsi leurs implications dans divers mouvements sociaux, écologistes, les rendent populaires. Les antifascistes reprennent même à divers endroits du terrain, mais l'essentiel reste à faire.

Cyrille et Diana



BRESIL

MANIF DEVANT L'AMBASSADE

«**NOUS SOMMES** convaincus que la victoire des travailleurs et des jeunes Français à l'heure actuelle renforce la lutte de tous les travailleurs dans le monde entier contre les tentatives de faire payer la crise impérialiste internationale par les travailleurs et les secteurs exploités et opprimés. Nous ne paierons pas l'orgie de la spéculation internationale.» C'est par ces mots que la centrale syndicale et populaire Conlutas a revendiqué son action. Suite à une manifestation pour les libertés syndicales dans le pays dirigé par Lula – encore à l'époque -, deux cents personnes ont exprimé leur solidarité devant l'ambassade de France.

ROUMANIE

MANIFESTATION CONTRE L'AUSTERITE

À PEINE ENTRÉE dans l'Europe, la Roumanie en adopte les bonnes habitudes. Parmi les mesures d'austérité, le gouvernement prévoit la baisse de 25% en moyenne des salaires des fonctionnaires. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées contre ce projet.

BELGIQUE

LA SOLIDARITÉ EN ACTE

SI LA SOLIDARITÉ internationale s'exprime souvent de manière symbolique, la réaction des ouvriers des raffineries belges fut un acte concret. En effet, alors que les réserves de carburant s'épuisaient en France, Total Belgium Feluy a augmenté les chargements – trente camions par jour, soit mille cinq cents mètres cubes – vers son voisin francophone. Chacun peut se souvenir de *Germinal*, d'Émile Zola, quand des ouvriers belges viennent remplacer les mineurs en grève. Là, ça s'est passé autrement, les syndicalistes ont menacé de se mettre en grève contre cette augmentation de production pour casser la grève. Une menace mise à exécution dans deux raffineries. Ah, si l'Europe de la grève générale pouvait remplacer l'Europe du tout libéral!

GRÈCE

BLOCAGE D'UN CARREFOUR

LA GRÈCE a inauguré à grand fracas les mesures de rigueur devant se mettre au pas des décisions européennes. Début novembre, une centaine d'anarchistes ont décidé de s'attaquer aux intérêts français à Athènes. Ainsi, ils ont bloqué pendant deux heures un magasin Carrefour, distribuant des tracts sur le mouvement social en France. La cible se voulait un écho aux grévistes français qui ont cherché à bloquer l'économie. Des banderoles ont été déployées avec l'inscription : «Grève, blocage, sabotage. Résistance partout!» ou «Solidarité avec celles et ceux qui se révoltent en France». À Patras, ville plus modeste, une trentaine d'anar-

chistes ont occupé le consulat de France : «L'État français et l'État grec, comme parties inséparables de la domination mondiale, réalisent une attaque sans précédent sur des millions de prolétaires, en cherchant la soumission totale de la société et la création d'un nouveau totalitarisme. En tant qu'anarchistes, nous contribuerons grandement à renverser globalement les conceptions dominantes et en appelant à la résistance à tous leurs programmes économiques et politiques, en se basant sur l'auto-organisation et la solidarité entre toutes les personnes qui se battent». Anarchistes de tous les pays...



PORTUGAL

VIVE LE SOCIALISME !

LE PORTUGAL a un gouvernement qui se déclare socialiste. Cela ne l'empêche pas de connaître la même politique d'austérité que les pays de droite : cinq milliards d'économies sont prévus pour réduire le déficit public. Socialiste ou pas, il s'agit de faire payer les salarié-e-s : baisse de 10% des salaires dans le public, coupes dans les aides sociales, hausse de l'impôt direct qu'est la TVA... Cent mille fonctionnaires ont répondu en descendant dans la rue. Et, fin novembre, une grève générale a eu lieu, une première depuis 1988!

ANGLETERRE

« TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE, GREVE GENERALE »

AUX YEUX DU MONDE ENTIER, la France serait un pays décrédibilisé par ses grèves archaïques : il n'y aurait qu'en France « que ça se passe comme ça » ! Sauf qu'ailleurs, rien ne nous dit que les gens ne nous envient pas... Même *Le Figaro* concédait cette possibilité dans un article consacré au pseudo point de vue de l'étranger... «Je suis de Barcelone. De manière générale, on pense que la société française est bien plus courageuse que la société catalane car elle défend avant tout ses droits.»

Du coup, lors d'une manifestation étudiante très réussie, à Londres, comme un clin d'œil au mouvement pour les retraites, des slogans en français ont été lancés : «Tous ensemble, tous ensemble, grève générale». Protestant contre la hausse des frais universitaires, ils ont brûlé des pancartes, affronté des policiers et brisé des vitres du siège du Parti conservateur, actuellement au pouvoir. Ils ont occupé le hall d'accueil du rez-de-chaussée pendant que d'autres gagnaient le toit de l'immeuble. À l'image de Sarkozy, qui avait promis de ne pas toucher à l'âge de la retraite, le ministre du budget, Vince Cable, avait promis



durant sa campagne de supprimer les frais d'inscription à l'université – allant même jusqu'à signer un contrat pour prouver son engagement –, pour finalement les doubler! Au pays où un fonctionnaire sur douze est menacé de licenciement, le personnel de la BBC a lui aussi entamé un mouvement de grève pour protester contre la réforme de son régime de retraite : «Le personnel devra cotiser davantage et travailler plus longtemps pour des retraites plus basses». Au niveau national, l'apathie des syndicats britanniques ferait prendre les nôtres pour des révolutionnaires. Ils ont en effet appelé à manifester contre les coupes budgétaires... en mars 2011.

entretien HAFED BENOTMAN, ÉCRIVAIN SANS PAPIERS, CO-FONDATEUR DE L'ENVOLEE EN 2001, A PASSÉ DIX-SEPT ANS DERRIÈRE LES BARREAUX. LES ROUAGES DE L'INSTITUTION JUDICIAIRE, CEUX DE L'INSTITUTION PÉNITENTIAIRE, LE QUOTIDIEN DES PRISONNIER-E-S, LEUR ISOLEMENT, MAIS AUSSI LEURS LUTTES ET LEURS SOLIDARITÉS, IL LES CONNAÎT BIEN.

LE DROIT DE S'ÉVADER

Propos recueillis par **Anita & Rimso** et mis en forme par **Albertine**

Cet entretien est tiré d'une émission en libre écoute sur le site d'Offensive, à la rubrique « Radio ».

Les peines se rallongent et se multiplient. Peux-tu nous en parler ?
Hafed Benotman : La magistrature est aux ordres du politique, on a affaire à une classe aristocratique. On le voit bien avec les petits néo-nazis qui sont passés récemment au parquet d'Évry¹ pour des fusillades dans la rue avec un très gros arsenal (pistolet-mitrailleur, armes de poing, etc.). N'importe quel petit droit commun possédant un tel outillage aurait été inculpé d'association de malfaiteurs et aurait écopé d'une peine de prison d'au moins dix ans. Ces néo-nazis ont quand même dit qu'ils voulaient éradiquer les Noirs et les Arabes des quartiers, faire le coup de feu sur les kebabs, etc. La magistrature a considéré que c'étaient de jeunes garçons un peu fofofous qui faisaient leurs premières actions politiques. On retombe dans les histoires du SAC (Service d'action civique) ou d'Occident, dont certains sont au gouvernement aujourd'hui. Les peines requises à l'encontre des jeunes néo-nazis vont de huit cents euros d'amende à trois ans de réclusion. Pour être clair, je ne souhaite la prison à personne puisque je me bats contre l'enfermement en général. Quand je dis enfermement, c'est autant celui ou celle qui est dans une cellule de prison que celui ou celle qui est dans un carton à la rue, SDF, qui est aussi un ou une prisonnier-e. Le petit peuple, ce que les Romains appelaient la plèbe, n'est plus solvable. À une époque, la personne qui commettait ce qu'on appelle un petit délit – ne pas payer le métro ou le train, par exemple – risquait une peine de prison au bout de dix délits. La justice ne peut plus lui coller d'amendes, alors elle le condamne à la prison, ce qui l'appauvrit davantage et lui fait perdre des acquis sociaux. La personne qui touche le RSA (résidu sans avenir, c'est ça ?) le perd. Si elle fait quinze jours de prison et que ça tombe au moment où elle doit payer le loyer de sa chambre de bonne, son propriétaire sera ravi de

la mettre dehors. Elle sera radiée des listes de l'ANPE. Elle ne peut pas payer une amende pour une condamnation : l'État se rembourse en l'éradiquant du circuit social. C'est comme si la personne payait une amende mais, en plus, elle fait de la prison. Si on trouvait des alternatives au carcéral et que les petites peines – celui qui fume un joint, celui qui est un peu bourré

prison. Un prisonnier problématique, pour l'Administration pénitentiaire, ce n'est pas quelqu'un de dangereux pour l'individu, mais quelqu'un de dangereux pour le système. Quelqu'un de dangereux, c'est quelqu'un qui a la capacité ou le courage de s'évader. Je rappelle les mots d'un directeur de prison qui a déclaré publiquement lors du procès des sept prisonniers qui se

« La plus grande violence, en prison, c'est la soumission quasi générale de tout le monde, ceux qui marchent tête baissée... »

au volant, etc. – n'allaient plus en prison, cela permettrait de faire baisser les longues peines. Je donne un exemple, je ne suis évidemment pas pour... Si un type qui doit prendre perpète prend vingt ans, celui qui risquait vingt ans en prendra dix, celui qui risquait dix ans en prendra cinq, celui qui risquait cinq en prendra deux, et celui qui en risquait deux n'ira pas. Le combat contre les longues peines est un nouveau combat contre la peine de mort, puisqu'il est clair que si la guillotine a été abolie, c'est seulement la guillotine qui l'a été, et non la peine de mort – on nous a fait cadeau des peines de perpétuité réelle.

L'Administration pénitentiaire effectue des tests par rapport aux quartiers d'isolement et aux statuts spéciaux, destinés à enfermer ceux qui dérangent...

On peut dire qu'un quartier d'isolement est un QHS² ambulatoire, cela veut dire que l'on transfère des gens problématiques pour l'Administration pénitentiaire de quartier d'isolement en quartier d'isolement en attendant la construction d'une saloperie, les maisons centrales à effectifs réduits, qui sont des QHS. En attendant la construction de ces maisons, on ne peut pas garder les prisonniers « problématiques » dans la même

sont évadés de la centrale de Clairvaux, sur lesquels les surveillants ont ouvert le feu, tuant l'otage : « Il vaut mieux dix suicidés qu'un évadé ». Ce sont les évadés qui ont casqué pour ce mort. C'est la même chose lorsque la balle perdue d'un flic touche une victime dans une fusillade sur un hold-up... On dit que le flic n'aurait pas tiré s'il n'y avait pas eu de hold-up : ce sont les autres qui sont responsables. En Irak, en Afghanistan, en Afrique, en Amérique latine, on appelle ça des dommages collatéraux. Quand les maisons à effectifs réduits seront construites, admettons qu'il y ait cinquante prisonniers par bâtiment, ils seront encadrés par cent cinquante matons, c'est-à-dire qu'il y aura trois matons pour un prisonnier. Les prisonniers se verront cinq par cinq et seront choisis pour ne pas avoir d'affinités. On va mettre ce que TF1 appelle un *serial killer* ; ce que M6 appelle un terroriste intégriste ; un voyou basique qui veut s'évader comme Canal+ aime bien en montrer ; un psychopathe ; etc. Les cinq prisonniers n'auront jamais assez d'affinités pour tenter un mouvement collectif, ne serait-ce qu'une pétition, une revendication, ou une évasion. Ce laboratoire est en préparation en ce moment même à la centrale d'Arles, où cinquante détenus dits « problématiques » ont été transférés³.

1. Le 15 mars 2010, quatorze personnes comparaissaient devant le tribunal correctionnel pour organisation et participation à un groupe de combat (Nomad 88, groupuscule armé d'inspiration néo-nazie) et importation, acquisition et détention sans autorisation d'armes ou de munitions.

2. Le 26 mai 1975, un décret institutionnalise les QHS (quartiers de haute sécurité), où les prisonniers qui résistent ou tentent de s'évader sont enfermés. Abolies par la circulaire Badinter du 26 février 1982, les QHS sont remplacés par les QI (quartiers d'isolement), qui ont la même fonction.

3. « En ce moment même », c'est-à-dire en avril 2010.

Dans les nouvelles prisons, vantées comme modernes, plus confortables, plus humaines, etc., il semble qu'il y ait plus de problèmes que dans les vieilles prisons.

Un prisonnier a dit: «Il n'y a même pas de cafards dans ma cellule». Cela veut dire que, dans sa cellule, il n'y a rien de vivant. Dans les prisons modernes, les prisonniers n'ont même plus le rapport à la vermine. Le taux de suicide y est énorme et c'est très médicalisé. On n'a même plus le rapport au gardien de prison, celui qu'on déteste, celui qu'on peut taquiner ou celui avec qui on peut faire un peu d'humour noir. Les gens pètent les plombs là-dedans parce que tout est automatisé. Une vieille prison, ce sont de vieux murs, un sol meuble... On peut creuser un tunnel, desceller des pierres... On peut donc peut-être s'évader.

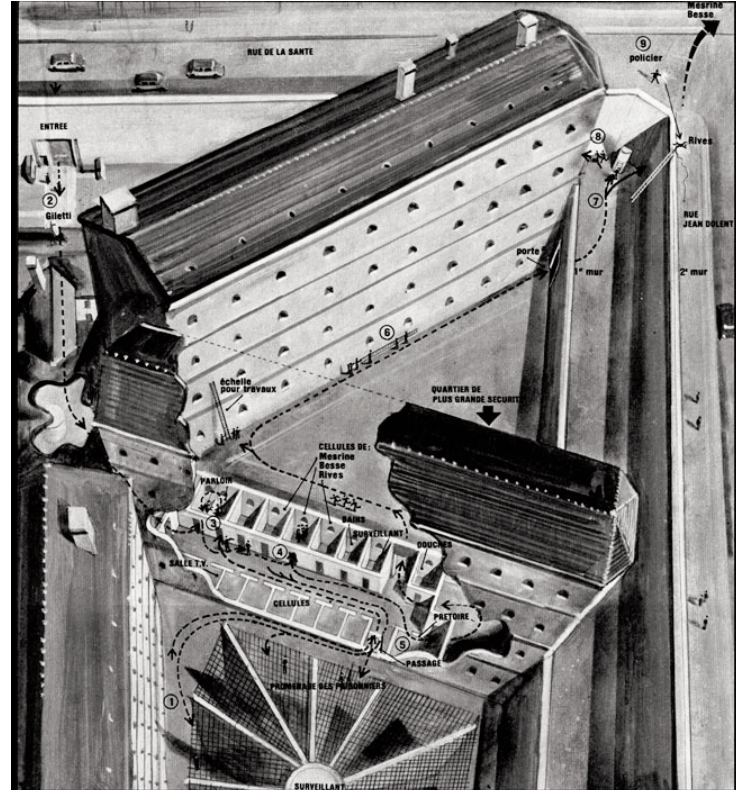
Fais-tu une différence entre prisonnier-e-s politiques et prisonnier-e-s de droit commun ?

Vieux dilemme! L'expression «prisonniers sociaux» a été créée par les prisonniers d'Action directe, je crois, qui considéraient la masse des autres prisonniers comme des prisonniers sociaux. Je ne fais pas de différence entre les prisonniers politiques et les prisonniers de droit commun... Ils ont à mon sens le même statut, celui de l'humain enfermé. Si on rentre dans le clivage prisonniers politiques/prisonniers de droit commun, ça veut dire que les prisonniers d'extrême droite, nazis, fascistes, sont aussi des prisonniers politiques. C'est commencer à réfléchir en se disant qu'il y a des prisonniers qu'on peut défendre et des prisonniers qu'on ne peut pas défendre. Je suis très emmerdé par rapport à ça! Je considère que toute personne enfermée est forcément un prisonnier politique. Un homme qui viole et tue un enfant..., on ne peut pas dire que c'est un prisonnier politique. Mais sa médiatisation et la création de la figure du monstre, l'utilisation qu'en fait le pouvoir pour apeurer les foules, font que le monstre devient un argument politique. Avec le temps, il finit par être, sans le vouloir, sans même en avoir conscience, un prisonnier politique. Ce que je dis risque de choquer des gens à l'intérieur des prisons. Le rapport aux prisonniers politiques est un peu faussé. À une époque, le statut de prisonnier politique a eu de l'importance...

notamment pendant la guerre d'Algérie. Les Algériens du FLN, etc., quand ils étaient incarcérés à Fresnes ou ailleurs, se sont battus pour le statut de prisonnier de guerre et de prisonnier politique. C'est pour ça que je fais une différence entre les mots «détenu» et «prisonnier». Le mot «prisonnier» a une espèce d'aura qui renvoie aux prisonniers de guerre et aux prisonniers politiques. Le détenu est de la merde pour l'opinion publique. Il faut faire très attention... Les personnes incarcérées sont toutes et tous des prisonniers et prisonnières politiques, pour une raison très simple... Les jeunes qui font les émeutes dans les banlieues n'ont pas un discours. Ils n'ont pas la dialectique. Ils ne savent pas qui sont Marx et Mao. Grosso modo, ils pensent que le Che est une comédie musicale. Ils savent qui est un prophète⁴, mais ils

n'ont pas la mémoire carcérale ou la mémoire des luttes. Quand ils se révoltent dans ce qu'on appelle les banlieues, les quartiers dits «difficiles» ou «sensibles» – on les dit d'ailleurs sensibles parce que ces jeunes réagissent par rapport à l'émotion qu'ils ressentent face à la merde dans laquelle ils vivent –, et qu'ils arrivent en prison, ce sont des prisonniers politiques, pas des casseurs qui ont brûlé la voiture de leur voisin. Beaucoup de «droit commun» conscientisés considèrent que l'expression «prisonniers sociaux» est une insulte, alors pourquoi faire ce clivage? C'est une terrible erreur, parce que ça crée un statut et une hiérarchie au sein des prisons alors que l'on essaye de toutes nos forces de casser la hiérarchie des délits, à savoir: le braqueur est un brave mec, l'assassin un type sur lequel on peut compter, le voleur quelqu'un qu'il faut éradiquer. Si on veut casser la hiérarchie des délits, il faut commencer par casser cette petite hiérarchie entre prisonniers. Les prisonniers politiques luttent, je pense, pour le peuple. Et bien, le peuple est en prison! Ce sont tous des prisonniers politiques. Ou les prisonniers politiques se trompent... ou ce sont des nationalistes qui veulent l'indépendance ou une autonomie pour construire des prisons, avoir leur police et leur armée. Si c'est le cas, je pense qu'ils sont dans l'erreur.

Les parcours des prisonnier-e-s sont très différents. Comment des solidarités et des luttes peuvent-elles se mettre en place?



LE PLAN DE LA FUTTE
 1. Mesrine et ses complices, Besses et Rives, sont conduits chacun à leur tour en promenade. 2. M^e Gilletti, l'avocate, est conduite au parloir et demande à voir Mesrine. 3. Mesrine est conduit au parloir. Besse, puis Rives, regagnent, à leur demande, leur cellule. 4. Mesrine sort du parloir armé. Avec Besses et Rives, il neutralise les gardiens. Les trois hommes enfilent des tenues de surveillants. 5. Les gangsters maltraitent les gardiens dans le prétoire et sortent dans la cour de promenade de la 1^{re} Division. 6. Ils prennent en otages deux surveillants, le chef des travaux et plusieurs détenus, et les contraignent à transporter l'échelle. Truands et otages franchissent le premier mur par une porte non verrouillée. 7. Mesrine désarme la sentinelle de la quatri^{ème} de surveillance. 8. Deux surveillants s'échappent et donnent l'alerte. 9. Après avoir escaladé le mur, Mesrine et Besse s'enfuient. Rives est tué par un gardien de la paix.

La prison ultraviolente, la prison où on se viole les uns les autres dans les douches, est un mythe... En dix-sept ans de prison, pas une main au cul, pas un clin d'œil, pas une tentative de séduction... Rien! Il faut casser le mythe de l'ultraviolence à l'intérieur des prisons. La plus grande violence, c'est la soumission quasi générale de tout le monde, ceux qui marchent tête baissée, qui sont dans la gestion de leur peine, qui se disent: «Si je suis calme, au lieu de faire trois mois, je ne vais en faire qu'un et demi». L'ultraviolence entre détenus est du domaine du fait divers. S'il y a cent viols dehors, il y en aura un à l'intérieur. C'est logique, c'est une communauté humaine! C'est une idée fautive de parler de la prison comme d'un lieu où les gens ne sont pas solidaires, où ils ne se parlent pas. Prenons un exemple architectural et géographique: Fresnes, 2^e division nord. Des DPS⁵ au rez-de-chaussée; des Basques et ce qu'on appelle entre guillemets des islamistes au premier étage; des Corses au deuxième et troisième étages; et des gens qui ne se laissent pas faire dans quelques cellules dispersées. L'Administration pénitentiaire gère la 2^e division nord en foutant la paix aux prisonniers. Ceux qui sont dans ce bâtiment-là ne font pas de prosélytisme vu qu'ils sont coupés des autres prisonniers. Il n'y a pas de clivage puisque l'Administration pénitentiaire isole. La solidarité à l'intérieur existe, mais l'Administration pénitentiaire s'arrange très vite pour la casser.

PLAN DE L'ÉVASION DE
 MESSRINE, BESSES ET
 RIVES
 SOURCE

4. Référence au film **Un prophète**, de Jacques Audiard, qui a suscité des critiques, notamment sur la représentation de la violence, qui est uniquement centrée sur la violence entre détenus, faisant l'impasse sur la violence du système carcéral.
 5. DPS: détenu particu-



A ceux qui se croient libres

Ce recueil de lettres et de témoignages retrace une vie passée principalement derrière des barreaux.

Thierry Chatbi
1955-2006
Propos recueillis
par Nadia
Menenger
éditeur

■■■ Pour revenir à ton expérience en taule, notamment sur les luttes possibles en cassant le clivage entre les « politiques » et les « droits communs ».

Qu'as-tu pu voir d'intéressant de la part des Basques ou d'autres ?

Déjà, j'aime beaucoup les Basques parce qu'ils ont marqué une très grosse frontière, claire, nette et précise avec l'Administration pénitentiaire. Les Basques ne parlent pas aux surveillants en dehors de la routine carcérale. Ils ont marqué une frontière que d'autres prisonniers n'ont pas forcément marquée. Je ne parle pas de copinage avec les surveillants, mais d'une forme de manipulation des surveillants. Un exemple tout bête : quand j'étais à Fresnes, où il y a normalement trois douches par semaine, j'en prenais une tous les jours. Je disais au surveillant : « Je vais à la douche. » « Oui, Benotman, pas de problème ! » Il m'envoyait à la douche et je disais : « T'ouvres telle cellule, telle cellule et telle cellule ! » Pareil quand un pote demandait une douche. On se faisait des parloirs dans les douches. C'est un système de manipulation très réglé, car l'administration pénitentiaire dit : « Donnez-leur ce qu'ils veulent, sinon ils vous nous emmerder. » Les prisonniers basques ne sont jamais rentrés dans la manipulation avec le personnel. Ils pourraient... Ils ont les épaules pour le faire, ils ont un certain statut, et l'Administration pénitentiaire les craint. Parce que les Basques bloquent les mitards. Parce que, quand il y en a un qui va au mitard, ils vont tous au mitard. Ce qui fait que le petit droit commun qui fait une connerie n'ira pas au mitard, il n'y a plus de place. Les prisonniers basques ont cette force et cette solidarité. Par contre, ils sont forclos... c'est-à-dire qu'il est très rare que les prisonniers basques soient à l'origine d'un mouvement collectif qui concerne toute la prison. Il y a aussi le problème de la langue et le fait qu'ils sont souvent en maison d'arrêt. Je rappelle que Idoia Lopez Riano, prisonnière politique basque, a passé quasiment sept ans dans une maison d'arrêt. L'Administration pénitentiaire les fait beaucoup tourner dans les centrales. Je pense à Xistor, qui est à Lannemezan. Quand ils veulent isoler un prisonnier basque sans pouvoir le faire au niveau administratif, genre le mettre dans le quartier d'isolement d'une centrale une fois qu'il est condamné, ils le foutent dans une prison où il est seul. Je pense à Peio, qui s'est retrouvé seul à Melun. C'est une manière vicieuse

d'isoler les prisonniers. Il ne pouvait même pas se plaindre vu qu'il n'était pas en quartier d'isolement.

Peux-tu nous parler du rapport à la sexualité à l'intérieur des prisons ?

Comment se fait-il qu'un homme ou une femme incarcéré-e ne puisse pas avoir de relations sexuelles ? La réinsertion, comme l'appelle l'Administration pénitentiaire, doit être affective avant d'être sociale. Il ne faut pas briser les liens familiaux et autres. Les unités de visite familiale (UVF) sont de petits appartements de type studio à l'intérieur des prisons, il y en a quatre ou cinq en France. Cela permet aux familles de passer vingt-quatre ou quarante-huit heures à l'intérieur de la prison. Ça a un coût... Le prisonnier qui reçoit sa famille doit avoir au moins cent ou deux cents euros pour payer la bouffe, l'entretien, etc. Les plus pauvres n'en ont donc pas les moyens. On ne trouve pas d'UVF dans les maisons d'arrêt, seulement dans les centrales, pour les longues peines, qui vont de cinq ans de réclusion criminelle à la perpétuité. Quand on part en cour d'assises, on passe d'abord trois, quatre, cinq ans en maison d'arrêt, car si au bout de deux ou trois ans on est condamné à une grosse peine, on fait appel. Un an ou deux ans plus tard, on repart en procès et on est souvent condamné à la même chose, voire pire. Au bout de cinq ans, on se retrouve dans une maison centrale et on a le droit à « une UVF ». Des sociologues qui méritent le nom de sociologues, comme Anne-Marie Marchetti, qui a écrit *Perpétuité. Le temps infini des longues peines*, ont montré que la majorité des couples se brisent dans la première et la deuxième année, en maison d'arrêt,



quand on est prévenu, que l'on n'est pas encore jugé. Quand vous arrivez en maison centrale au bout de cinq ans et que vous avez droit à une UVF, il n'y a plus personne pour venir vous voir. Les UVF participent aux liens familiaux entre un homme et son épouse. On appelle ça UVF pour ne pas dire parloirs sexuels. Les UVF dans les maisons centrales, c'est une fumisterie ! Quand on est en maison centrale et qu'on a vingt, trente ans ou perpète à faire, le conjoint a la plupart du temps démissionné. Ou le prisonnier lui a dit : « J'ai pris une peine tellement énorme... Je ne vais pas t'enfermer dans mon histoire. Vis ta vie. » Les UVF devraient être là dès le départ, dans les maisons d'arrêt, pour maintenir les liens familiaux. Comment se fait-il que, dans les prisons françaises, il n'y ait pas de relations amoureuses ? Ce n'est pas qu'une histoire de cul, c'est toucher l'autre, le prendre dans ses bras, passer une nuit avec... La relation à la tendresse et à l'affectif. Pourquoi les lois, l'État, les gouvernements estiment que les relations sexuelles sont interdites dans les maisons d'arrêt ? Les parloirs y durent trois quarts d'heure, on ne peut pas avoir de rapport sexuel. Il faut que la personne en face soit disponible, que le prisonnier ait envie à ce moment-là... C'est pas la vache qu'on mène au taureau. Les gardiens et gardiennes passent devant les parloirs, c'est humiliant. Les seules fois où les rapports sexuels se font à la sauvette et que l'homme et la femme passent outre l'humiliation du flagrant délit, c'est quand ils veulent avoir un enfant. En général, ce sont des échanges d'embrassades, des roulages de pelle et des atouchements manuels, sans plus. La prison interdit les rapports sexuels parce qu'il y a des addictions à la pharmacopée, au shit, qui rentre en prison par petites quantités. Un directeur l'a dit publiquement : « Je laisse rentrer un peu de shit dans ma prison, ça pacifie et ça calme les esprits. » La troisième addiction, c'est la masturbation. Vous connaissez les boules de caoutchouc déstressantes, c'est un peu le chapelet du religieux ! Je pense sincèrement que, dans les prisons, les parties génitales sont du même ordre, c'est-à-dire que beaucoup passent leur temps la main dans la culotte à se tripoter les testicules et le pénis. Un prisonnier qui se masturbe trois, quatre, dix fois par jour – la masturbation et l'ennui sont des choses qui vont ensemble – aura les

jambes tellement flageolantes qu'il ne montera pas sur les toits faire des émeutes. Un homme ou une femme qui a des rapports sexuels assez constants, c'est quelqu'un qui prend et donne de l'énergie, quelqu'un qui devient sain au niveau corporel, qui réfléchit, qui pense à ses conditions et qui se révolte. J'ai vu des prisonniers qui marchaient comme des fantômes parce que, la journée et la nuit, ils se masturbaient dix fois. Ces types étaient éteints. L'Administration pénitentiaire, à travers la télévision et le câble, a vraiment encouragé la pornographie. Un type qui regarde un film de cul à minuit sur Canal va zapper à deux heures et voir un autre film de cul. À quatre heures, il va zapper sur une autre chaîne et il va tomber sur un autre. Il peut s'en taper trois ou quatre dans la nuit. Dans les maisons centrales, on les cantine. On peut avoir les DVD qu'on veut. Les types, quand ils ne dorment pas et qu'ils ne sont pas aux ateliers, passent leur temps avec ce déstressant qui s'appelle la sexualité. C'est pour ça qu'on ne met pas d'UVF dans les maisons d'arrêt. Quelqu'un d'un peu âgé, qui a une mémoire sexuelle, peut se repasser son premier amour, son deuxième amour, son troisième amour... toutes les relations sexuelles qu'il a eues à l'extérieur. Il a la mémoire assez chargée. Mais la mémoire de fantasmes d'un jeune de dix-huit ou vingt ans s'épuise très vite, alors il la comble avec la pornographie. Des prisonniers qui ne sont pas incarcérés pour des délits ou crimes sexuels deviennent des malades sexuels. Beaucoup de mecs, en sortant, ont une sexualité brutale. Certains ne touchent pas leur compagne, leur épouse, tellement les fantasmes qu'ils ont dans la tête sont violents. La prison fabrique des criminels sexuels par la masturbation et l'interdiction de rapports sexuels avec les conjoints.

Que t'inspire la question de l'abolition de la prison ?

Aujourd'hui, si on parle d'abolition de la prison, tous les boucliers vont se lever. On ne peut pas en parler, mais on peut la prévoir, sur cinquante, cent, deux cents ans. Il est plus intelligent de ne pas parler de l'abolition de la prison mais d'avoir un discours qui conduit à l'abolition de la prison. Si quelqu'un arrive dans une émission de télé et dit qu'il est abolitionniste, il va se retrouver confronté à des arguments massues qu'il ne pourra pas discuter : « Mais, Monsieur, si on tue toute votre famille, qu'est-ce qu'on fait du criminel



? » Avant celle de l'abolition, il faut poser la question de la déconstruction de la prison. Les politologues, les sociologues, etc., sont d'accord pour dire que, dans une prison où il y aurait cent prisonniers, quatre-vingts n'ont rien à y faire (les sans-papiers, les malades, les vieillards, les femmes enceintes, les mères de famille). Si, sur ces cent prisonniers, quatre-vingts sont sortis de la prison avec des alternatives (si l'on pouvait réfléchir à des alternatives autres que le bracelet électronique ou le contrôle judiciaire, mais partons sur cette fiction !), il en reste vingt à l'intérieur. Au lieu d'avoir neuf mètres carrés, ils pourraient avoir quatre-vingts mètres carrés. Au lieu d'un psychiatre, un-e assistant-e social-e pour cent, il y en aurait un-e pour vingt. À partir de là, on pourrait peut-être faire un vrai travail humain pour savoir en quoi ils sont le plus dangereux pour la société. Il faut faire la différence entre ceux qui sont dangereux pour l'individu et ceux qui sont dangereux pour l'État, le pouvoir, la société. L'opinion publique est prête à entendre que l'on fasse des différences par rapport à la dangerosité. Prenons l'exemple de ce convoyeur qui est parti avec son fourgon blindé et 11 millions d'euros, qui a eu un capital de sympathie énorme, au point que le pouvoir a demandé aux médias de le mettre tous les jours en première page – c'est un appel à la délation, une chasse à l'homme. Il est très dangereux, car il donne l'exemple aux autres convoyeurs. Ils ont commencé à dire que ce convoyeur était serbe, qu'il s'était passé des choses étranges en Serbie, que cet homme faisait peut-être partie de la mafia serbe, proche de la Russie. Ils ont commencé à le salir parce que l'État considérait qu'il était dix fois plus dangereux qu'un homme qui aurait violé et tué un enfant. Prenons l'exemple de Treiber, qui est mort innocent, qui n'a pas été condamné, qui était présumé coupable. Il fait deux ou trois ans de maison

d'arrêt et il s'évade. Pourquoi ? Parce que l'Administration pénitentiaire estime qu'il peut travailler dans les ateliers. Il se met dans un carton et sort avec un camion. Évasion à la sportive, respectable, parce que tout homme qui s'évade a droit au respect, quel que soit son délit. Quand on analyse cette évasion, on s'aperçoit que l'Administration pénitentiaire accepte que ce type, qui est accusé d'avoir tué deux personnes, travaille dans les ateliers, devant la porte de sortie. Alors qu'on l'interdit à n'importe quel petit braqueur de banques, qui n'est pas accusé d'avoir tué qui que ce soit. Ce Treiber, accusé d'avoir tué deux femmes, n'était considéré comme dangereux ni par l'Administration pénitentiaire ni par l'État, puisqu'ils l'ont laissé accéder à un endroit d'où il a pu s'évader. La personne la plus dangereuse pour l'Administration pénitentiaire, le ministère de la Justice et le gouvernement, c'est celle qui peut s'évader, s'attaquer aux biens, pas celle qui s'attaque aux vies humaines. Dans le schéma de déconstruction de la prison, les personnes qui s'attaquent aux biens seront les premières à l'extérieur, puisqu'elles ne s'attaquent qu'aux biens. Si les personnes qui tuent sont vingt dans une prison, que les cellules sont de petits appartements et que ce soit ouvert un maximum, on commence à déconstruire la prison et on peut faire un autre pas vers notre but : l'abolition. Mais ce serait une erreur politique de poser l'abolition aujourd'hui. Je veux bien parler d'abolition si on a des réponses à des questions comme : « Mais si on tue et on viole ton enfant ? » Si on a une réponse à donner à la personne blessée ou à l'enfoiré politique qui se servirait de ça pour nous contrer, on peut parler d'abolition. Mais je n'ai pas encore de réponse, les amis autour de moi, ceux de *L'Envolée* et d'autres, en prison ou pas, n'en n'ont pas non plus, mais on pose des réflexions pour arriver à trouver des réponses. ■

SORTIR DU SUPERMARCHÉ

S'ORGANISER FACE À LA GRANDE DISTRIBUTION

LA GRANDE DISTRIBUTION EST DEVENUE INCONTOURNABLE. POURTANT, FACE À LA RÉSIGNATION DU PLUS GRAND NOMBRE, DES INITIATIVES NAISSENT, ÇÀ ET LÀ. MAIS COMMENT SORTIR DU SUPERMARCHÉ LORSQUE LA MAJEURE PARTIE DES COMMERCÉS DE PROXIMITÉ A DISPARU ?

GROUPEMENT D'ACHATS INNOVANT, l'idée du réseau Sortir du supermarché est née en 2004 d'une poignée de militantes et militants anti-OGM aveyronnais-es. Très vite, pour eux, le lien s'est fait entre cette nourriture totalement dénaturée que l'on nous impose à longueur de linéaires et le couple infernal industrie agroalimentaire - grande distribution qui s'est immiscé entre le paysan, celui qui produit, fabrique ou transforme... et le consommateur. L'objectif des initiateurs : se réapproprier le *pouvoir* que leur donne leur consommation¹, permettre à toutes et à tous de se procurer l'ensemble des produits de consommation courante dont ils ont besoin, à prix rémunérateur pour le producteur et raisonnable pour le consommateur. En un mot : donner du sens à leur consommation. Pour eux, Sortir du Supermarché est avant tout « une démarche politique, un outil d'émancipation face au carcan dans lequel la mondialisation libérale nous enferme ».

À peine l'idée lancée, le premier groupement réunit une quinzaine de personnes. Une charte est rédigée, jetant les bases du projet commun autour de trois axes principaux : les choix idéologiques personnels, les critères éthiques et les engagements personnels et collectifs².

Il s'agit pour ses concepteurs de « s'approvisionner le plus possible localement pour diminuer la pollution causée par les transports ; directement, pour combattre la grande distribution qui anéantit les petites structures ; en choisissant une production la plus écologique possible pour refuser de cautionner les industries chimiques ».

« Nous voulons pouvoir accéder aux produits de notre choix, manger « propre » à des prix abordables pour tous, privilégier une relation directe producteur/consommateur, favoriser les échanges de proximité et la consommation locale ». Forts du constat que « l'exigence de rentabilité maximale à court terme et la logique des prix toujours plus bas [à la production] exercent une pression constante sur les conditions de nos vies, les salaires, l'emploi et l'environnement », les membres de Sortir du supermarché refusent tout mode de consommation conduisant à l'anéantissement des producteurs-trices et de leurs salarié-e-s.

Sortir du supermarché a dans un premier temps listé les besoins des un-e-s et des autres. Partant de cet inventaire hétérogène, chacune et chacun s'est mis en quête de

« SORTIR DU SUPERMARCHÉ » EST AVANT TOUT UNE DEMARCHE POLITIQUE

fournisseurs locaux aptes à répondre aux exigences rigoureuses énoncées dans la charte.

Les commandes sont passées plusieurs fois dans l'année aux fournisseurs sélectionnés d'un commun accord. La liste des produits qui sont proposés sur le bon de commande est elle aussi arrêtée collectivement. « C'est un moment privilégié d'échanges nous permettant de réfléchir sur nos différentes façons de consommer. Chacun y puise des réflexions, des enseignements lui permettant d'évoluer, de remettre en cause certaines de ses pratiques et d'en voir les limites », explique Annie Nayrolles, co-fondatrice du réseau.

La bio ne faisait pas partie du cahier des charges initial mais, très vite, labellisée ou non, elle s'est imposée comme une évidence « pour respecter l'environnement et combattre les multinationales qui nous empoisonnent ».

La démarche s'inscrit résolument dans une approche que ne renieraient pas les adeptes de la décroissance. « Depuis que j'ai rejoint le mouvement, je me rends compte que je peux me passer d'une foule de choses que j'achetais avant. Je ne me prive pas. Je n'en ai, tout simplement, plus besoin. C'est un vrai plaisir que de se libérer de la publicité et des pièges du marketing... », commente Moune, une jeune mère de famille ex-pousseuse de Caddie repentie. « Pour une famille de quatre personnes, il faut compter un

1. Et si c'était ça le véritable pouvoir d'achat ?

2. Cette charte est accessible et téléchargeable sur le site du réseau Sortir du supermarché 12 (<http://sortirdusupermarche12.free-h.net/>).

3. Voir émission sur les ondes d'Ici et Maintenant, disponible à l'écoute sur Internet (<http://rimsave.com>)

4. Voir le site <http://www.la-vie-enchantiee.coop>





Installation de Vladimir Cruells, 2004 (www.lesaleboulot.com)

budget moyen de soixante-deux euros par semaine. Vin compris. Avec du passage à la maison... Et on ne se prive pas ! La démarche est accessible à tous. Une amie qui élève seule ses deux enfants avec à peine mille euros par mois nous a rejoints récemment. Depuis, elle consomme mieux et dépense moins», tient-elle encore à souligner³. L'expérience ne se limite pas à l'alimentaire. «Ce que l'on fait pour la nourriture, on peut le faire pour tout le reste. Il suffit de retrouver le sens commun», explique encore la jeune femme.

Une journée d'information a été organisée le 2 février 2008 à Rodez. Il ne s'agissait pas de recruter pour étoffer le groupe existant, mais tout au contraire de susciter des vocations de création de nouveaux groupes locaux autonomes. À la surprise générale, plus de six cents personnes sont venues partager cet immense moment de convivialité champêtre. Le soir même, plusieurs groupes locaux étaient spontanément créés. Quelques mois plus tard, Sortir du supermarché est devenu un réseau comptant près d'une trentaine de groupes sur le seul département de l'Aveyron. Et déjà, dans d'autres régions, des projets sont en cours de constitution.

Tout est décentralisé. Chaque groupe qui se constitue bénéficie de l'expérience des premiers mais est rigoureusement autonome. Il n'y a pas de hiérarchie, pas de leadership, pas de postes à prendre, et donc pas de querelles de pouvoir.

Il ne suffit pas de rejoindre le projet mais de s'y impliquer et de le faire vivre. Ceux qui viendraient en consommateurs passifs ne resteraient pas bien longtemps.

Le modèle n'a certes pas que des avantages. Les distributions ne se font en général qu'une à deux fois par trimestre et mieux vaut donc ne rien avoir oublié lorsque l'on passe sa commande !

Mais l'expérience n'en est qu'à ses balbutiements et rien n'empêche d'imaginer qu'elle puisse déboucher sur la création de points de distribution permanents, sous forme de coopératives ou autres formules à inventer, à l'instar des groupements d'achat avec service d'épicerie (GASE) bretons⁴. Sortir du supermarché cherche à se libérer de la schizophrénie de ce citoyen-consommateur qui défile le mardi contre les délocalisations, la précarité et la remise en cause des droits sociaux, mais qui pousse docilement son Caddie dans les linéaires de sa perte... Sortir du supermarché est un premier pas pour dépasser les slogans et jeter les fondations de cet autre monde que nous tardons tant à construire...

Christian Jacquiau économiste (www.christian-jacquiau.fr)

Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

SYLLEPSE «DES LIVRES POUR ALLER PLUS LOIN QUE L'IMPOSSIBLE»

Force est de constater que nombre de titres des éditions Syllepse sont une référence incontournable pour quiconque s'est frotté aux luttes sociales en cours. Outil essentiel pour l'émancipation de notre classe sociale, les éditions Syllepse ne sont pas pour autant une machine de guerre huilée et hiérarchisée, obéissant à une idéologie unique. C'est en mai 1989 qu'a été posée la première pierre de l'édifice avec **Le Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises**. La Révolution française envisagée sous un autre jour n'a pas intéressé beaucoup d'éditeurs et nombreux sont ceux qui ont refusé de tenter le pari. Pari qui a été relevé par un petit groupe de personnes soucieuses de trouver « une édition qui favorise une expression critique tout en étant, à sa façon,



partie prenante de celle-ci». Éditeurs de fait, l'aventure a été poursuivie, sans vraiment l'avoir prémédité. Les éditions Syllepse arborent aujourd'hui un catalogue impressionnant : plus de quatre cents ouvrages et pas moins d'une trentaine de collections toutes aussi diversifiées. Encore plus impressionnant lorsque l'on sait que la structure de Syllepse ne se compose que d'un collectif d'une quinzaine de personnes, groupées en association loi 1901. Loin de l'auto-satisfecit, chez Syllepse on est quand même content-e-s de voir que la démocratisation des idées n'est pas une chimère, elle est demandée, et évidemment nécessaire. «La désacralisation de l'édition passe d'abord par l'audace de l'écriture, plus particulièrement de ce que nous appelons des auteurs collectifs, c'est-à-dire les mouvements, associations ou syndicats qui produisent des idées destinées à être publiées et débattues». Une particularité de Syllepse : nombre d'ouvrages émanent d'organisations, d'auteur-e-s dissimulé-e-s derrière un collectif investi dans le « mouvement social » comme Acrimed, Espaces Marx, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, entre autres. Bien que se revendiquant alter-éditeur, Syllepse ne se situe pas pour autant uniquement dans la critique tendance altermondialiste : Attac y côtoie Sud-PTT ou l'institut d'histoire sociale de la CGT. En effet, le but avoué est de ne pas être dogmatique, orthodoxe, homogène : «Une syllepse est une figure de style qui privilégie le sens plutôt que la règle grammaticale». On trouve chez Syllepse **La Rébellion indigène du Mexique** de Carlos Montemayor (dans la collection «Coyoacán»), **L'Ennemi principal** de Christine Delphy («Nouvelles questions féministes»), **Changer le monde sans prendre le pouvoir** de John Holloway («Utopie critique»), **Fascisme et grand capital** de Daniel Guérin («Mauvais temps»), **EPR. L'impasse nucléaire** de Frédéric Marillier («Arguments et mouvements»), **La Commune des Palmiers** de Benjamin Péret («Les Archipels du surréalisme»)... Le catalogue est tellement foisonnant qu'il ne peut que témoigner de la vivacité de cette littérature critique que l'époque actuelle rend nécessaire.

Syllepse 69, rue des Rigoles 75020 Paris
www.syllepse.net | 01 44 62 08 89 | edition@syllepse.net |

NOUVEAUTÉS



Zo d'Axa
(présenté par
Bernard Langlois)
Le Passager
clandestin
76 p.

VOUS N'ÊTES QUE DES POIRES !

CE PETIT LIVRE reproduit cinq articles du pamphlétaire libertaire Zo d'Axa (1864-1930), de son vrai nom Alphonse Gallaud de la Pérouse, écrits en 1898 et tirés de son journal, *La Feuille*. À l'occasion d'une campagne électorale, l'anarchiste y présenta un âne baptisé Nul et, l'absentéisme aidant, déclara l'animal vainqueur afin de démontrer le ridicule du suffrage dit « universel ». « Additionnez les bulletins blancs et comptez les bulletins nuls, écrit-il, ajoutez-y les abstentions, voix et silences qui normalement se réunissent pour signifier ou le dégoût ou le mépris, un peu de statistique s'il vous plaît, et vous constaterez facilement que, dans toutes les circonscriptions, le monsieur proclamé frauduleusement député n'a pas le quart des suffrages. » Mis en appétit, mais restant sur sa faim, le lecteur se reportera à l'anthologie de la revue *Plein chant* : « Zo d'Axa l'Endehors » (2006).



Os Cangaceiros
auto-édition, 382 p.

OS CANGACEIROS

JANVIER 85 - JUIN 87

OS CANGACEIROS était un groupe autonome, inspiré par les idées situationnistes, qui est resté célèbre pour ses actions radicales contre le système carcéral à la fin des années 1980. Mais cette réédition des trois numéros de la revue qu'il publia à l'époque nous rappelle que le groupe eut bien d'autres mérites : informer sur les luttes sociales en cours partout à travers le monde (y compris en allant sur place pour en rencontrer les acteurs), réfléchir et agir sur les révoltes qui éclataient dans les banlieues en France et ailleurs, amorcer une critique de la « domestication informatique » à l'époque où les ordinateurs commençaient à peine à s'imposer chez les jeunes ou dans les entreprises. Bien des articles écrits il y a vingt-cinq ans restent aujourd'hui valables, d'une lucidité étonnante, essentiels pour comprendre notre présent.



Émile Pouget
(présenté
par Miguel Chueca)
Agone
« Mémoires sociales »
304 p.

L'ACTION DIRECTE ET AUTRES ÉCRITS SYNDICALISTES (1903-1910)

CET OUVRAGE RÉUNIT pour la première fois les quatre brochures syndicalistes d'Émile Pouget (1860-1931), alors secrétaire adjoint de la CGT : « Les bases du syndicalisme », « Le syndicat », « Le parti du Travail » et « L'action directe ». Elles synthétisent l'essentiel des conceptions du syndicalisme révolutionnaire, le syndicat étant considéré comme le groupe « apte à mener à bien l'œuvre d'expropriation capitaliste et de réorganisation sociale que les socialistes, illusionnés de confiance en l'État, escomptent de la prise de possession du pouvoir politique ». Elles sont suivies de trois articles consacrés à la campagne pour la journée de huit heures lancée en 1904. La préface propose une riche présentation biographique de Pouget et s'interroge sur le possible renouveau des méthodes de lutte et des objectifs popularisés lors du « moment révolutionnaire » du syndicalisme français.



François Cerutti
Avant-propos de
Mohammed Harbi,
Spartacus,
162 p.

D'ALGER À MAI 1968, MES ANNÉES DE RÉVOLUTION

FRANÇOIS CERUTTI est né à Alger en 1941 dans une famille pied-noir. Porté par le mouvement d'opposition à la guerre d'Algérie, il croit que la fin du colonialisme intègre un plus large mouvement d'émancipation sociale. Après l'indépendance, il participe à Alger aux expériences des entreprises autogérées bientôt étouffées par les nouveaux dirigeants. Rentré en France après le coup d'État de 1965, Cerutti est « accueilli » par l'institution militaire. Il passera deux ans en prison. Installé ensuite à Paris, il participe aux événements révolutionnaires de Mai 1968, et tout particulièrement à l'expérience des Comités d'action travailleurs-étudiants. Puis, fatigué de Marx et surtout de ses épigones, Cerutti s'installe à la campagne. François Cerutti raconte son vécu dans un style vivant, haut en couleur, foisonnant d'anecdotes, fidèle à la tradition orale du Grand Sud qui est la sienne. Son livre est un témoignage captivant sur une décennie de révoltes, une époque où les individus prétendent être les sujets de leur propre histoire.



Marc Perelman
Infolio
464 p.

L'ÈRE DES STADES

GENÈSE ET STRUCTURE D'UN ESPACE HISTORIQUE

VOICI UN OUVRAGE ÉRUDIT sur un fait social totalitaire et barbare : le stade, qui entre quotidiennement dans nos salons avec la télévision. Cet édifice, producteur de comportements virils et violents, est indissociable du sport et de ses compétitions. Toute grande agglomération « moderne » se doit d'en avoir un, au standard reconnu par les institutions de l'aliénation sportive. Même si cela a un coût énorme et qu'il est la plupart du temps inutilisé.

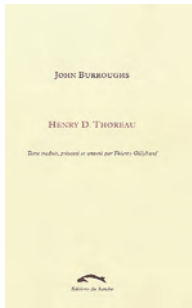
REVUE

FARIO

PARUTION ANNUELLE | 430 PAGES ENVIRON

« REVUE DE LITTÉRATURE ET D'ART », Fario l'est absolument, magnifiquement : les huit numéros parus jusqu'ici peuvent en témoigner, par la qualité de leurs choix tant en termes d'écriture qu'en termes de confection – impression sur papier vergé, belles illustrations, composition parfaite... Mais Fario est aussi, plus discrètement, une revue où l'on cultive la résistance au monde tel qu'il ne va pas, où l'on oppose au vacarme et à la frénésie technologiquement assistés les œuvres d'une sensibilité inquiète, rétive aux contraintes. Anna Akhmatova, Charles-Albert Cingria, Sadegh Hedayat (pour ne citer que quelques noms) y côtoient donc fort logiquement Fernand Deligny, Rosa Luxemburg, ou des auteurs édités par l'Encyclopédie des nuisances (en particulier pour un numéro significativement intitulé « Face aux machines »). En outre, depuis l'automne 2009, Fario prolonge ce travail obstiné avec une maison d'édition du même nom, où l'on annonce entre autres le tome 2 de *L'obsolescence de l'homme*, de Günther Anders, contribution essentielle à la critique de la société industrielle.

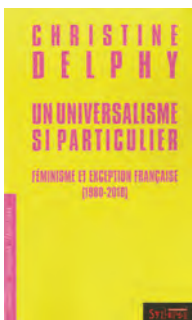
Revue Fario 26, rue Daubigny, 75017 Paris www.editionsfario.fr



John Burroughs
Éditions du Sandre
74 p.

HENRY D. THOREAU

SURNOMMÉ DE SON VIVANT « The Grand Old Man of Nature », John Burroughs (1837-1921) participe aux origines du genre littéraire américain du **nature writing**. Dans cet essai critique de 1882, inédit en français, il brosse un portrait de l'auteur de **Walden ou La vie dans les bois** qui ne tombe jamais dans l'exercice de l'éloge dithyrambique et souligne ses contradictions, ses erreurs et ses faiblesses apparentes pour mieux faire ressortir ses qualités. Car, écrit-il, « les mérites de Thoreau en tant qu'homme et en tant qu'écrivain sont si nombreux et sont si grands que je n'ai pas hésité à autant parler de ses défauts. [...] Mais après les lui avoir tous imputés à charge, la balance penche tellement du côté crédit qu'ils ne nous dérangent pas ». Alors que les rééditions de livres de H. D. Thoreau se multiplient, ce portrait inhabituel de l'ermite de Concord constitue à la fois une forte introduction à son œuvre et une occasion de découvrir celle de Burroughs.



Christine Delphy
Syllepse
348 p.

UN UNIVERSALISME SI PARTICULIER

FÉMINISME ET EXCEPTION FRANÇAISE Non-mixité, parité, violences masculines, avortement, pub, ... Que les textes regroupés dans ce recueil abondent de « grandes questions » ou des thèmes très pointus, l'argumentation est toujours claire, les termes précis et le ton offensif. attachement au..., « refus de noircir les uns pour blanchir les autres » un rejet de l'essentialisme et donc une critique de la parité et de « égalité », sans oublier quelques rappels historiques sur le MLF... **PAS FINI!!**



Organisation des
jeunes travailleurs
révolutionnaires
Parrhèsia/Éd. du
Sandre
56 p

LE MILITANTISME, STADE SUPRÊME DE L'ALIÉNATION

CETTE RÉÉDITION D'UN CLASSIQUE DE 1972, dans l'état original du texte (rarement respecté par les éditions pirates), est augmentée d'un supplément peu connu qui en explique les conditions de rédaction. Écrit par d'ex-militants gauchistes influencés par les situationnistes, ce texte fait le point sur les tares du militantisme d'extrême gauche, qui recouvre souvent l'arrivisme des petits chefs, le masochisme des exécutants, le caractère routinier, répétitif et ennuyeux de l'activité organisationnelle (les réunions sans fin, qui se dissolvent en bavardages stériles...), l'identification à des figures exotiques et mythiques de la révolution (le Che, etc.). Si ces analyses restent d'actualité par rapport à ce que peuvent vivre beaucoup de militant-e-s gauchistes aujourd'hui, on peut rester plus dubitatif sur l'appel à mener des actions révolutionnaires ludiques basées avant tout sur le désir individuel : voilà qui ressemble fort à ce que font aujourd'hui les « nouveaux militants », engendrant un nouveau type d'aliénation en phase avec la société actuelle (narcissisme, culte de l'immédiateté, absence de réflexion approfondie)...

INCONTOURNABLE

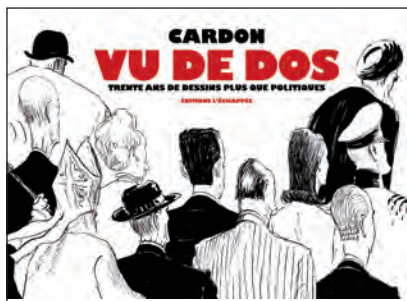


CAN'T STOP WON'T STOP

Une histoire de la génération hip-hop
Jeff Chang • Allia • 2008 • 665 p.

Ce livre est une somme, un vrai pavé essentiel à qui veut comprendre le mouvement hip-hop (qui regroupe rap, dj-ing, breakdance et graffiti). Pas à cause des 600 et quelques pages de textes, mais bien parce qu'il est écrit par un journaliste californien spécialisé et complètement passionné. Jeff Chang est allé chercher tous les éléments susceptibles d'avoir servi à l'histoire du hip-hop, histoire des quartiers défavorisés de New-York puis des autres grandes villes des Etats-Unis, histoire des noirs-américains, histoire de leurs révoltes et des cultures nées dans leurs ghettos. Histoire politique, économique, sociale, artistique, histoire des conditions de vie de cette classe d'archi-exploités, **Can't Stop Won't Stop** ratisse large, très large, pour expliquer la formation d'un phénomène culturel. De la Jamaïque de Kool Herc à l'affaire Rodney King, de Taki 183 à l'émergence du gangsta rap, de Public Enemy à la soupe commerciale d'aujourd'hui, se basant sur la presse de l'époque, sur des ouvrages comme **City of Quartz** de Mike Davis ou sur les textes des morceaux de rap, le cliché réducteur du pognon et des filles en string qui se trémoussent dans des décapotables rutilantes est mis à mal : cette impressionnante étude démontre l'incommensurabilité des éléments à prendre en compte pour écrire l'histoire d'une culture.

GRAPHISME



VU DE DOS

Cardon, L'échappée, 224 p.

UN BEAU JOUR, Cardon a décidé qu'on ne verra plus dans ses dessins la sale gueule des puissants de ce monde. Malgré ce retournement de situation, la virtuosité de son trait nous permet de reconnaître les Sarkozy, les Mitterrand, les Chirac, les Royal, les Seillère et aussi les islamistes et intégristes de tout poil ! Ce livre explosif et féroce présente trente ans de dessins parus dans **Le Canard enchaîné** – et aussi de nombreux inédits. L'ancien ouvrier de Lorient cogne toujours juste, loin d'un traitement seulement indigné, il nous happe, nous fait pénétrer dans un univers sombre, se révèle implacable avec une société où règne vénalité, soif de pouvoir, hypocrisie et aliénation. Du grand art !

LIVRE JEUNESSE



LES MIGRANTS

Auteure/Illustratrice : Mariana Chiesa Mateos, Le Sorbier, À partir de 8 ans

UN LIVRE AVEC DEUX HISTOIRES et deux couvertures, tête-bêche. Un graphisme original qui se prête à différentes interprétations, fait d'images en papier découpé, où les personnages prennent la forme d'oiseaux migrateurs et de silhouettes anonymes. Des histoires sans parole, qui racontent l'émigration. Deux époques différentes, deux histoires qui vont se rejoindre au milieu du livre et interroger le lecteur ou la lectrice sur le sens du mot migrant et sur le droit d'asile.



1. Rêves illimités, sur *Libérez la bête* (2009).
2. Entrevue pour le site internet abcdrduson.com le 2 avril 2006.
3. *Angle mort*, Hamé, Casey et Zone Libre (2008).
4. *Pas à vendre*, sur *Tragédie d'une trajectoire* (2006).
5. *Chez moi*, sur *Tragédie d'une trajectoire*.
6. Sur le maxi *Ennemi de l'ordre* (2003).
7. Sur *Tragédie d'une trajectoire*.

HOSTILE AU MICRO

ORIGINAIRE DES ANTILLES, Casey passe son enfance à Rouen. Elle rappe dès l'adolescence, « parce qu'il n'y a pas d'autre chose à faire de vraiment intéressant »¹. Au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), dans la cité et ses « décors bâclés », Casey rejoint le collectif Anfalsh. Elle fait des débuts remarqués sur un certain nombre de compilations underground.

Elle trouve rapidement le soutien du groupe de rap La Rumeur. Ce qui les rapproche est sans doute leur vision du rap. Moins de marketing et de tape-à-l'œil, plus de travail sur la musique et sur les textes. L'underground n'est pas une salle d'attente pour signer dans une *major*, mais une position assumée. « Soit tu fais preuve d'un certain opportunisme qui pourra t'aider sur l'instant mais être lourd sur le plus long terme, soit tu décides d'avancer par toi-même »².

Avec Hamé (de La Rumeur), puis B-James (d'Anfalsh), la rappeuse verse dans la fusion rock en formant le collectif Zone Libre. Leur tournée de 2009 montre un mélange réussi, tant l'atmosphère glauque distillée par les distorsions des guitares reflète les textes de la rappeuse³.

Pour l'ambiance générale, on est définitivement dans le sombre. Noircir le tableau... pour mettre au jour le sentiment de résignation et de désespoir qui règne dans les banlieues du nord de la capitale. Casey a le goût de l'esthétisme sombre et brutal. Noircir du papier... Elle multiplie les allitérations, les assonances et les métaphores. Casey peaufine ses textes comme on prépare un attentat.

Car les revendications sont là. Au détour du maxi et de ses deux albums, on sent la maîtrise de certains sujets. Sur l'authenticité du rap, elle affirme sa volonté de rester telle qu'elle le veut. « Et cette vie propre et nette de mich'tons aux petites minettes. Je n'en veux pas, laisse-moi sur ma planète »⁴.

Casey s'inscrit dans la vague du « rap de fils d'immigré ». Rappelle les traditions et conditions du peuple des Antilles : « Connais-tu Frantz Fanon, Aimé Césaire, Eugène Mona et Ti Emile ? Sais-tu que mes cousins se foutent des bains d'mer et que les cocotiers ne cachent rien de la misère »⁵. L'influence de ces auteurs se retrouve aussi dans des morceaux comme *Créature ratée*, sur l'idéologie des négriers.

Enfin, Casey signe beaucoup de textes dédiés aux banlieusards, ces classes dangereuses et autres ennemis de l'ordre bourgeois. « Je suis une menace et une nuisance – à l'évidence la délinquance en puissance – coriace sous la cuirasse. »⁶ Thème ultra-récurrent dans le hip-hop mais résumé dans une écriture rare de précision. Elle désigne un à un ses adversaires dans *Qui sont-ils ?* : police, fascistes et politiciens. Son dernier album se termine sur une métaphore terrible... la traque d'un animal que l'on prend comme bouc émissaire. Sur une boucle assassine, un refrain lancinant : « Libérez la bête, effacer sa dette, essayer d'oublier qu'elle n'a grappillé que les miettes, et nier même pas les misères que vous lui faites ».

Cyrille

EMMA GOLDMAN SUR LES PLANCHES

Les Emmazones, c'est un groupe de quinze femmes militantes de la région de Grenoble qui ont décidé de s'emparer de la pièce *En suivant Emma*, écrite par l'historien et militant américain Howard Zinn en 1975¹. Après un an de travail en autogestion, les comédiennes amateurs ont signé une mise en scène collective. Parmi les vingt-quatre scènes qui racontent les jeunes années d'Emma Goldman, des premiers pas dans la lutte politique, à New York, à son expulsion des États-Unis en 1919, les Emmazones ont choisi celles qui éclairent « les liens entre choix personnels et luttes collectives, vie affective et engagement militant », en particulier sa relation avec Alexander Berkman. Sur scène, elles sont neuf. Neuf comédiennes qui se passent le flambeau pour incarner tour à tour cette grande figure anarchiste et



féministe. En lui donnant autant de visages différents, elles mettent en relief sa combativité et ses aspirations exemplaires. Avec pour seuls effets des caisses de bois qui redessinent l'espace à chaque scène,

des costumes sobres et quelques chansons, elles portent à bras le corps l'épopée de cette femme déterminée et libre. C'est du vrai théâtre militant qui captive et questionne, et qui interroge en particulier la place de l'engagement dans nos vies. En 2010, les Emmazones se sont produites dans des lieux militants et alternatifs, en mixité et en non-mixité féminine. Ces prochains mois, la troupe compte investir les lycées pour s'adresser particulièrement aux ados. Avis aux profs²!

Leila

1. *En suivant Emma*. Pièce historique sur Emma Goldman, anarchiste & féministe américaine, publiée chez Agone.
2. Pour contacter les Emmazones : ensuivantemma@gmail.com.

RETOUR SUR...

LE THEATRE DE LA CARRIERA



Parmi les compagnies qui ont accompagné les luttes des années 1970, le Teatre de la Carriera est la figure de proue d'un théâtre occitan

engagé. Lo Teatre de la Carriera (« le théâtre de la rue », en occitan) est fondé en 1971 par des étudiant-e-s. Il veut « créer les conditions d'un théâtre original, économiquement et culturellement indépendant des modes de production et des jugements de la capitale » et devenir « le théâtre non seulement d'une langue mais celui d'un pays et d'une culture ». Si le Teatre de la Carriera puise dans l'imaginaire occitan, il refuse tout folklore. Ses spectacles traitent de l'histoire du Midi (**La Liberté ou la Mort**) et de problèmes sociaux contemporains : l'exploitation du Sud par le Nord, le tourisme, le phénomène des résidences secondaires, le complexe industriel de Fos-sur-Mer, ou encore de la question des femmes (**Saisons de femme**).

Établie dans l'Hérault, la troupe se partage entre le théâtre et le travail viticole avant de devenir professionnelle. Sa recherche artistique s'appuie sur des principes clairs : « le politique au commandement », « se former en créant », « créer collectivement », « créer en improvisant ». La compagnie est convaincue qu'« il faut être dans les luttes de la vie pour être dans les inventions esthétiques ». En plus de se produire sur les places de marché et dans le réseau associatif, elle joue dans les rassemblements de soutien aux Basques, aux Corses et aux grévistes du Joint français et de Lip, et pratique le « théâtre guérilla » en allant perturber des fêtes officielles.

Les membres de la compagnie s'impliquent dans les comités d'action viticoles (CAV), au sein de l'Action culturelle occitane et, au niveau national, dans l'Association pour le jeune théâtre (AJT), qui tente d'obtenir des moyens pour les jeunes compagnies professionnelles. Le théâtre d'intervention s'essouffant, le Teatre de la Carriera cesse ses activités en 1988. Il aura contribué à la réappropriation d'une culture minoritaire inscrite dans une lutte sociale globale, et favorisé l'émergence d'un théâtre occitan contemporain. Claude Alranq, cofondateur de la compagnie et auteur de la plupart des pièces, fait aujourd'hui figure de spécialiste de la culture et du théâtre occitans.

Leila

Lo Teatre de la Carriera, de C. Alranq, in **Une histoire du spectacle militant (1966-1981)**, Christian Biet et Olivier Neveux (dir.), éd. L'Entretiens (2007).



LE MONDE PAYSAN À L'ÉCRAN



« **SOUVENEZ-VOUS** lorsque nous n'étions pas riches, mais lorsque notre pauvreté était différente, et non pas une chose dont nous devons avoir honte. » C'est sur ces mots que s'ouvre l'assemblée de paysans chicanos mise en scène par Robert Redford. Et comme le montre si bien son film **Milagro**, l'industrie et le capitalisme n'ont pas fait reculer la pauvreté mais l'ont étendue en rendant le monde rural dépendant des aléas du marché et des « progrès » de la science. La transformation des paysans en ouvriers agricoles et l'introduction de machines dans le monde rural ont permis aux classes

possédantes de s'approprier la terre, mais aussi et surtout de déposséder une partie de la population mondiale de ses savoirs artisanaux, de détruire son autonomie matérielle et de détenir les liens sociaux construits autour des communautés rurales. Alors que le capitalisme se fonde aujourd'hui sur le déracinement, les films présentés ci-dessous viennent nous rappeler que le monde rural, loin d'être foncièrement conservateur et réactionnaire, fut au contraire un lieu de résistance et d'autogestion laissant entrevoir d'autres rapports au politique et au monde. **Anne Quadri**



LES RAISINS DE LA COLÈRE

Film américain de **John Ford**
1967, 124 min

Cette adaptation de Steinbeck revient sur la crise qui frappa les fermiers américains du Midwest lors de la grande dépression.

Elle retrace le passage de la paysannerie à l'industrie agricole et l'appauvrissement de ces nouveaux immigrants dépossédés de leurs terres, mais montre également que la culture paysanne permit également à de nombreux fermiers de lutter ensemble pour le maintien de leur mode de vie au plus fort de la crise financière.



LA MAISON DES BOIS

Feuilleton français de **Maurice Pialat** en 7 épisodes
1971, 360 min

La maison des bois n'est pas à proprement parler un film sur la paysannerie. Héritier de Renoir et Bresson, c'est un film sur l'enfance, la famille et la campagne, le récit d'un gamin recueilli par un couple de paysans pendant la guerre. Un feuilleton au rythme lent, qui retranscrit avec humanité le quotidien des campagnards sans jamais l'idéaliser, et montre à quel point la temporalité du lien social est aujourd'hui saccagée par la société industrielle.



LE PAIN NOIR

Feuilleton français de **Serge Moati**
en 8 épisodes
1974, 720 min

Le pain noir, c'est celui que mangent et préparent Catherine et les siens. C'est aussi le symbole des paysans

du Limousin contraints de travailler dans les mines de kaolin, et la fin du monde agraire au profit de la société industrielle. Cette jolie saga adaptée de Georges-Emmanuel Clancier retrace ainsi la vie d'une famille rurale et son rapport à la terre, et revient également sur la naissance du syndicalisme moderne et l'émergence d'une nouvelle classe sociale, le prolétariat.



MILAGRO

Film américain de **Robert Redford**
1988, 112 min

Dans un petit village du Nouveau-Mexique, un fermier chicano décide un beau jour de détourner l'eau réservée à un grand propriétaire terrien pour irriguer ses récoltes. Son geste va permettre, avec l'aide d'une militante et d'un journaliste, de mobiliser les habitant-e-s du village contre la dépossession programmée de leurs terres et pour la préservation de leur autonomie économique à travers la défense de l'agriculture paysanne. Un beau film doublé d'une belle leçon d'humanité.



LA VIE MODERNE

Documentaire français de **Raymond Depardon**
2008, 90 min

Dernier volet de la trilogie paysanne de Depardon après **L'Approche** (2001) et **Le Quotidien** (2005), ce documentaire s'attache au quotidien de petits agriculteurs français au travers de leur rapport à la terre, aux bêtes et à la nature. Se dessine ainsi en creux un portrait critique de la société moderne, industrialisée, urbanisée et finalement déshumanisée.

LE DERNIER CRI, COLLECTIF MARSEILLAIS, VOMIT DES CRÉATIONS SÉRIGRAPHIQUES DEPUIS 20 ANS, NOTAMMENT LE FANZINE HÔPITAL BRUT. WWW.LEDERNIERCRI.ORG

INTERVENTIONS GRAPHIQUES

